

« Rassembler les dissidents... »

Dans la semaine qui a suivi les résultats des élections régionales, et à vrai dire dès le lundi, un échange de textes très riches a eu lieu entre lecteurs de *Carré rouge*. L'ensemble de ces textes peuvent être consultés sur le site www.carre-rouge.org. La première partie de ce numéro 29 n'est rien d'autre qu'un prolongement de ce premier échange. Ce qui le caractérise, c'est la volonté d'apprécier très vite l'ampleur de l'événement. Il est bien sûr tout à fait considérable. Mais c'est aussi l'aptitude à évaluer sans complaisance la pertinence des réflexions et des analyses que nous avons faites tout au long de cette campagne. La discussion qui naît ainsi de l'utilisation très massive par les salariés (et, fait notable, par les jeunes) du vote PS pour évincer Raffarin n'a rien d'académique. Elle n'est en rien l'effet d'une sorte de « rage polémique », d'un goût inépuisable pour les cheveux coupés en

quatre... Pas plus qu'elle n'est le fait de militants « hors partis », pour tout dire proprement « irresponsables », qui passeraient leur temps à « critiquer » ceux qui, bravement, « sur le terrain », agissent, certes de manière imparfaite. La critique que nous exerçons à l'endroit en particulier de la campagne de la LCR, la sévérité dont nous faisons preuve à son égard sont celles de militants, qui avaient, dans le cours même de cette campagne, formulé leur appui aux candidatures communes LO-LCR, mais aussi leurs suggestions et leurs mises en garde. Sans la moindre « extériorité ». C'est à partir de la même position que nous discutons en toute liberté et en toute fraternité de la suite de cet événement. La tendance que nous entendons dans les propos d'Olivier Besancenot rapportés par *Le Monde* (22 avril) à « banaliser » l'échec bien réel de LO et de la LCR, et à s'en remettre à un « troisième tour social »

mars et mai

MARS VIENT DE MAI.

Ce sont l'intensité et la puissance de la mobilisation de quelque quatre millions de grévistes ou manifestants contre les lois Fillon-Raffarin sur les retraites et la décentralisation qui expliquent le raz-de-marée électoral enregistré les 21 et 28 mars. Un quasi record sur l'échelle des catastrophes politiques de l'histoire de la V^e République.

Mars vient de mai.

Certes, les enseignants, cheminots, fonctionnaires ne sont pas parvenus à briser le blocus des appareils syndicaux, à imposer la grève générale, donc à battre Fillon et Raffarin ; mais il s'en est fallu d'un fil. Peut-être que si tous les militants révolutionnaires avaient agi pour que la démocratie dans l'action l'emporte, la grève générale portée par des centaines de milliers de grévistes aurait submergé les confédérations, les obligeant à se soumettre. Tel fut le cas pour les dirigeants de la CGT à EDF. Nationalement, c'est partie remise.

Mars vient de mai.

Lors de cette grève « généralisante », des dizaines de milliers de grévistes, au premier rang desquels les enseignants, ont tenté de penser un « autre monde », une civilisation antilibérale. Ensuite, les combattants du printemps ont éprouvé le besoin de souffler, de refaire leurs forces, d'autant que nombre d'entre eux considéraient qu'ils avaient « perdu » cette bataille, convaincus cependant que la guerre n'était pas finie... C'est alors

que les intermittents, puis les chercheurs, les élèves-profs de gymnastique, les pompiers se sont levés pour prendre le relais, affronter, à partir de leurs revendications, la politique de J.-P. Raffarin.

PAS DE RÉPIT POUR

LA BOURGEOISIE

Depuis mai, il n'y a pas eu de répit pour la bourgeoisie. Loin d'être « battus » ou « résignés », les salariés, dos au mur, ont intériorisé, accumulé rage, colère, fureur.

En écrivant ces lignes, nous n'oublions pas les différences de situations, notamment dans le privé : l'armée des salariés n'est pas faite d'un bloc, d'autant que la plupart des dirigeants sont des couards qui ont partie liée avec l'ennemi...

Délocalisations, plans antisociaux, licenciements, réductions de postes, blocage des salaires, précarisation accrue, les attaques du MEDEF s'accroissent. Dans les usines, les travailleurs ont subi sans quasiment pouvoir réagir, sans parvenir jusqu'alors à rompre l'isolement de la désespérance : occupations d'usines, sans perspectives d'action, négociations pour arracher de médiocres compensations financières aux licenciements. Mais, attention ! Une terrible tension règne dans ces secteurs condamnés par la mondialisation, laissés à l'abandon par les confédérations : violence, menaces de « tout faire sauter », suicides d'ouvriers. Nous ne peignons pas la réalité sociale en rose.

Tout n'est pas égal. **C'est l'ensemble de ces données positives et négatives, qui s'est exprimé dans les urnes les 21 et 28 mars.** La déflagration électorale s'est manifestée par un vote de rage, de fureur, avec l'évidente volonté de faire mal, le plus mal possible au gouvernement, au ME-DEF. Au soir du 28 mars, J.-C. Cambadélis, pertinent, relevait que « *la gauche n'est que l'instrument de la colère du peuple* ». Et Jean-Luc Melançon ajoutait que ces résultats constituaient l'équivalent d'« *une grève générale électorale* »

De fait, nous n'avions pas suffisamment mesuré la profondeur de ce processus, sous-estimant sa radicalité politique. Certes, depuis des mois nous insistions (un peu seuls) sur la tendance fondamentale de la situation : les salariés avaient politiquement l'avantage dans l'affrontement contre le gouvernement. Nous étions certains que l'UMP serait « *étrillée* », mais nous n'avons pas apprécié la violence, la densité de la radicalisation en cours. Les énergies, les combats, les angoisses et les refus avaient besoin d'un terrain commun pour s'exprimer nationalement. D'un objectif qui rassemble la multitude. Ces élections incarnaient la stratégie de Raffarin (la régionalisation), dix-neuf de ses ministres étaient en lice, l'occasion permettait de centraliser l'action politique, d'agir « *Tous ensemble* ». Non seulement l'abstention a nettement reculé, mais les salariés ont utilisé le bulletin de vote **comme un projectile pour détruire le gouvernement Raffarin-Chirac**. Ce n'est ni un vote sanction, ni une censure, mais **un vote éviction**. À bas le gouvernement, à bas sa politique libérale, voilà ce qu'a été l'expression du suffrage universel. La graduation a en politique son importance. C'est, note Serge July, le « *début de la fin* » pour Jacques Chi-

rac.

Le gouvernement Raffarin III est un bâtard grabataire rescapé d'une débâcle. Réellement, Chirac panique et recule sur la même ligne : celle de Maastricht. Voici un « nouveau » gouvernement qui doit « réformer » la Sécurité sociale et le Code du Travail, sans base politique, les yeux fixés avec nostalgie sur... l'Alsace, de surcroît, en situation de quasi-faillite financière.

UN MOUVEMENT

QUI VIENT DE LOIN...

Rappelons que ces événements sont l'amplification d'une situation qui s'est nouée il y a près de dix ans. Depuis 1995, élection de Jacques Chirac, les salariés affrontent la mise en œuvre de la mondialisation, pied à pied résistent à l'application du libéralisme. C'est le coup d'arrêt de la grève contre le plan Juppé qui provoque la dissolution de l'Assemblée, la victoire de la gauche plurielle emmenée par L. Jospin. Son gouvernement met en œuvre (avec talent !) la politique de Maastricht et, deux ans après, la révolte des enseignants, des salariés des finances, provoque l'implosion gouvernementale, l'éviction d'Allègre, de Zucharelli, de Sautter, etc. La gauche plurielle recule, mais persiste. Jospin II va continuer à mettre en œuvre la politique définie par les bourgeoisies en leur quartier général de Bruxelles. La cuisante défaite aux élections municipales annonçait le désastre du Jospin social-libéral à la présidentielle. Contrairement à ce qu'affirment donc les « spécialistes » de la chose politique, **les réactions du peuple sont cohérentes. Il ne veut plus, définitivement plus, d'une politique libérale.** Et nous sommes probablement à un tournant majeur dans cette décennie

d'affrontements.

À la suite du Royaume-Uni, dans la plupart des pays européens, la bourgeoisie, alternant gouvernement de droite et de gauche, a imposé le contenu et le calendrier des « réformes » définies par les traités européens et les institutions de Bruxelles, à commencer par la Banque Centrale. Certes, en Italie, en Allemagne, en Espagne le salariat résiste ; mais globalement, grâce aux alternances, à l'union sacrée syndicale, les « réformes » passent. En la matière, la France constitue donc une véritable « exception » : sortant d'une réunion de travail avec ses collègues britanniques et allemands, J.-P. Raffarin déclarait, un peu désabusé, que, sur les retraites, la sécurité sociale, il était « *à la gauche* » de T. Blair et G. Schroeder. C'est vrai. Depuis près de vingt ans, la lutte des classes dirigée contre la mondialisation a systématiquement déstabilisé les gouvernements, les obligeant à reculer ou à différer leurs attaques. Mais constatons qu'à chaque fois que les salariés par leur mobilisation faisaient reculer le gouvernement et le patronat, ils s'arrêtaient en chemin, canalisés par les appareils politiques et syndicaux, comme saisis de vertige par la peur du vide politique provoqué par le rejet des partis traditionnels...

C'est donc bien que, selon que le PS et le PC sont au pouvoir ou dans l'opposition, ils ne sont évidemment pas perçus de la même manière par les salariés.

Aujourd'hui, l'adversaire direct, c'est le gouvernement Raffarin. Les travailleurs ont de la mémoire : ils n'ont rien oublié du récent passé. Ils combattent, à chaque fois, l'ennemi principal avec les armes qu'ils trouvent sur le champ de bataille. Les salariés se sont servi du bulletin de vote « *gauche plurielle* » par utilité, par ef-

ficacité. Ils ont donc élu la gauche, par défaut. Ce que ses dirigeants reconnaissent d'ailleurs sans difficulté. « *Nous sommes dans la mouise* » s'est exclamé Jack Lang, au soir du 28 mars, devant l'ampleur du succès ! Une semaine plus tard, lors du Conseil national du PS, Georges Frèche, élu à la tête de la région Languedoc-Roussillon, rappelle avec véhémence que le mot « ouvrier » ne figurait pas dans le programme de Jospin et qu'il faut donc apprécier les récents succès comme une « *dernière chance* » pour le PS de renouer avec le salariat. J.-L. Mélanchon s'écrie « *Faites comme vous voulez, mais si nous faisons campagne aux élections européennes pour la constitution européenne, nous sommes perdus !* » [1]. Chacun est conscient que c'est sans illusion que des millions d'électeurs ont utilisé le *projectile* PS/PC pour démolir l'UMP et l'UDF. C'est un vote plébiscite contre le chômage, la précarité, les délocalisations, les privatisations, la marchandisation de l'espace public, le démantèlement des services publics. Un référendum contre les conséquences des lois du marché.

UNE DÉFLAGRATION DE SURVIE

Exagération ? *Le Soir*, quotidien belge de référence, a analysé la « *déroute gouvernementale* » en ces termes : « *Ce n'est pas une réforme que veulent les Français, c'est une révolution* ». Le journaliste belge s'inquiète inutilement. Le peuple français n'en est probablement pas là. Par contre, mécaniquement, se mettent en place tous les éléments qui peuvent conduire à une insurrection sociale antilibérale. Qu'on nous comprenne. L'insurrection que nous évoquons n'est ni de près ni de loin, calquée sur le modèle de la révolution d'Octobre. **Ce qui est**

en gestation, c'est une déflagration sociale de survie. Exclus, chômeurs, précaires, cadres moyens, salariés dont les statuts sont menacés, fonctionnaires dont les droits sont rognés, petits commerçants appelés à disparaître, professions libérales (avocats, médecins) sur la pente glissante de la paupérisation (eh oui !), intermittents condamnés à la misère, tous sont visés. Et la plupart en ont à des degrés divers la perception, voire la conscience.

Ces millions de femmes et d'hommes, ont fait l'expérience des gouvernements de droite et de gauche. Un camarade caractérisait cette alternance comme un balancier. Mais les travailleurs savent qu'ils sont, au bout du compte, des gouvernements du CAC 40.

Ces millions de femmes et d'hommes pourraient avoir subi une défaite majeure. De celles qui vous laissent KO pour des années, comme en Angleterre l'offensive frontale et victorieuse de M. Thatcher.

Ce n'est pas le cas en France. Au contraire. Des millions d'exclus, d'exploités, d'opprimés ont appris par expérience qu'au bout du compte, ce sera « *eux, ou nous* ». Le MEDEF ou les salariés. Une société impitoyable, comme elle existe aux États-Unis, ou une société encore civilisée. Voilà notamment pourquoi nous pensons qu'une insurrection sociale est une perspective à court terme possible.

LA CAMPAGNE LO-LCR

C'est dans cet état d'esprit que la majorité des rédacteurs de *Carré Rouge*, après de nombreuses discussions, a appelé à voter pour les listes de la LCR et de LO « *sans hésitation, sans illusion* » ; par cette formule, nous manifestons notre désaccord sur la politique trade-unioniste, sous-réfor-

miste mise en œuvre par les intéressés. Trois millions de salariés qui (ne l'oublions pas !) avaient déjà voté pour l'extrême gauche, cherchaient des réponses politiques, utiles, efficaces, pour virer Raffarin-Chirac, pour, cette fois, préparer une grève générale victorieuse, l'élaboration d'un projet anti-capitaliste. À des années lumière, les candidats de la liste LO-LCR s'engageaient, élus, à refuser des subventions aux méchants capitalistes qui licencient !

La gauche appelait au vote sanction contre le gouvernement, quand l'extrême gauche voulait faire « *reculer* » Raffarin. Pour des millions de salariés, de chômeurs, la liste LO-LCR était en retrait par rapport... au PS et au PC ! **Les masses cherchaient un gourdin pour frapper sur le gouvernement et le MEDEF : l'extrême gauche leur proposait un bâtonnet à manier avec précaution et légalisme...**

Rarement révolutionnaires furent plus électoralistes, soumis au système politico-médiatique, convenables, discutant avec le Front National, argument contre argument (!), respectant les trucs, us et coutumes de la communication. Sans oublier une insupportable personnalisation (comme les grands partis !), étrangère à la recherche politique de millions d'opprimés de véritables porte-parole, avec en prime le refus de débattre dans les meetings !

Bref, la campagne, c'était : votez, nous ferons le reste. Lamentable. Le 28 mars au soir, le facteur Besancenot, devenu chiant, déstabilisé, balbutiait devant les caméras de télévision que le gouvernement avait été « *censuré* ». Quelques plateaux plus loin, François Bayrou annonçait « *une crise politique majeure* » Cherchez l'erreur.

L'extrême gauche a failli. Or, malgré

cette politique, plus d'un million d'électeurs ont encore choisi de voter pour ses candidats. Ce n'est pas rien. Lorsque Alain Krivine déclare, en substance, « *ce n'est pas dramatique : nous avons "stabilisé" notre électorat à 5 %* », il se rassure à bon compte, comme un investisseur qui, n'ayant rien gagné, se dit : au moins, n'ai-je pas tout perdu.

Or, rien n'est acquis, stabilisé. Ou les salariés auront des raisons de penser que nous avons tiré, positivement, les conséquences de cet échec, et le combat pour la construction d'un parti anticapitaliste pourra marquer des points. Dans le cas contraire, la LCR se disloquera, ayant fait perdre au mouvement ouvrier les potentialités qu'elle portait. C'est ce que pensent un certain nombre de rédacteurs de *Carré Rouge*. Je suis de ceux qui espèrent encore. Nous en débattons évidemment publiquement sur le site comme dans ces colonnes.

LE SECOND TOUR

En sous-estimant la radicalisation politique antilibérale de masse qui enfle, nous avons « zappé » le second tour.

Dans l'état actuel des choses politiques, des millions de femmes et d'hommes ne pouvaient achever le travail commencé au premier tour qu'en votant au second contre l'UMP-UDF, en masse. Ce qu'ils ont fait. À commencer par les électeurs (et la plupart des militants) de la liste LO-LCR ! Il aurait donc été juste de faire campagne pour virer Chirac-Raffarin, en centrant les professions de foi, non sur les problèmes des régions, mais sur l'abrogation des lois Fillon-Balladur, la loi sur la décentralisation, la perspective de la grève générale contre le projet de « réforme » sur la Sécurité sociale, reliés à la nécessité

d'un gouvernement des salariés, avec des propositions anticapitalistes à soumettre au débat, transformant meetings et réunions publiques en autant de lieux d'élaboration collective et de préparation à l'action. En somme, la mise en œuvre, modernisée, des traditions révolutionnaires d'interventions dans les élections.

À partir de ce socle, les candidats devaient tranquillement annoncer qu'au second tour, là où leurs listes ne pouvaient se maintenir, ils appelaient à voter contre les libéraux au gouvernement, sans amnistier les libéraux de l'opposition !

Contrairement à certaines affirmations, le PC continue de reculer et, en général, ses candidats arrivent largement derrière ceux de la Ligue et de LO aux cantonales. Condamné à mort par le stalinisme et le rejet des salariés, il a profité de la désastreuse politique de la liste LO-LCR pour se refaire une (petite) santé aux élections régionales. C'est un regain.

La situation est différente s'agissant du Parti Socialiste qui, par son histoire, ses liens distendus mais encore réels avec les salariés des classes moyennes, ses organisations syndicales, reste pour les travailleurs-citoyens un instrument de lutte contre les partis bourgeois, notamment lorsque ces derniers sont au gouvernement. L'exemple espagnol est parfaitement parlant : pour chasser Aznar, les masses ont voté PSOE. Et cependant, à peine Zapatero est-il élu qu'il annonce que, à l'inverse d'Aznar, il va remettre en selle la constitution européenne que les gouvernements divisés ne parvenaient pas à adopter à Bruxelles ! Et dans le même temps, il retire comme il s'y était engagé ses troupes d'Irak, entraînant la défection du Honduras, provoquant les hécatombes de la Thaïlande, au grand dam de Georges Bush...

Ce fait illustre la situation actuelle de la social-démocratie. À la fois *instrument électoral* de la résistance des masses, et, quand les partis classiques de la bourgeoisie sont défaits, dernier recours institutionnel du libéralisme. En France, l'existence d'organisations trotskistes disposant d'une représentativité réelle dans la lutte sociale comme dans les élections pose les problèmes différemment.

À chaque fois que l'extrême gauche est et sera capable d'aider politiquement les salariés à définir une stratégie anticapitaliste, à formuler des solutions politiques en rapport avec le développement de la mobilisation, elle permettra à des millions de salariés d'éviter de retomber sous la coupe du PS. De s'en émanciper positivement.

Les révolutionnaires ne sont utiles que lorsqu'ils sont eux-mêmes. Ainsi, les salariés attendent des révolutionnaires des propositions « *réalistes* » (c'est-à-dire applicables, de transition) pour gouverner contre le capitalisme, ouvrant la voie à une véritable alternative, sommant ainsi la « gauche », propositions en mains, de choisir entre le capital et le travail. C'est en ces termes, nous semble-t-il, que la question du Front unique doit être abordée. Si les listes de LO-LCR avaient rassemblé 8, 9, 10 % des électeurs sur une orientation de ce type (ce qui était possible), c'est dans une configuration autrement plus positive que le raz de marée antilibéral aurait déferlé.

Il faut débattre de ces problèmes, sans craindre l'échange, la critique donc la rectification, car l'une des caractéristiques de la situation ouverte le 21 avril 2002, **c'est la rapidité des changements** ; nous ne sommes plus dans une guerre de positions figées. Le mouvement, expression du chaos économique, social et politique devient la règle. Les convulsions, les

crises récurrentes sont la marque de la période dans laquelle nous sommes maintenant entrés de plain-pied. Comment le tremblement de terre électoral va-t-il se traduire dans la lutte des classes, dans l'action ?

UNE CRISE MORTELLE ?

Moins de deux semaines après le 28 mars, la crise politique ravage la majorité parlementaire, disloque le tout récent gouvernement, menace l'Elysée.

Au discours télévisé de Chirac répond dans le *Figaro* une mise en garde de Seillière sur les dangers à reculer, fût-ce sur le calendrier des « réformes ». Au sein du groupe parlementaire UMP s'engage immédiatement une bataille publique pour contraindre Raffarin à retarder le projet de lois sur la régionalisation. Bronca, refus d'obtempérer, mise en cause du premier ministre, d'Alain Juppé, de Jérôme Monod, création par Méhaignerie d'un « courant centriste et populaire » de 42 députés ralliés par le ministre Douste-Blazy, alors que, de son côté, Madelin critique le « virage social », exige un « tournant libéral », tonne contre le recul de Fillon dans la recherche, fait huer Jacques Chirac par ses partisans... et crée son propre courant ! Cette cacophonie ne peut durer. Le parti présidentiel impose alors que s'annoncent les élections européennes... « *Il n'y a plus de chef ni à l'UMP ni à Matignon* » titre *Libération* le 8 avril en citant un député... proche du premier ministre. La V^e République a rarement connu crise plus inquiétante pour la bourgeoisie française. Ici et là, dans la classe politique démoralisée, on murmure « dissolution ». L'incroyable paraît plausible. Rarement gouvernement aura été plus fragile, incertain. Les salariés ont besoin d'apprécier cette réalité, l'am-

pleur des reculs partiels : victoire totale des chercheurs, demain peut-être victoire des intermittents. Autant de points d'appui pour affronter la « réforme » de la Sécurité sociale pour laquelle Chirac et Raffarin, renonçant aux ordonnances, proposent aux confédérations et au Parti Socialiste... une active collaboration.

Ce gouvernement est illégitime d'abord aux yeux... de nombre de parlementaires de l'UMP et évidemment de l'UDF. Une écrasante majorité du pays ressent la nomination de Raffarin comme une provocation. Les conditions politiques pour l'action de masse, unie, des salariés contre Chirac, sa politique, n'ont jamais été aussi favorables. L'étude des résultats électoraux montre que des dizaines de milliers de jeunes, nouveaux inscrits, sont allés voter. Dans les conflits des intermittents, des chercheurs et bien sûr des élèves-professeurs de gymnastique, on voit arriver à nouveau étudiants et lycéens. Une politisation des nouvelles générations est en cours. C'est toujours un signe annonciateur de luttes, d'affrontements.

« *Le gouvernement nous a fait un enfant dans le dos* » s'exclame François Chérèque dans le *Nouvel Observateur*. À coucher avec n'importe qui, sans prendre ses précautions, la centrale crypto-patronale court à la catastrophe. La CFDT se fait massacrer dans toutes les élections professionnelles. Plus ou moins, mais partout. Et dans la plupart des cas au bénéfice de la CGT et de SUD. L'appareil existe, il renâcle [2]. Que d'autres fassent le « sale boulot », la CFDT n'a plus confiance en Chirac-Raffarin. C'est un signe politique majeur. Lorsque les harkis craignent pour leur vie, se défilent, c'est que l'armée française est proche de la débâcle.

La situation politique a rarement été

aussi riche, appelant à réflexions, à débats.

Que ce gouvernement dure trois ou six mois, que les élections européennes accélèrent ou stabilisent le délitement institutionnel, un peu plus vite, ou un peu plus tard, la crise politique va provoquer des événements inopinés dans la forme, mais porteurs du contenu anti-capitaliste que nous avons analysé.

LA LCR...

ET L'EXTREME GAUCHE

Si, parmi nous, la discussion porte essentiellement sur la LCR, c'est qu'elle est la seule organisation trotskiste avec laquelle on puisse débattre, et souvent combattre ensemble l'ennemi de classe. Celle qui affirme vouloir progresser sur la voie d'un parti anti-capitaliste. LO ne débat qu'avec LO. Et encore. *Lutte des classes*, la revue « théorique », tire le bilan des élections avant que son comité central en ait débattu. Garde-à-vous !

S'agissant du Parti des Travailleurs, le cas est désespéré. Voilà une formation qui fait campagne pour le boycott aux élections régionales, car voter à ces élections c'était reconnaître la « régionalisation », infâme entreprise (c'est vrai) visant à disloquer la République ! Par contre, nos amis républicains présentaient de nombreux candidats dans les cantons et appelaient les salariés à voter en masse. Bide total. Eh bien, au lendemain du 28 mars, sans s'interroger sur la validité de l'orientation préconisée, *Informations ouvrières* titre sur le « Rejet » que ces résultats manifestent. Et pas une interrogation. Pas de débats. En avant, Marche ! Vers le parti des... 8 000 abonnés à défaut des 10 000 militants. Comme d'habitude, les rédacteurs de *IO* informent leurs lecteurs qu'une campagne de calomnie s'engage contre eux, raison supplé-

mentaire pour serrer les rangs et continuer à voter à l'unanimité sans barguigner ! Certes il y a les permanents, les habitudes... Certes... N'empêche : comment des militants peuvent-ils supporter de tels désastres sans s'interroger, réagir ? Comme si le mur de Berlin n'était jamais tombé dans certaines têtes. Au vrai, LO, le PT relèvent probablement plus de la médecine que de la politique [3].

À *Carré Rouge*, dès le 21 mars, spontanément, une discussion s'est engagée entre les rédacteurs. Tous les textes ont été publiés sur notre site ; et le débat s'est élargi, enrichi bien au-delà de notre revue. Parallèlement, des réunions se sont tenues en province, dans la région parisienne. À Blois, l'un des intervenants définissait sa participation au cercle de *Carré Rouge* en ces termes : « rassembler les dissidents, qu'ils soient ou non membres d'un parti, d'un syndicat ». Cette définition lapidaire me semble excellente. Actuellement, les « dissidents », ceux qui pensent avec leur tête, sont très nombreux. Ils se cherchent. Certes pour agir, mais d'abord pour débattre. Paradoxalement, ce qui est déterminant dans ces discussions, ce n'est pas tant l'unité des réponses que l'unité des questions. Les militants, les *dissidents* s'interrogent sur les conséquences politiques du résultat électoral. Résumons le sentiment général, les questions en débat.

LES QUESTIONS

EN DÉBAT

1- Le gouvernement Raffarin-Chirac est faible, très faible. Il faut le dire, le populariser. Il est évidemment démocratiquement illégitime, mais surtout, il est fragile. Il ne durera pas. Mais selon qu'il sera chassé par la rue, par les grèves, les manifestations ou disparaîtra par décision présidentielle, à

froid, ce ne sera évidemment pas la même chose pour les salariés. Raffarin-Chirac-Seillères-Chérèque peuvent être battus. À plate couture. Ce n'est pas du verbiage révolutionnariste. Le rapport sur les 35 heures commandé par Raffarin il y a quelques mois n'avait qu'un objectif : aider au saccage du code du travail, par la mise sur pied, par exemple, d'un code spécifique aux petites et moyennes entreprises... Avant même que ce rapport lui soit remis, le premier ministre a officiellement fait savoir qu'il n'était plus question de modifier la législation sur le temps de travail. La colère du *Figaro* n'y changera rien. D'autant que, résultat direct des élections, les « recalculés » de Marseille gagnent en justice ! François Chérèque, dans une longue interview dans *Libération*, déclare : « Si ce jugement était confirmé, ce serait une catastrophe ».

Répetons-le, ce gouvernement est faible, la grève générale, débutant sur une question particulière (un plan de licenciement), un événement inopiné (la victoire des recalculés devant certains tribunaux) ou sur une « réforme centrale » (comme la Sécurité sociale) peut le balayer, passant de la faiblesse de la bourgeoisie à la force du salariat.

2- Les élections européennes fournissent l'occasion pour tous les militants de lier le combat contre l'Europe du Capital au gouvernement du CAC 40. La mobilisation contre la constitution européenne, rédigée notamment par Giscard d'Estaing, Pierre Moscovici et Cohn-Bendit, permet de dénoncer l'articulation entre Bruxelles et Paris. Car les « réformes » des retraites, de la Sécurité sociale et du Code du travail sont les éléments constitutifs de la *gouvernance* européenne. Ces problèmes majeurs vont se discuter dans tous les partis, dans tous les syndi-

cats, mais surtout sont maintenant perceptibles pour des millions de salariés. Et la propagande, l'agitation pour les États-Unis socialistes et démocratiques d'Europe va de pair avec la question du socialisme dans le combat national anti-capitaliste.

3- À chaque fois que les salariés s'affrontent, classe contre classe, au gouvernement animé par la droite ou par la gauche, la lutte contre les agressions structure la mobilisation : il en fut ainsi contre le gouvernement Balladur lors des énormes mobilisations contre la Loi Falloux, et surtout contre les CIP ; puis sous Juppé, lors de la grève contre son plan, puis encore sous le gouvernement Jospin lors des grèves qui aboutirent à la démission d'Allègre, Sautter et Zucharelli, puis aujourd'hui...

Après chaque bataille, recul total ou partiel obtenu, la vie reprend son cours, sans débouché politique. Il faut aborder frontalement ce problème de l'impasse politique. En nous arrêtant sur la nature de la social démocratie, en Europe et en France.

□ en définissant maintenant, avec les salariés, les objectifs précis d'un gouvernement ouvrier, démocratique, sur les questions économiques, sociales, institutionnelles essentielles : nationalisations sans indemnisation sauf pour les petits porteurs des entreprises privatisées sous Balladur, Jospin et Raffarin ; réduction du déficit par la taxation, la confiscation des profits capitalistes, en France et en Europe ; saisie au profit des salariés de tout groupe dont l'une des filiales licencierait ; fin de l'indépendance de la banque de France, etc. Sécurité sociale, plein emploi, indemnisation des chômeurs, interdiction de la précarisation, etc. Élaboration d'un projet de nouvelle constitution. Ce ne sont là que quelques pistes. Tous les problèmes de la vie de millions de sa-

lariés, de chômeurs, d'exclus, de jeunes doivent être traités.

Il faut élaborer avec tous les militants qui le souhaitent un programme de gouvernement, aider à armer les salariés et répondre ainsi à la gauche qui va répétant « *l'extrême gauche ne veut pas gouverner* ».

□ Depuis la chute du Mur de Berlin, depuis que le capital a repris le contrôle économique, politique, culturel de l'ex-URSS, les marxistes n'ont plus d'avenir politique à proposer aux exploités, aux opprimés du monde. Quoi qu'on en dise, le socialisme international est en deuil. L'hypothèse formulée par Trotski de reconquête révolutionnaire et démocratique de la société soviétique par les salariés chassant la bureaucratie, instaurant le socialisme démocratique, a échoué. C'est une donnée historique. Et cette situation pèse comme une chape de plomb sur la tête du prolétariat international. Il faut sortir de la période du veuvage, et s'atteler à un débat

théorique, politique, international, internationaliste pour actualiser le contenu de l'idéal socialiste. Arrimer fermement démocratie, liberté et civilisation anti-capitaliste. Hors de quoi nous serons toujours en retrait dans le combat contre le capital.

Les masses luttent contre la barbarie capitaliste. Mais elles ont besoin, nous avons besoin de définir positivement la réponse antagonique, le socialisme. C'est à ce travail que nous devons nous atteler.

Notes

1- Ils ont trouvé la solution. Au PS, rien d'impossible. Henri Emmanuelli résume en ces termes l'accord unanime adopté au conseil national consacré à l'Europe : « *Sur la constitution, ils ont accepté de ne pas dire oui, on a accepté de ne pas dire non* ». C'est amusant. Surtout pour les centaines de militants des courants minoritaires, aux-

quels leurs dirigeants avaient promis de ne pas céder sur la question de la dénonciation de la constitution rédigée par Giscard... et Moscovici!

2- Ainsi, deux dizaines d'anciens dirigeants confédéraux de la CFDT appellent Chérèque, dans une déclaration publique, à abandonner le MEDEF, au regard des résultats électoraux, de la faiblesse de la bourgeoisie...

3- J'ai trouvé une citation sur les sectes qui complète celle de Marx que Claude Luchetta propose dans son texte : « *Les gens qui possèdent plus ou moins la théorie juste dans sa partie dogmatique deviennent une simple secte parce qu'ils ne peuvent concevoir cette théorie vivante de l'action, de l'union active avec la classe ouvrière à n'importe quelle étape de son développement, autrement que sous la forme de dogmes à apprendre par cœur et à réciter comme une formule magique ou une prière catholique. C'est ainsi que le mouvement véritable se poursuit en dehors de la secte et s'en écarte de plus en plus* » (Friedrich Engels, lettre à Laura Lafargue, 1891).

Maître de conférences à l'Université de Londres et sous-directeur de la revue *Actuel Marx*, Eustache Kouvélakis a fait parvenir au site de *Carré rouge* (carre-rouge.org) une contribution, qu'il a accepté de donner pour publication dans le présent numéro. Qu'il en soit remercié.

Quelques hypothèses sur les raisons d'une défaite (pas seulement) électorale

Les choses ne se sont pas passées comme prévu : au lieu de confirmer, fût-ce à une échelle plus réduite, la dynamique électorale annoncée par les résultats aux présidentielles de 2002, le premier tour des élections régionales semble au contraire marquer, pour l'extrême-gauche française, un coup d'arrêt brutal. En se situant sur un plan électoral, si l'on fait remonter la dynamique en question aux résultats d'Arlette Laguiller aux présidentielles de 1995, alors c'est d'une inversion de tendance de plus longue durée qu'il convient de parler. Et si l'on se place d'un point de vue politique plus large, l'échec paraît encore plus grave, dans la mesure où, dans un contexte de remontée de la gauche gouvernementale, et tout particulièrement (pour ce qui nous intéresse ici) du PCF, c'est la perspective même des « deux gauches » qui paraît sérieusement remise en question. A savoir la vision, ou même les visions, parfois contradictoires, d'une extrême-gauche se

posant, à elle seule ou en tant que moteur d'une « gauche radicale » plus large, comme une alternative à la gauche de gouvernement. Une gauche considérée, non sans raison, comme à bout de souffle après de multiples passages « aux affaires », celui de la « gauche plurielle » venant clore d'une certaine façon le cycle ouvert par la victoire de Mitterrand en 1981.

S'il est encore trop tôt pour tirer un bilan complet, la nécessité d'un débat de fond, sans doute escamoté, d'une façon paradoxale, par le succès du premier tour des présidentielles de 2002, se fait vivement sentir. Que s'est-il donc passé ? La séquence ouverte en 1995 par le succès électoral de Laguiller, aussitôt suivi du mouvement de novembre-décembre, est-elle terminée ? Sommes-nous revenus au cycle « paisible » des alternances droite-gauche que la secousse du 21 avril 2002 semblait avoir rompu ? Quelles sont les perspectives aujourd'hui pour tous ceux qui avaient misé sur la for-

mation d'une nouvelle force politique à la gauche de la gauche de gouvernement ?

RECU OU STABILISATION ?

Commençons par le commencement : est-il vrai tout d'abord que ces résultats électoraux signent un échec ? Ne peut-on pas parler, comme le fait le communiqué commun LCR/ LO d'une « stabilisation » électorale dans un contexte plus large de vote-sanction contre le gouvernement Raffarin se traduisant par un « vote utile » en faveur des « grandes formations » de gauche ? Après tout, le score final (4,95 %) est légèrement supérieur à celui de 1998 (4,3 %, dont 4 % pour les seules listes LO), et les régionales ne peuvent être comparées aux présidentielles. Le caractère même du scrutin avantage les partis comptant des élus et une implantation locale ; il pénalise ceux qui en sont dépourvus. Pourtant, même si on compare les résultats du 21 mars à ceux de 1998 (et non à ceux de 2002), c'est bien le constat d'un recul qui s'impose. En effet, en 1998, contrairement au scrutin précédent, les listes de LO et de la LCR ne couvraient pas la totalité des régions et départements, mais environ les deux tiers. Concrètement, lorsqu'on compare les résultats par région et/ou par départements, c'est le recul qui domine. Ainsi, sur les 21 régions de la France métropolitaine (hors-Corse), les listes LCR/ LO progressent dans 11 régions, seules celles du Sud enregistrant quelques progressions significatives : Aquitaine (mais pas en Gironde), Auvergne (mais pas dans le Puy-de-Dôme), Centre (mais ni dans le Cher ni dans le Loir-et-Cher), Languedoc-Roussillon, Limousin (mais avec une quasi-stabilité en Haute-Vienne), Basse et Haute Normandie, Pays de Loire

(mais pas en Loire-Atlantique), Poitou-Charente, PACA (mais pas dans les Bouches-du-Rhône) et Rhône-Alpes (mais pas dans le Rhône). Dans les 10 régions restantes, c'est le recul qui l'emporte, y compris dans des régions-clé telles que le Nord-Pas-de-Calais, la Picardie, l'Île-de-France (particulièrement dans le Val-de-Marne, à Paris et en Seine-Saint-Denis), ou la Lorraine (particulièrement en Meurthe-et-Moselle et dans la Meuse). Il faut signaler que, dans la plupart des cas, les résultats sont en recul par rapport à ceux des seules listes LO de 1998.

C'est donc bien d'un coup d'arrêt de la séquence qui débute en 1995 qu'il convient de parler. Plusieurs indices complémentaires viennent étayer du reste ce constat : tout d'abord, en 1998, les résultats cumulés de la LCR et de LO représentaient 84 % du résultat de Laguiller de 1995, malgré une couverture lacunaire du territoire, une visibilité médiatique et une campagne militante bien moindres que celles de 2004, où les listes LCR/LO ne représentent que 50 % du total Laguiller/ Besancenot. De ce point de vue aussi, si les résultats de 1998 se situaient bien dans la continuité de ceux de 1995, ceux de 2004 indiquent une rupture. Ensuite, même si on admet une stabilité arithmétique (ce qui ne correspond pas à la réalité), le simple fait d'annuler la poussée du premier tour des présidentielles équivaut de fait à un revers. Enfin, il y a l'aspect qualitatif du résultat : les scores des présidentielles se sont traduits par une redistribution des forces à l'intérieur de l'extrême-gauche, LO gardant ses forces, et la LCR réalisant une percée. Malgré la médiocrité des résultats, les législatives qui avaient suivi ont confirmé ce rééquilibrage, la LCR dépassant LO dans la plupart des départements, y

compris des zones d'implantation ancienne de LO. Cette fois, le recul est généralisé, que ce soit dans les zones d'implantation privilégiée de LO (par exemple le Nord-Pas-de-Calais, ou la Picardie), dans celles de la LCR (la vallée de la Seine), ou dans des zones d'implantation commune, tout particulièrement l'Île-de-France, où la liste dirigée par A. Laguiller réalise une véritable contre-performance, que la comparaison avec le relatif succès de la liste Buffet ne fait qu'accentuer [1]. La comparaison avec les résultats par département des seules listes LO de 1998 est instructive : c'est la « chimie » de l'alliance électorale qui n'a pas fonctionné dans le sens d'une dynamique, ou même d'une stabilisation, même si elle a sans doute permis de limiter les pertes et d'éviter la marginalisation des législatives de 2002.

UNE ET/OU DEUX GAUCHES ?

La politique, même électorale, étant un champ éminemment relationnel, il convient de mettre ses résultats électoraux en situation afin d'apprécier leur véritable portée. C'est ici que la gravité du résultat devient perceptible : car enfin, le « vote utile » en faveur de la gauche demande explication. Pourquoi, en vertu de quels critères, un vote est-il considéré comme « utile » à un moment donné et un autre pas, telle est la question qu'il convient de se poser. En d'autres termes, le fait que le vote en faveur du PS, du PCF, des Verts puisse apparaître comme un vote-sanction de Raffarin (et, en ce sens, un vote « utile ») demande à être pris en compte et analysé, car il n'a, en soi, rien d'une évidence, surtout après la dernière expérience de la gauche au gouvernement et sa sanction en avril 2002. En tout cas, cette tendance signale que ce vote demeure perçu par des mil-

lions de salariés et de jeunes comme un vote d'opposition à la politique de la droite. Il signifie donc que, malgré la politique (néolibérale plus ou moins « soft ») mise en œuvre par les gouvernements de gauche, la droite et la gauche ce n'est pas la même chose du point de vue même du clivage interne au champ politico-électoral. Et, en conséquence, que le mot d'ordre du vote LO/ LCR comme « *seule opposition au patronat et au gouvernement* » est dépourvu de crédibilité, qu'il apparaît comme une posture sectaire incapable de faire la différence (et de capter la tension) entre les politiques menées par les forces politiques dans les cadres des institutions de l'État capitaliste et ce que ces mêmes forces représentent et polarisent dans la société.

Il y a plus : le « vote utile » n'explique pas les performances des listes séparées des composantes « secondaires » de la gauche de gouvernement, celles des Verts, et, tout particulièrement, celles du PCF. Le vote utile ne saurait rendre compte ni des résultats de la liste d'« ouverture » disons « mouvementiste molle » de Buffet en Ile-de-France, ni de ceux des listes « identitaires » menées par Gremetz en Picardie, Boquet dans le Nord-Pas-de-Calais, Chassaigne en Auvergne ou Buchini en Corse, qui doublent dans tous les cas de figure le score de Hue aux présidentielles (seule l'Aquitaine fait de ce point de vue exception, le cas de la Franche-Comté étant très particulier). Bien sûr il est trop tôt pour dire que le PCF réussit à inverser son déclin, les résultats des cantonales indiquent d'ailleurs la poursuite du tassement (le score de 7,6 % marquant un recul par rapport aux 10 % de 1998 selon les estimations du *Monde*). Il reste cependant que les logiques d'évolution du vote d'extrême-gauche et du vote en faveur de la

gauche de gouvernement sont en étroite corrélation. Pour le dire autrement, le vote en faveur de LO et de la LCR, tel qu'il s'est configuré entre 1995 et 2002, n'est pas une sorte de « variable indépendante », évoluant de manière séparée des tendances qui affectent le vote de gauche dans son ensemble (contrairement par exemple aux imperturbables 2 à 3 % que Laguiller pouvait récolter lors de chaque premier tour de présidentielles entre 1974 et 1988). Entendons-nous bien : cela n'efface en rien, au contraire même, les différences qui séparent un PS rallié, depuis longtemps, « corps et âme » à la gestion néolibérale, un PC et des écologistes satellisés par celui-ci, de formations telles la LCR ou LO qui affichent, et pratiquent, un anti-capitalisme radical. Simplement, cela signifie que, du point de vue de la tendance qu'elle représente au sein du champ relationnel et fondamentalement clivé de la lutte politique, l'extrême-gauche fait bien partie de la « gauche » (qu'elle le veuille ou non), qu'elle ne peut se comprendre qu'à partir du clivage fondamental qui oppose celle-ci à son adversaire, la « droite ». En d'autres termes, la spécificité, qui est réelle (et, en ce sens, la vision des « deux gauches » demeure valable) n'annule pas (ou ne « dépasse » pas, ou ne rend pas purement « illusoire ») le clivage fondamental du champ politique. Il n'y a donc pas « deux gauches » point barre, mais à la fois « une » gauche et « deux » gauches. Et ce pour les mêmes raisons, le clivage fondamental — qui renvoie, en fin de compte, au clivage de classe — traversant (ou se redoublant) au sein même des deux « camps » qu'il délimite tendanciellement.

Répetons-le : il ne s'agit nullement de minimiser l'ampleur des différences

qui séparent ces composantes, ni de prôner une quelconque stratégie d'alliances électorales ou de « soutien critique ». Par le passé, on sait que les sociaux-démocrates et les révolutionnaires ont pu s'affronter à la mitraille (par exemple dans l'Allemagne de Weimar), mais il s'agissait bien des deux composantes du mouvement ouvrier, et de ce fait découlait tout un ensemble de problèmes spécifiques (l'unité d'action, le front unique, etc.). De nos jours, l'opposition « radicale » (allant à la racine) de l'extrême-gauche aux renoncements de la gauche gouvernementale ne la dispense pas, en principe, de se poser un certain nombre de questions par rapport à cette dernière, qui visent à agir sur ses contradictions internes, celles qui traversent sa « base sociale » et son centre de gravité politique, et à en déplacer les lignes de force. Mais on sait qu'en réalité tel n'est pas le cas, et que, d'une manière certes différente pour la LCR et pour LO, ces deux organisations ont crû qu'elles pouvaient se dispenser de cette tâche. Pour LO, il ne s'agit sans doute que de la conséquence logique d'un sectarisme d'organisation doublé d'un quietisme politique. Mais la LCR semble avoir, de son côté aussi, succombé à l'illusion d'une autosuffisance *de facto*, non pas de son organisation, mais de la « gauche radicale » qu'elle appelle de ses vœux, tout en constatant l'absence de « partenaires », bref en théorisant (ou plutôt en « rationalisant ») sa propre impuissance, et en se méprenant sur les ressorts réels de ses succès (qui, de ce fait, risquent fort de s'avérer éphémères).

UN DOUBLE ÉCHEC

De nombreux indices laissent ainsi penser que l'échec du 21 mars est autrement plus profond qu'un simple

accident de parcours. Nous l'indique, en ce sens, d'emblée le caractère « événementiel » de l'échec, son caractère imprévu, sa valeur de rupture. Non que les attentes (et l'optimisme) qui ont précédé puissent être considérés comme une aberration : l'impact de la campagne militante a été réel (l'affluence de certains meetings l'atteste), les sondages ou la visibilité médiatique ne relevaient pas du simple mensonge ou de la manipulation. Même si, naturellement, ils n'étaient pas exempts d'arrière-pensées, notamment en suggérant à la gauche gouvernementale la nécessité de réagir (en « gauchissant » son discours) et en réactivant, dans l'électorat, le traumatisme de l'élimination de Jospin (i.e. de tout candidat de gauche) du second tour des présidentielles. Mais tout cela montre bien que la performance de l'extrême-gauche constituait l'un des principaux enjeux de ces élections, que loin de relever de la simple illusion son poids produisait des effets non négligeables sur la totalité du champ politique, et tout particulièrement à gauche. Seulement voilà, au bout du compte, au lieu du succès escompté, ce fut l'échec. Pourquoi ?

Deux séries de raisons peuvent, à mon sens, être invoquées, dans la suite de ce qui a été suggéré auparavant. Tout d'abord le style et la thématique de la campagne elle-même, qui portait, il faut l'admettre, davantage l'empreinte de LO que de la LCR. Quasi exclusivement centrée sur la question des licenciements, et du non financement des entreprises par les conseils régionaux (et secondairement sur la défense des services publics), ainsi que sur la dénonciation du gouvernement Raffarin, elle avait certes l'avantage de la lisibilité, mais l'inconvénient d'être à la fois « corporatiste », quant aux axes concrets, (au

sens gramscien, à savoir limitée à l'horizon économique immédiat et à caractère fortement sectoriel des contradictions de classe) et peu spécifique quant à son discours général (le PS ayant vite compris qu'il fallait jouer à fond la carte d'un vote-sanction). Ce discours, répété de manière monocorde devant toutes sortes d'auditoires, s'est révélé dépourvu de prise sur les contradictions réelles, mises en avant par les récentes mobilisations (école, culture, recherche) et susceptibles de se politiser. Sur le plan électoral, il a échoué aussi bien dans le Pas-de-Calais ou en Lorraine qu'à Paris ou dans le Val-de-Marne. Il témoigne d'une vision réductrice et sommaire de l'affrontement de classe, incapable de concevoir la bataille (par exemple) sur l'école, sur les politiques sécuritaires, sur la ville ou sur la situation internationale comme autant d'enjeux décisifs et absolument incontournables pour la formulation d'une politique anticapitaliste de masse. Incapable de fait de construire une véritable convergence entre les secteurs mobilisés (dans leur diversité) et ceux qui subissent de plein fouet le déferlement de la violence quotidienne du capital. Bref, à la place d'une ligne proposant une véritable différence, et disputant à la gauche gouvernementale son hégémonie sur les secteurs sociaux politisés, nous avons eu droit aux discours incantatoires sur les « luttes » et au super-syndicalisme des « plans d'urgence » et de la défense des services publics. Et cela au moment où, dans la foulée du conflit sur les retraites, chacun constate de manière frappante que les luttes, même de grande ampleur, ne peuvent à elles seules aboutir même à la satisfaction de revendications élémentaires. La remontée du PCF, ou des Verts, et plus généralement des forces de la gauche de gou-

vernement, est donc moins surprenante qu'il ne le paraît.

A cela vient s'ajouter la question du second tour, qui a fini par empoisonner, comme c'était largement prévisible, la campagne, et jusqu'à la vie interne de l'une des deux composantes de l'extrême-gauche (la LCR). Autant, après quatorze ans de mitterrandisme et cinq ans de gauche plurielle (sans même parler de l'évolution des « pouvoirs locaux » aux mains de la gauche), le désistement au second tour ne peut conserver le caractère indifférencié et automatique qu'il avait par le passé, autant le refus généralisé de consigne de vote (surtout quand on s'abrite derrière les pseudo-arguments de la « liberté » des électeurs) est le symptôme d'une coupure avec les conditions réelles de l'affrontement politique. Plus que d'un sectarisme classique, il relève (plus particulièrement dans le cas de la LCR) d'une illusion quant au caractère « dépassé » du clivage structurant l'espace politique dans sa totalité, d'un « saut » dans le vide d'une situation d'« indifférentisme » (peut-être plus anarcho-syndicaliste finalement que « troisième période » [2]) selon laquelle une éventuelle victoire de Copé ou de Muselier, par exemple, en Ile-de-France ou en PACA, serait dépourvue de véritable enjeu (même limité, ce qui est cependant une autre question).

Cette ligne s'est avérée d'autant plus désastreuse qu'elle a facilité la tâche aux médias et aux dirigeants de la gauche gouvernementale dans leur tentative de réactiver le réflexe post-21 avril. Or, il faut bien comprendre que derrière cette référence, il y a un véritable traumatisme qui va au-delà de tout ce qu'on peut dire sur le bilan du gouvernement Jospin (absolument lamentable, cela s'est su) et du fonctionnement pervers du régime

présidentiel avec ses scrutins à deux tours (devant lequel la gauche a également capitulé). Il reste cependant que l'élimination de TOUT candidat de gauche du second tour, et la configuration droite vs. extrême-droite représentent pour des millions de gens, disons pour le « peuple de gauche » (et même au-delà), un scénario-catastrophe, une sorte d'humiliation collective, qui ne doit pas se reproduire. Ne pas comprendre le « noyau rationnel » de cette attitude d'autodéfense instinctive (qui suppose de comprendre vraiment que les partis de cette gauche représentent davantage que la politique de leurs dirigeants et de leurs appareils) revient à acquiescer à ce que suggèrent les médias et la « classe politique » tout entière, à savoir que la percée historique de l'extrême-gauche française en avril 2002 est condamnée à l'impasse car elle est entachée de ce péché originel : avoir contribué, ne serait-ce qu'en partie, à cette humiliation symbolique, cette suspension cauchemardesque de la ligne de clivage du champ politique. Suspension qui s'est traduite non dans le « vide » d'une situation « révolutionnaire », mais dans le face-à-face du second tour (et le score « soviétique » de Chirac, ce n'est pas un hasard si une telle terminologie est remontée à la surface). Par là même, on peut comprendre qu'une telle ligne démultiplie les effets de la campagne « corporatiste », par une abolition illusoire de ce clivage que ladite campagne a essayé de mimer à son profit exclusif : la liste LCR/ LO comme « seule » opposition au gouvernement et au patronat. Ce qui peut signifier tout aussi bien que l'« autre » opposition n'en est pas vraiment une (donc que seule l'extrême-gauche est une « vraie » gauche), que l'inverse, à savoir que cette seule « vraie » opposition est d'une certaine

façon « au-delà » du clivage droite-gauche (considéré comme « illusoire »).

Pour conclure sur ce point, il me semble que ce qui est en cause ici, ce n'est pas tant l'alliance électorale de la LCR avec LO, car toutes les autres possibilités comportaient des inconvénients très supérieurs à celle-ci (division et repli sectaire ou ralliement à des secteurs de la gauche gouvernementale autour du PCF comme le souhaitait l'aile droite de la LCR). Ce sont plutôt les effets de cette alliance sur la démarche adoptée par l'attelage commun dans la mesure notamment où elles prolongent, en les amplifiant, des tendances préexistantes de la ligne et de la pratique de la LCR.

ADAPTATION

PRAGMATIQUE VERSUS

INITIATIVE POLITIQUE

Les raisons évoquées ci-dessus doivent cependant être replacées dans un cadre plus vaste (surtout en ce qui concerne la LCR), et saisies à la fois comme symptômes et comme éléments agissants d'une situation d'ensemble. Pour dire les choses rapidement, et, forcément, schématiquement, il me semble que cette défaite renvoie directement à une insuffisance politique de fond, qui est en fait une insuffisance *de* politique. Amplifiant des évolutions antérieures, les résultats des présidentielles de 2002 ont accentué, au sein de la direction de la LCR, le remplacement de la stratégie par la tactique ou, plus exactement, de la politique par l'adaptation pragmatique à la conjoncture. Au « mouvementisme » (en réalité un « super-syndicalisme » élargi aux dits « nouveaux mouvements sociaux ») régissant depuis la dislocation inavouée du modèle trostkiste-communiste

classique de la politique d'organisation, est ainsi venue s'ajouter une gestion (se voulant) prudente d'un capital électoral essentiellement basé sur la popularité de Besancenot. La perspective, régulièrement évoquée, d'une « *force politique anticapitaliste* » (aux contours on ne saurait plus flous) prend une tournure de plus en plus incantatoire (fort proche du « *grand parti des travailleurs* » de LO, le « mouvementisme » en prime) car inapte à s'articuler sur des processus réels à l'œuvre dans des secteurs politiques et sociaux déterminés. Par moment, le sentiment a pu être donné que la promotion du candidat et de son image personnelle (notamment dans les médias) servait non pas de complément mais de substitut à une pratique de construction politique.

Au niveau de la gauche partidairienne est théorisée une « mutation » définitive de la social-démocratie (au-delà même du cas particulier du PS français), qui cesse en réalité d'être considérée comme une expression du mouvement ouvrier, et une disparition des PC (lesquels, malgré leur incontestable déclin, demeurent pourtant, au niveau européen, des forces disposant d'un enracinement et de « réserves » sociales tout simplement incomparables par rapport à l'extrême-gauche). Il devient possible, dans cette logique, de se dispenser d'hypothèses de travail et de formes d'intervention en direction des forces organisées du mouvement ouvrier, visant à « travailler » leurs contradictions internes, tout particulièrement (mais pas exclusivement), en France, du PCF. Cette tâche est, dans la pratique, abandonnée à l'aile droite de la LCR qui la confond avec une ligne de soutien critique aux éléments « modernistes », fondamentalement droitiers, de la direction du parti et des bouts de son appareil (intellectuels et élus

« refondateurs »). La vision euphorisante de l'autosuffisance d'une « gauche radicale », de fait limitée à la seule extrême-gauche, tend à s'imposer, quitte à s'auto-annuler en tactique du surplace dans le cas de la LCR, au nom de considérations pragmatiques. En effet, quels que soient les incontestables qualités et le dévouement de ses militants, si le travail d'une organisation se résume à l'accompagnement des mobilisations sociales et à la gestion d'un électorat, on ne saurait s'étonner de l'absence de « partenaires » disponibles pour une perspective plus ambitieuse.

D'une manière paradoxale, c'est le caractère dramatique de la crise des partis de gauche, et de leur impact dans le potentiel d'action collective des classes populaires qui est, en fin de compte, sous-estimé. Pour me limiter à un seul exemple, les gains en termes de recrutement de la LCR au niveau national depuis les présidentielles sont, par exemple, à peine équivalents aux pertes d'adhérents du PCF sur quelques arrondissements parisiens au cours de la dernière décennie. Le caractère d'urgence de la

pratique politique révolutionnaire s'estompe au profit d'une forme de quiétisme qui n'est pas sans rappeler celui de LO, accouplement pervers de sectarisme « corporatiste » et d'électoralisme industriel. En réalité, au moins autant que d'un « *plan d'urgence anti-licenciements* », c'est d'un plan d'urgence **politique**, qui soit autre chose qu'un simple listing des revendications formulées par les mouvements sociaux, dont la gauche anticapitaliste a aujourd'hui besoin. Un plan donnant un véritable contenu à des objectifs transitoires, articulés aux contradictions et aux luttes actuelles, et posant les jalons d'une alternative pour laquelle le seul terme qui me semble convenir est celui de socialiste.

Si les remarques qui précèdent ne sont point trop inadéquates, l'échec des régionales aura au moins servi de révélateur à un manque fondamental, qu'il ne me semble pas exagéré de caractériser comme un manque de politique, tout particulièrement dans sa dimension d'initiative et de déploiement d'une capacité hégémonique. Mais ce manque n'est peut-être que

l'autre nom d'une possibilité historique inédite, enfouie dans l'horreur de notre présent. En ce cas, il faut bien convenir de ce que notre réflexion, tout autant que notre pratique se doivent, comme le dit un ami, de suivre l'exemple du célèbre animal souterrain invoqué par Shakespeare et Marx, et d'être de nature taupologique [3].

Notes

1- La liste LCR/ LO obtient moins de 4 % contre 4,11 % pour la seule liste LO en 1998 et plus de 8 % pour le total Laguiller/Besancenot en 2002. La liste Buffet, avec 7,2 %, double le score de R. Hue en 2002 (3,55 %).

2- Nom de la politique ultra-sectaire décidée par le V^{ème} Congrès de l'Internationale Communiste, en 1928, qui assimilait la social-démocratie au « social-fascisme » et considérait la révolution comme « imminente », le capitalisme s'acheminant inexorablement vers sa « crise finale ».

3- cf. Daniel Bensaïd, *Résistances. Essais de taupologie générale*, Fayard, 2001.

Claude Luchetta a transmis à *Carré rouge*, tout de suite après les élections, un texte que l'on trouvera sur le site. Il poursuit ici sa réflexion, contribuant ainsi au débat que *Carré rouge* s'efforce d'accueillir et de susciter.

Quelques questions

J'ai déjà produit un texte tirant le bilan de la campagne commune LO-LCR (cf. : « Un bilan douloureux mais nécessaire ») [sur le site de *Carré rouge* : www.carre-rouge.org]. Ce texte avait été élaboré avant que je ne prenne connaissance des différentes contributions échangées par l'intermédiaire de *Carré rouge*. Ces contributions n'ont fait que renforcer ma conviction : La campagne LO-LCR est restée sourde aux exigences politiques actuelles du monde du travail (Chasser Chirac-Raffarin le plus vite possible !). L'extrême-gauche n'a pas su (ou voulu) comprendre que l'exigence qui se fait jour dans la phase actuelle de l'impérialisme, c'est la prise de pouvoir par les travailleurs, l'exigence du gouvernement ouvrier. Pour l'extrême-gauche, il suffirait simplement de « faire céder le gouvernement », de « rejeter sa politique » et de « satisfaire les revendications ». L'ensemble de la campagne était centrée sur le mot d'ordre : « *LO-LCR, la seule opposition véritable au patronat et au gouvernement.* » Vouloir chasser Chirac et balayer la cinquième République, cela revenait sans doute, dans l'esprit de certains, à faire le lit... du PS et d'un

éventuel gouvernement social-libéral. Cela revenait, en fin de compte, à entretenir de vieilles illusions. Finalement, il n'y aurait rien de plus inconscient et opportuniste pour l'extrême-gauche que de vouloir balayer Chirac ! Bref, non seulement la révolution socialiste ne serait plus à l'ordre du jour, mais le respect de la démocratie la plus élémentaire serait inconvenant. Les salariés et les citoyens de ce pays ont bien d'autres chats à fouetter ! Ben voyons ! Le prolétariat devrait se contenter de faire pression sur la bourgeoisie pour arracher ses revendications. Mais qui va appliquer les mesures d'urgence ? Comment peut-on à la fois considérer que le monde du travail est privé de représentation politique indépendante et ne pas appeler au départ immédiat de Chirac-Raffarin ? Comment évoquer « *un plan d'urgence sociale et démocratique* » tout en restant dans le cadre des institutions de la V^e République ? Comment prétendre construire une force anti-capitaliste et ne pas se situer dans la perspective d'un gouvernement ouvrier et d'une constituante fondatrice de la République sociale ?

Or, il s'avère que l'incantation aux

« luttes » est le masque de l'impuissance politique et du sectarisme. Comme si la lutte de classes ne se déroulait pas indépendamment de l'intervention d'une avant-garde auto-proclamée ! Comme si les salariés avaient besoin de conseils éclairés pour entrer en action ! Sans compter que Lutte Ouvrière se gausse des résultats du second tour pour les minimiser (« *cela ne suffit pas* ») ! Si Rouge du 1^{er} avril 04 titre : « *Chirac, Raffarin, illégitimes* », c'est aussitôt pour ajouter : « *Tous ensemble pour le printemps des luttes* ». L'éditorial déclare (à juste titre) qu'il n'est « *pas question d'attendre 2007* » et ajoute qu'il faut que « *s'organise un vaste mouvement pour les stopper et les chasser* ». Mais alors, pourquoi ne pas titrer : **Dehors Chirac-Raffarin, dissolution de l'Assemblée, élections immédiates, grève générale s'ils s'incrustent ?** Pourquoi « attendre » que s'organise un vaste mouvement ? Mais le mouvement il est là, nous y sommes au cœur : c'est la grève du printemps prolongée par l'action des intermittents, des chercheurs, des recalculés, des licenciés, ce sont les élections régionales et cantonales. Tout cela fait partie du **même processus** qui peut déboucher sur la grève générale ou un retournement brutal de situation. Une politique révolutionnaire se reconnaît à sa capacité d'adaptation à la conjoncture. L'heure n'est-elle pas précisément à chasser ce gouvernement ? Encore une fois, la référence incantatoire et redondante aux luttes permet de faire l'économie d'une politique révolutionnaire intelligente. Nous savons tous que le contenu conscient du mouvement social du printemps était de chasser le gouvernement. Des milliers de manifestants en appelaient à la démission de Fillon, Ferry, Raffarin. Il s'agissait

d'un mouvement éminemment politique. Un mouvement qui posait la question de l'avenir de notre civilisation. Il n'y a que l'extrême-gauche pour ne pas vouloir le reconnaître. La déclaration de foi commune LO-LCR était même largement en retrait par rapport aux revendications des grévistes du printemps, par rapport à leur réflexion et à leur maturité politique. La décentralisation y est d'ailleurs évoquée en termes très elliptiques.

Faudrait-il alors avancer l'hypothèse que l'extrême-gauche est orpheline du mur de Berlin ? Qu'elle est nostalgique de la période du « camp socialiste » ? D'un PC grand et fort, capable d'encadrer (même d'une manière dévoyée) les « grandes masses ouvrières » ? L'effondrement du modèle (même « bureaucratiquement dégénéré ») nous laisserait donc sans voix/voie et en panne de projet. A défaut d'un grand parti révolutionnaire reconnu, le prolétariat serait finalement condamné à des luttes purement économistes et défensives. Il serait condamné à « résister ». La politique de LO et son fonctionnement en sont la caricature : le modèle organisationnel est celui du PC bureaucratisé des années 30 (puissance occulte de l'appareil de LO, refus de tout débat et de toute pratique unitaire, économicisme exacerbé, ouvriérisme caricatural). La campagne électorale a subi cette pression terrible. La profession de foi est restée timorée. Elle a choisi de ne pas poser le problème des institutions (forme de domination politique de la bourgeoisie) et du gouvernement. Elle a choisi, pour l'essentiel, de ne pas débattre et de ne pas nourrir la réflexion politique de ceux qui nous faisaient confiance. Sur la région Auvergne, par exemple, la profession de foi dénonce la politique

patronale mais fait silence sur la politique de... Giscard, figure emblématique de la droite libérale, auteur de la constitution européenne. Rien sur sa politique de grands travaux financièrement désastreuse et écologiquement dangereuse (cf. : Vulcania et l'A89). Politique qui trouvait d'ailleurs le soutien complaisant de toute la gauche plurielle. Mais, là encore, vouloir chasser Giscard revenait peut-être à faire le jeu... du PS ! Cela revenait sans doute à sombrer dans le menchevisme le plus plat !.. Alors qu'il s'agissait du geste politique le plus élémentaire. Alors qu'appeler à battre Giscard permettait aussi de mettre le doigt sur les connivences et les pratiques douteuses de la gauche plurielle au conseil régional.

La question qui reste ouverte est pour moi la suivante : qu'est-ce qui fait que la LCR a choisi une telle alliance ? Pourquoi une telle porosité (surprenante d'ailleurs quant on connaît l'histoire et la culture LCR) à la politique platement « économiste » et dogmatique de LO ? Qu'est-ce qui était en jeu dans la LCR ? Je n'ai pas de réponse satisfaisante. Je constate simplement qu'aucun bilan n'a jamais été tiré de l'appel à voter Chirac du 5 mai 2002. Je constate également qu'aucun débat permettant de tracer un bilan politico-organisationnel des régionales n'est envisagé. La LCR se satisfait de son score. L'alliance avec LO sera même reconduite. On ne change pas une équipe qui... perd ! Alors, s'agit-il simplement de sauver un appareil qui se prend pour l'embryon du futur parti ? Un appareil qui, au lieu, d'accompagner et d'exprimer consciemment le mouvement de la classe ouvrière se contente de s'auto-reproduire ?

10 avril 2004

Vincent Pr sumey, qui signe ce texte avec quelques-uns de ses camarades, avait lui aussi fait parvenir à Carré rouge des éléments d'analyse des résultats des élections, qui ont été publiés et sont eux aussi consultables sur le site.

Il anime par ailleurs une revue, *La lettre de Liaisons*, consultable sur Internet, et à laquelle il est possible de s'abonner par ce biais, à l'adresse suivante : **e-liaisons@voila.fr**

Un moment clef

1. SITUER LE MOMENT PRÉSENT DANS LA PÉRIODE OUVERTE EN 1989 ET ACCENTUÉE EN 2001.

Ce qui vient de se passer aux élections régionales et cantonales françaises est généralement vécu comme un tournant dans la situation politique. On ne peut néanmoins en comprendre la nature et la portée et, partant, tenter de dégager des perspectives, qu'en situant ces événements dans un cadre beaucoup plus large.

Voici déjà 15 ans que tombait le Mur de Berlin, et 13 ans que se disloquait l'URSS. Ainsi s'effondrait un ordre géopolitique mondial qui avait depuis 1945 permis de verrouiller toute percée révolutionnaire en divisant fausement le monde en deux camps. La fin du bloc stalinien ne fut pas pour la

classe ouvrière la perte d'un système qui aurait été le sien. Ce ne fut une défaite ouvrière comparable à l'éclatement de la guerre mondiale en 1914 ou à l'av nement du nazisme en 1933 que dans les cerveaux des militants format s par l'ancien ordre mondial. Ce fut par contre une défaite en ce sens que, une fois de plus, les révolutions anti-bureaucratiques de 1989-1991, portées par la classe ouvrière, de contenu radicalement démocratique, furent trompées et trahies, notamment parce qu'elles furent laissées isolées et incomprises du mouvement ouvrier ouest-européen extrême gauche en tête.

La liquidation du pilier de l'ordre mondial qu'était le système étatique stalinien a ouvert deux séries de conséquences qui se déploient depuis :

1/ Les  tats-Unis, après avoir été le centre de la stabilité relative du capitalisme mondial et le gendarme du

monde doivent assumer seuls ces responsabilités et deviennent, de facteur central d'ordre, le facteur central de désordre, militaire, financier, environnemental, voire religieux. En germe depuis 1989-1991, cette transformation qualitative s'est accomplie suite aux crimes du 11 septembre. La guerre, du génocide ruandais aux « frappes chirurgicales » et au spectre des armes de destruction massive, est redevenue la figure de l'avenir possible sous le capitalisme.

2/ En ce qui concerne les classes ouvrières, les opprimés et les jeunes venus à la lutte depuis 1989, la mort politique et morale du stalinisme, loin de leur imposer une absence de modèle et de perspective, les libère des anti-modèles et des fausses perspectives et rouvre le champ des possibles.

Par rapport aux « vieilles » organisations d'origine social-démocrate ou stalinienne, un état de fait qui se préparait en France dès les années quatre-vingt sous Mitterrand s'est généralisé : les masses n'ont plus de confiance dans ces organisations en tant que telles, mais sans avoir pour autant adopté ou créé de nouvelles organisations politiques à elles, et en conséquence elles continuent à utiliser les « vieilles » organisations lorsque nécessaire.

Enfin, un dernier caractère de cette situation globale doit, nous semble-t-il, être fortement souligné : la génération militante formée avant 1989 continue à donner politiquement le ton alors qu'elle n'a pas compris la nouvelle époque et considère que la perte de l'URSS interdit aujourd'hui de prendre le pouvoir, de faire la révolution et oblige à un long détour pour reforger une « conscience anti-capitaliste ». Cette génération se posi-

tionne le plus souvent comme « *le mort saisissant le vif* ». Cette remarque vise bien sûr l'extrême gauche en général, ses petits appareils et groupements.

2. EUROPE ET AMÉRIQUE.

En Europe occidentale, la réponse impérialiste à ces nouveautés fut d'abord résumée dans les traités de Maastricht et d'Amsterdam et la décision, mise en œuvre, de passer d'un système monétaire commun à une monnaie unique. Notamment pour l'Allemagne, cette évolution se présente comme une alternative à l'aspiration à une unification nationale et démocratique véritable, qui n'a pas eu lieu après la chute du Mur, dans une perspective de domination économique du continent et de remilitarisation et réarmement progressif.

Depuis 2001 les rapports Europe-Amérique entrent en crise. C'est l'opposition de Schroeder au projet américain de guerre en Irak qui seul explique sa réélection en septembre 2002. Courant 2003, les États-Unis ont organisé l'encerclement du « couple franco-allemand » par leurs alliés en Europe et fait échouer leur projet de pseudo « constitution » européenne. Mais la situation en Irak, les attaques d'al Qaïda sur le sol européen et les élections espagnoles montrent que Washington est désormais, même pour ses bourgeoisies alliées ou vassales, l'épicentre du désordre mondial, ce qui permet aux impérialismes allemand et français de tenter de desserrer l'étau et de faire passer leur projet réactionnaire de « constitution ».

Mais le plus important ce sont les manifestations contre la guerre de février 2003, les grèves de mai et de juin 2003 en France, le mouvement frontal par lequel Aznar, dans un cli-

mat de coup d'État, vient d'être défait aux élections espagnoles, la crise du régime en Italie et la remontée, bien qu'à un rythme plus lent, des luttes ouvrières en Allemagne et en Grande-Bretagne, faits pouvant ouvrir une autre perspective, celle d'une Europe démocratique où les travailleurs auraient pris le pouvoir, ce qui fut, à une autre époque, appelé « États-Unis socialistes d'Europe ».

Le choc des élections espagnoles, que l'attentat de Madrid n'a fait qu'amplifier et accélérer mais qui se préparait depuis les élections catalanes de l'automne, et le choc des élections françaises se combinent et ouvrent dans ces deux pays une situation de crise au sommet et de poussée de ceux d'en bas qui semble aussi en train de s'installer en Italie.

Dans ce contexte, l'entrée dans l'UE de plusieurs pays d'Europe centrale et orientale peut avoir l'effet indésirable pour les capitalistes d'accélérer le rapprochement des luttes des travailleurs sur l'ensemble du continent. Les élections européennes de juin pourraient donner lieu à une campagne opposant cette perspective à celles tant de la « constitution » germano-française que d'une zone de libre-échange soumise à l'OTAN, et aussi bien au fédéralisme qu'au souverainisme, ces deux faces de la même réaction. Ce ne sera pas le cas, notamment parce que l'extrême gauche, déjà coalisée, au Parlement européen, avec les partis d'origine stalinienne, a encore moins l'intention au niveau du continent qu'au niveau français de tenter de représenter une alternative politique pour le présent.

3. LUTTES DE CLASSES

EN FRANCE.

Il ne faut pas non plus perdre de vue que la lutte des classes, internationa-

le dans son contenu, revêt des formes nationales : une temporalité spécifique fonctionne ici.

En France on pourrait remonter jusqu'en 1789 et se servir de *La lutte des classes en France* de Marx, de ses intuitions profondes souvent très actuelles. Dans les limites de cette contribution, contentons-nous de rappeler que, les élections de mars 2004 étant la conséquence des grèves de mai et juin 2003, cette poussée vers la grève générale véhiculait une grande expérience qu'elle a encore enrichi et qui renvoie à mai 1968 et remonte de fil en aiguille au 1^{er} mai 1906. Une trame syndicaliste révolutionnaire, au sens quasi anthropologique, est présente, inséparable d'une trame républicaine au sens vrai du terme.

Lors d'une réunion récente du comité formé dans l'Allier par des militants utilisant la *Lettre de Liaisons*, des militants socialistes et communistes, des jeunes, après les élections, certains camarades, issus culturellement du PCF et de la CGT, étaient très réticents aux formules telles « *Dehors Chirac* », de crainte d'une simple « alternance ». Mais l'issue de la discussion, par le haut, où tout le monde s'est retrouvé, fut l'idée d'exiger des élections libres à une assemblée de type constituante, de faire des cahiers de doléances, d'appeler les travailleurs à se réunir sur leurs revendications, etc. Personne n'a alors pensé que ce serait là de la « démocratie bourgeoise parlementaire » et autres fétiches gauchistes. La volonté d'action directe au vieux sens syndicaliste et le suffrage universel n'étaient pas opposés.

De ce point de vue, le déni et la détestation du terme « République » n'est que le reflet dans un miroir gauchisant de son culte et de son assimilation à la République bourgeoise, à la

V^e République, chez les souverainistes, ou au PT. Le débat sur le sens et le contenu de la République démocratique, laïque et sociale est à présent nécessaire et bien des retards intellectuels sont à rattraper.

Notons au passage que l'hostilité profonde des enseignants et des travailleurs de ce pays au port du voile islamique à l'école participe pleinement de ce fonds républicain, mais non pas chauvin. Y voir de l'« islamophobie » dénote une ignorance aveugle des sentiments et mouvements réels de notre classe, et fait le jeu de ceux qui ont tenté de présenter Chirac, qui cherchait le consensus, et sa loi comme laïques.

4. LES ÉLECTIONS

DE MARS 2004.

Ce n'est pas seulement au sens où, déjà, les législatives de 1997 furent l'effet différé des grèves de 1995, ou, pour remonter plus loin, le *Non* au référendum de 69 l'effet différé de mai 1968. Que mars 2004 fut l'effet différé de mai-juin 2003, c'est beaucoup plus précis : ce sont les mêmes qui ont fait mai-juin 2003 et qui ont fait les élections de mars 2004. Les mêmes, ces centaines de milliers de profs, d'ATOSS, de travailleurs des transports, de délégués syndicaux cherchant à s'organiser par eux-mêmes, qui ont connu les AG, qui dans quelques régions ont connu les intersyndicales élargies aux délégués élus, coordinations ou comités de grève, les équipes interpro de combattants de la grève générale, les intermittents. Après le Larzac, après en gros un semestre de latence, après la relance de la crise au sommet (procès Juppé) et le rôle de catalyseur de la lutte des chercheurs, puis l'Espagne, ces couches ont fait un choix politique fort : voter PS dès le premier

tour des régionales et cantonales pour taper le plus fort possible sur Chirac, Raffarin, Sarkozy et les déstabiliser. Avec raison.

Point d'illusions sur les dirigeants du PS dans cet acte politique remarquable. L'on n'a cependant jamais vu (et même cette année on ne verra pas) de couches mobilisées de la lutte des classes se livrer à une telle « utilisation » d'un parti tel que par exemple le parti démocrate américain. La théorie selon laquelle le PS n'aurait plus rien d'un parti issu du mouvement ouvrier en a pris un coup pour une seule et simple raison : rivée à la contemplation des costards de DSK, installée donc dans une logique d'appareil, elle n'a pas perçu le sentiment des masses, qui n'ont pas plus d'affinité avec ledit costard, mais qui ont fait le choix du vote PS. Ce sont les masses, ce sont les classes qui font la nature des organisations.

Réciproquement, ce vote n'entraîne aucune mutation du PS en sens inverse. Le choix du PS s'est fait par élimination (d'ailleurs le succès inattendu pour eux-mêmes des Verts s'explique par la poursuite par certains de cette méthode d'élimination, lorsqu'ils ne pouvaient se résoudre à voter PS). Et d'abord des listes LO-LCR : ne voulant parler ni de chasser Chirac, ni de renverser le gouvernement, n'étant même pas capables de mettre en avant les revendications de mai-juin (retrait de la loi Fillon et de la décentralisation), ne combattant même pas la constitution européenne de Giscard, elles sont devenues une réédition pathétique des campagnes de division du parti stalinien à la fin des années soixante-dix, alors que le vote pour elles était envisagé à une échelle de masse quand elles sont entrées en campagne.

Les masses, elles, se dégagent des appareils (de tous les appareils), déga-

gement qui n'est pas forcément acquis définitivement, mais qui semble durable, et qui se dénouera d'une façon ou d'une autre quand se dénouera la période actuelle, échéance qui pèse de plus en plus sur le présent.

Élimination aussi sauf trois régions qui sont autant de cas d'espèces (Nord-Pas-de-Calais, Picardie, Auvergne) du PCF qui ne connaît fondamentalement pas de remontée, malgré le désir énorme de lui en procurer une que manifestent toutes les analyses, tant ce facteur d'ordre est regretté par tous les partisans de l'ordre.

Ce choix correspond, dans les élections professionnelles et les évolutions de la syndicalisation, à une tendance au regroupement dans la CGT qu'annonçait à l'automne le passage de la majorité de l'union régionale CFDT Auvergne à la CGT. Nulle indifférence, en effet, des masses envers les organisations et les choix d'organisations : le mouvement vers leur organisation propre, vers les conseils, passe au contraire par leur regroupement dans et autour des syndicats. Bien entendu, cela annonce une aggravation puissante des contradictions dans la CGT, qui va se retrouver en première ligne avec le PS de toutes les manœuvres tendant à l'union nationale pour éviter le naufrage du régime.

Ayant ainsi ouvert la brèche le 21 mars, les couches qui ont fait mai et juin 2003 ont permis la généralisation le 28 mars. La façon dont la brèche ouverte le 21 mars a lâché les eaux du barrage le 28 est elle-même un puissant encouragement, car en mai et juin 2003 nous n'avions fait qu'ouvrir la brèche, sans parvenir à réaliser la grève générale. Le message des élections, que les masses vont maintenant appréhender, digérer, c'est qu'elles en ont la force.

5. PERSPECTIVES.

Cela ne veut pas forcément dire que nous allons maintenant basculer dans l'affrontement en quelques semaines. Cela est toujours possible, car Chirac, combinant une fuite en avant désespérée et des appels à l'union nationale en direction du PS et de la CGT, avec des reculs réels sur tel ou tel point, aggrave l'instabilité générale [1]. Mais à une échelle de masse, on tâte le terrain, en étant soucieux de la démocratie et du contrôle de sa propre lutte, en tâchant d'assurer ses arrières.

Le rôle désorganisateur des directions éclate ici particulièrement dans le dernier congrès de la fédération Métallurgie CGT (normalisation, recul du nombre de syndiqués). Les délégués dans les boîtes, en mai et juin, entretenus dans l'isolement depuis des années par leurs propres fédérations, étaient convaincus psychologiquement de ce que les gars ne voulaient pas y aller et trouvaient que c'était bien qu'on mette les fonctionnaires à 40 annuités. Toutefois, là où les équipes interpro ont poussé le bouchon suffisamment loin, on a vu les débrayages commencer dans les boîtes et le moral des délégués remonter en flèche. La relance d'une mise en réseau directe de délégués d'entreprises, de sections syndicales et de regroupement de travailleurs dans les boîtes qui licencient, serait au moment présent une tâche de première importance.

La question clef est celle du regroupement politique pour afficher une perspective. Une organisation est indispensable. Algébriquement, c'est bien entendu ce que l'on appelle un parti, un vrai parti socialiste, un parti des travailleurs, un parti révolutionnaire. La méthode pour ne pas avancer dans cette direction est très

connue : c'est celle qui consiste à constituer une fraction en vue de construire le parti ou de s'autoproclamer embryon du parti. Refuser même de poser la question ou d'en discuter, n'est une fois de plus que le reflet négatif de cette méthode. Alors ?

Un regroupement politique sur les nécessités de l'heure semble possible et nécessaire. Préparer la grève générale, dire ouvertement que Chirac et son gouvernement doivent être chassés, et qu'il faut des élections de type constituante, nous semble être le canevas général permettant un regroupement utile. Dans cette perspective, c'est-à-dire en relation avec l'exigence de chasser Chirac, le combat pour des législatives immédiates est une forme possible de cette bataille. Bien entendu, cela n'épuise pas la discussion. Deux idées nous semblent importantes :

1/ Ne pas hiérarchiser la conscience des travailleurs en strates opposant les plus avancés aux moins avancés. L'électeur PS (dont on rappellera au passage qu'il représente 60 % des syndiqués de SUD !) n'est pas un arriéré par rapport à l'électeur LO-LCR (ni l'inverse, d'ailleurs !)

2/ Bien comprendre que la réticence envers tout mot-d'ordre ou toute formulation posant la question du pouvoir procède du poids culturel du stalinisme et du gauchisme qui en est bien souvent l'appendice. Cela ne veut pas dire qu'il faut la mépriser, tout au contraire il faut la discuter, la prendre en compte, la réfuter et la dépasser par le haut. Mais la « peur » du mot-d'ordre tel que « *Dehors Chirac* » sous prétexte par exemple qu'il ne faut pas aller trop vite, ou violer les consciences, ou donner des schémas trop précis, se ramène au fond à un refus d'affronter le réel.

A présent, la mise en avant de la nécessité de ne pas attendre 2007, de

chasser Chirac, Raffarin et compagnie, la question d'élections immédiates, affleure dans le PS, notamment, à l'étape actuelle, dans le courant « Nouveau PS ». Des ragnagnas sur le social-libéralisme ne servent en l'occurrence à rien, il faut tendre la main et inciter à aller plus loin, sans donner aucune absolution pour quoi que ce soit, et avancer en marchant. Le PS est d'une certaine façon pris en étau, et joue avec le feu en disant qu'il faut retirer la loi sur les libertés et responsabilités locales comportant le transfert des ATOSS aux régions et départements, ou qu'il n'appliquera pas le RMA. En fait il ne met pas en cause la réforme constitutionnelle du 17 mars 2003 sur la « décentralisation » et il s'agit seulement de ne pas appliquer le RMA « dans le secteur marchand », donc de l'appliquer à la

manière des emplois jeunes dans les collectivités et associations. Le combat pour empêcher réellement conseils régionaux et généraux d'appliquer décentralisation ou RMA peut prendre une énorme importance.

Réciproquement, le débat ne peut pas être étouffé dans la LCR. *Rouge* vient de titrer que Chirac et Raffarin sont illégitimes, puis qu'il faut chasser ce gouvernement. A la bonne heure, mais on notera encore l'interdit sur Chirac (un peu comme sur Rossetto !) Le débat ne pourra pas être étouffé, surtout avec une campagne européenne LO-LCR faisant l'impasse sur la « constitution », question sensible au PS aussi, au point d'avoir imposé un accord au sommet entre courants.

Nous concluons donc par cette ques-

tion : aurons-nous, *Carré rouge*, la *Lettre de Liaisons*, et plein et plein de groupes et de militants individuels, l'intelligence de faire nombre pour appeler à, et pour mettre en œuvre, un réseau à travers tout le mouvement ouvrier, et dans toutes les organisations, apte à apporter un instrument dont les travailleurs pourraient s'emparer ? Si nous le voulons, nous en sommes capables.

Note

1- Il faut aussi avoir à l'esprit l'éventualité d'attentats et d'une « stratégie de la tension ».

Olivier Delbeke, Claude Luchetta, Vincent Présumey, Joelle Losson, Mayeul Chamussy, Bernard Grangeon, mi-avril 2004.

On sait la place du mouvement des chercheurs dans la construction de la situation qui a éclaté les 21 et 28 mars. Denis Paillard nous aide à en comprendre la portée.

Chercheurs en colère

Le mouvement des chercheurs, qui s'est développé à partir de la fin de l'année 2003 autour de l'appel « Sauvons la recherche » est un mouvement exemplaire à plusieurs titres. Mouvement de résistance de toute une communauté (comme en témoigne le nombre de signataires de l'appel), il a cristallisé le malaise et les inquiétudes profondes des chercheurs autour de quelques revendications simples, à commencer par le rétablissement au recrutement des 550 postes fixes. A lui seul, le sigle *Sauvons la recherche* définit les véritables enjeux : aujourd'hui, en France, la recherche est en danger, et les restrictions budgétaires ne sont que l'indice d'une menace beaucoup plus grave, signifiant le démantèlement pur et simple de la recherche publique. Tout comme les retraites, l'emploi, l'éducation, la culture, la santé, la recherche est directement visée par l'offensive ultra-libérale du gouvernement Raffarin. Par les initiatives que le mouvement a prises : manifestations imposantes à Paris et en province, actions de popularisation, démission solennelle de plusieurs milliers de responsables de laboratoires, véritable « serment du Jeu de Paume », il a réussi à sensibiliser en profondeur l'opinion : l'avenir de la recherche en France n'est pas la seule affaire des chercheurs.

Après avoir opposé pendant plusieurs mois un mur du mépris, le gouvernement a reculé sur toute la ligne au lendemain des élections régionales : les 550 postes fixes sont rétablis, et 1 000 nouveaux postes d'enseignants chercheurs ont été accordés pour 2004 aux universités (au départ aucune création de poste ne devait avoir

lieu). En même temps, si le gouvernement a cédé sur les revendications immédiates, il n'a nullement renoncé à ses projets de « restructuration/privatisation » de la recherche, comme en témoigne la multiplication des projets de réforme émanant des cercles de réflexion proches du pouvoir, où les mots clef sont « *compétition, excellence, financement privé* ». Les mesures récentes d'asphyxie financière et de précarisation de l'emploi avaient pour fonction de préparer le terrain à une offensive beaucoup plus radicale, toujours à l'ordre du jour.

Fin mars paraissait chez Gallimard un court texte *De la recherche française... du peu qu'il en reste et du pire qui l'attend encore*, signé Hélène Cherrucresco, anagramme de « chercheurs en colère », un collectif anonyme qui, depuis sa création au printemps 2003, mène une campagne d'alerte sur les menaces qui pèsent sur la recherche. Ce texte, suivi d'un petit lexique à l'humour acide, n'est pas à usage interne de la communauté scientifique. Il a pour objectif de sensibiliser/mobiliser un large public autour de l'urgence de la défense de la recherche, avec le souci permanent de rendre accessible aux non initiés son organisation complexe.

Pour ces « chercheurs en colère », l'offensive amorcée il y a plus de dix ans, sous le gouvernement Jospin, a été relancée avec brutalité par le gouvernement Raffarin. Bien loin d'être une série de mesures improvisées, il s'agit d'une politique cohérente, dont les grandes lignes ont été fixées notamment lors d'un colloque du RPR qui s'est tenu en 2000, avec François Fillon, actuel ministre de l'Éducation

nationale. Elle s'organise autour de trois volets : privatisation, militarisation, précarisation de l'emploi.

Privatisation. Elle est engagée par Claude Allègre, alors secrétaire d'État à la recherche, avec la loi sur l'innovation (examinée au parlement en janvier 1999). Son objectif : favoriser l'essaimage des chercheurs vers l'industrie, rendre possible la création de *start up* au sein même des universités et des organismes publics de recherche (les « incubateurs »). Avec comme corollaire une série de dispositions rendant possible dans la recherche et les universités la mise en place d'un volant de personnels au statut précaire. C'est sous Allègre encore que sont créés le Fond national pour la science et le Fond de la recherche et de la technologie, structures opaques à la discrétion du ministère (experts nommés, choix des projets en dehors de toute concertation), dont le fonctionnement échappant à tout contrôle sera dénoncé par la Cour des comptes. Cette politique a depuis été renforcée, sous l'impulsion de puissants lobbies (particulièrement actifs dans le secteur des biotechnologies). Avec une mention particulière pour le Conseil stratégique de l'innovation (CSI) créé par Philippe Pouletty, qui est par ailleurs à la tête de France Biotech (regroupement d'entrepreneurs prônant la brevetabilité du vivant) et de Objectif 2010 (qui propose des projets de loi « clefs en main » largement repris par le gouvernement Raffarin). Ce CSI est très représentatif de l'osmose public/privé : son comité directeur de 15 membres compte des représentants des principaux organismes de recherche publique : INSERM (médecine), INRA (agronomie), Département des sciences de la vie du CNRS (son directeur, transfuge de Sanofi, parti-

cipe activement à une *start up* basée au Canada...). Le CSI a été à l'initiative d'une loi votée par le Parlement le 1^{er} août 2003 qui vise à organiser le financement de la recherche (à l'instar de ce qui a été mis en place en Angleterre sous Thatcher) par le biais de « fondations », réunissant des fonds privés, publics et d'origine caritative, et procédant par appels d'offre sur des projets finalisés (il est facile d'imaginer par qui...). Dans une telle logique, le destin des Sciences humaines est clair : seront financées les recherches « socialement » utiles, les autres (« socialement dangereuses ») se retrouveront vite privées de toute source de financement. On trouvera le récit édifiant de la liquidation pure et simple du secteur de l'archéologie préventive mis en place sous le gouvernement Jospin (pp. 47 – 49).

Militarisation. On assiste à un renforcement de la part de la recherche liée au secteur de la Défense. Chiffre instructif : sur les 2,3 % du PIB consacré à la recherche, 1,3 % correspond à la recherche privée, 0,58 % à la recherche publique civile, 0,32 % à la recherche militaire. Et la part de cette dernière va augmenter. Les représentants du secteur Défense sont désormais omniprésents dans les instances de décision de la recherche publique, et depuis 2004 la Délégation générale à l'armement participe directement aux commissions de sélection des projets du Fond national de la recherche. Mais l'exemple le plus frappant est celui du Centre national d'études spatiales (CNES), passé de fait sous le contrôle des militaires, comme en témoigne cette déclaration de Yannick d'Escatha, son nouveau directeur : « *Il est important que la Défense puisse s'exprimer le plus en amont possible dans la genèse des projets et de la R&D pour que les meilleurs*

choix soient effectués et que des priorités soient clairement établies. La Défense, qui est co-tutelle de notre établissement, doit pouvoir orienter en fonction de ses besoins l'action du CNES [...] Une équipe de "Défense" désignée par le délégué général à l'armement et le chef d'état major des armées sera présente à mes côtés et reliée fonctionnellement à la totalité des projets et recherches amont de notre organisme ». La France sur ce point rejoint l'exemple de l'Amérique de Bush où des moyens financiers gigantesques sont utilisés pour une recherche dévoyée vers des œuvres de mort et de destruction.

Précarisation de l'emploi. La campagne démagogique menée à grande échelle sur le thème « *on n'est pas chercheur à vie* » dissimule un projet de précarisation généralisée de l'emploi. Il vise à rendre plus dociles les chercheurs, dont l'activité et le financement seront de plus en plus soumis à des impératifs économiques totalement étrangers aux objectifs propres de la recherche.

Au lendemain du recul du gouvernement sur la question des postes, c'est à cette offensive sur trois fronts que sont confrontés les chercheurs. Les batailles décisives sont à venir, car faire reculer le gouvernement sur ce terrain sera mille fois plus difficile. Il faut tout faire pour que la défense intransigeante de la recherche publique, bien commun de l'humanité, soit au cœur des débats des États Généraux organisés par « Sauvons la recherche » d'ici l'été. Cette défense n'est pas la seule affaire des chercheurs (ils l'ont clairement exprimé lors des mobilisations du printemps). Cette urgence d'une mobilisation citoyenne est réaffirmée avec force dans le texte des « chercheurs en colère », qui, en fin d'ouvrage, lance toute une série de pistes en ce sens.

Quatorze mois après l'installation du gouvernement du Président élu Lula da Silva, les chiffres officiels viennent de s'abattre sur le Brésil quelques semaines seulement après la révélation d'un scandale de corruption touchant au plus haut niveau l'entourage de l'homme fort du gouvernement, José Dirceu, ce qui a ouvert la première grande crise politique de ce gouvernement. Nous aborderons un peu plus loin les aspects qu'elle prend.

Brésil : crise politique du gouvernement Lula da Silva

Avec l'annonce des comptes nationaux de l'année 2003 par l'Institut Brésilien de Statistiques et de Géographie (IBGE), il ne s'agit plus de déductions analytiques basées sur des données partielles. Il s'agit de l'information officielle consolidée. Le bilan est accablant pour cette première année du gouvernement Lula da Silva : le Brésil s'est appauvri, pénalisant particulièrement les plus pauvres, augmentant le chômage et concentrant encore plus les revenus nationaux à un pôle.

Le prestigieux économiste critique César Benjamin a ordonné ce bilan en 7 points tous profondément liés entre eux :

1/ Le Brésil s'est appauvri comme le montre la baisse du Produit Intérieur Brut (PIB). Dans la mesure où la population a augmenté de 1,3 %, le Produit Intérieur Brut per Capita a reculé de 1,5 %. **2/** Tous les secteurs liés au marché intérieur ont stagné : l'indus-

trie recule de 1 %, la construction de 8,6 %. Seule l'augmentation du secteur des exportations de l'agro-industrie (plus 14,2 %) permet d'éviter des chiffres globaux encore plus bas. **3/** La consommation des ménages est en baisse de 3,3 %, alors qu'elle avait déjà baissé de 0,4 % en 2002. Le revenu moyen des travailleurs est tombé de 12,9 % en 2003. **4/** Il n'y a pas eu d'installation de capacité productive nouvelle dans le pays comme le montre la baisse de Formation Brute de Capital Fixe (moins 6,6 %), ceci après une année négative en 2002 (moins 4,2 %) **5/** La montée du chômage dans ce contexte est inévitable : selon les calculs de l'IBGE, le taux de chômage serait de 11,2 % ; mais avec une méthodologie plus réaliste, la DIEESE (Département Intersyndical de Statistiques et Études socio-économiques, organisme réunissant les Syndicats) et la Fondation Seade (Fondacao Sistema Estadual de Ana-

lise de Dados) (organisme gouvernemental) le chômage oscille en réalité autour de 20 %. **6/** La précarisation a augmenté. Le nombre de salariés sans couverture sociale est de plus 2,8 %. **7/** Dans un pays où les inégalités entre revenus sont parmi les plus grandes au monde, l'écart s'est creusé à nouveau. Les revenus des 10 % les plus pauvres ont diminué de 8,7 % et ceux des 10 % les plus riches ont augmenté de 1,9 %.

AUSTÉRITÉ BUDGÉTAIRE POUR PAYER LA DETTE

Face à cette déconfiture socio-économique, d'autres chiffres officiels de l'Institut d'Études Socio-économiques (INESC) montrent que le gouvernement Lula da Silva a réduit au cours de sa première année de 30 % les dépenses sociales qui étaient inscrites au budget adopté par le Congrès national pour cette première année de présidence.

Parmi 1 411 projets (travaux et programmes prévus pour leur exécution en 2003), 78 % ont reçu moins de la moitié des ressources et 38 % n'ont rien reçu du tout. Parmi ceux-ci par exemple les travaux pour contenir les inondations, les programmes pour l'expansion et l'amélioration de l'enseignement secondaire, pour le combat contre le trafic de la drogue et les recherches pour la prévention des maladies sexuellement transmissibles, y compris le SIDA. Le programme fédéral pour la création d'emploi censé être une priorité a reçu 4,54 % des ressources prévues, pour le développement du logement social 11,82 % ; pour la création d'égouts 2,3 %. Pour le poste de Santé seulement 75,59 % des lignes budgétaires adoptées ont été mises en œuvre. Pour tout ce qui relève de l'éducation le chiffre est de 49,3 %.

En 2002 (dernière année de la Présidence F. H. Cardoso) le gouvernement du Brésil a investi 11,6 milliards de reais, soit 1,5 % du Budget. En 2003 (première année de la Présidence Lula da Silva) le gouvernement a investi 1,8 milliards de reais, soit 0,24 % du budget.

Par contre voici quels sont les chiffres atteints par le remboursement de la dette : En 2002 (FHC) le gouvernement brésilien a déboursé 41,6 % du budget pour l'amortissement et le paiement des intérêts de la dette ; en 2003, sous le gouvernement Lula da Silva, cette proportion a été de 54,61 % du budget !

Ainsi donc la discipline budgétaire imposée par le gouvernement Lula pour satisfaire le FMI avec un surplus budgétaire de base de 4,25 % destiné au paiement de la dette et ses intérêts, représente pour les travailleurs brésiliens chômage, pauvreté, destruction familiale, mutilation et mort.

« TOUT CHANGEMENT D'ORIENTATION EST EXCLU ! »

Face à cette réalité dévoilée publiquement par ces chiffres, le Président Lula da Silva a réagi par une démarche pathétique auprès de Georges Bush, sollicitant que ce dernier (grâce à son influence sur le FMI) permette que le gouvernement brésilien puisse utiliser les ressources du Brésil, c'est-à-dire les impôts payés par la société à l'État brésilien pour réaliser ce pourquoi ces impôts ont été payés : pour réaliser des travaux d'urbanisation et d'infrastructures qui améliorent la société brésilienne et la développent. Lula da Silva sollicitait que cela ne soit pas comptabilisé pour l'établissement du surplus primaire de base. Bush a promis qu'il allait y penser, le

FMI a déclaré qu'il n'en était pas question : avant de penser à améliorer la société brésilienne il faut penser à rembourser une dette inique qui ne cesse de croître à cause des taux d'intérêts de base parmi les plus élevés du monde.

Mais le président de la Banque centrale du Brésil, Henrique Meirelles, l'homme du grand capital financier international dans le gouvernement Lula da Silva, rectifia le tir le lendemain, annonçant dans la presse que « *tout changement d'orientation est exclu* ». Il convient « *de poursuivre la discipline fiscale et monétaire comme font les pays civilisés sans exception* » précisait-il. Bien sûr il évita d'expliquer que le déficit budgétaire des USA est en 2003 autour de 500 milliards de dollars, soit la dimension du PIB brésilien. Pas question non plus, ajoutait-il de baisser les taux d'intérêts de base, qui sont de 16,5 % par an au Brésil (alors qu'à l'échelle mondiale le taux de base est de 1 %).

Tout indique que les prévisions pour 2004 ne transformeront pas qualitativement le « développement » de 2003. Cesar Benjamin explique, dans le texte où il présente les chiffres que nous avons vus plus haut : « *Ce modèle de développement, qui est un modèle de non-développement, ne nous intéresse pas. En effet il représente dans le secteur primaire le renforcement de l'agro-business, du latifundium de la monoculture, qui conduit à une très forte concentration de la terre et des revenus, au détriment de l'agriculture familiale et coopérativiste, productrice d'aliments et génératrice d'emplois. Et dans l'industrie, à peine 153 entreprises répondent pour plus de 50 % des exportations brésiliennes. Le modèle exportateur, au Brésil, est insuffisant pour transmettre du dynamisme à l'ensemble de l'économie et conduit fortement à la concentration de la richesse.*

Même si elle connaissait un succès, nos problèmes sociaux resteraient sans solution. » (« Eles nao sabem decir coisa certa », *Outro Brasil*, 8 mars 2004).

Ainsi donc, contrairement au slogan électoral qui promettait « *un autre Brésil est possible* », contrairement même à la formule qui le remplaça au bout de six mois de gouvernement : « *nous allons assister au spectacle de la croissance* », ce sont la stagnation et la régression productive qui se sont installées comme l'indique la basse formation brute de capital fixe. Le gouvernement Lula da Silva s'installe dans le modèle néo-libéral mis en place dans les années quatre-vingt-dix par ses prédécesseurs, particulièrement Fernando Henrique Cardoso.

LE SCANDALE

WALDIMIRO DINIZ

Quelques semaines avant la révélation des chiffres de la réalité de la société brésilienne que nous venons de voir, éclatait en effet le scandale provoqué par cet obscur citoyen. Cet individu apparaissait en effet dans une vidéo négociant avec un membre de la mafia du jeu, demandant des contributions financières pour des campagnes électorales (avec un pourcentage en bénéfice propre). A l'époque, Diniz était président de la Loterie d'État de Rio de Janeiro (LOTTERJ). Au début du gouvernement Lula da Silva il était nommé sous-chef pour les affaires parlementaires de « La Maison Civile » sous la direction directe de José Dirceu, sorte de premier ministre de Lula da Silva. En cette qualité, il était chargé des relations du gouvernement avec les parlementaires. Il occupait donc une fonction clef puisque c'était l'un des principaux auxiliaires de José Dirceu, chargé d'obtenir les votes favorables des parlementaires aux propositions de

lois gouvernementales en échange de nominations et avancement des projets. C'était de plus un ami personnel de Dirceu. La veille de la diffusion de cette vidéo, Dirceu était qualifié par Lula da SILVA de « *capitaine de l'équipe* » des ministres. La pratique d'affaires troubles de Diniz, quand il était président de la Loterj, était bien connue par les membres du PT de Rio et Dirceu lui-même, à l'époque président national du PT, en avait été informé. Les enquêtes démontrent que Diniz continuait à commettre des illégalités alors qu'il avait ce poste de confiance dans le gouvernement Lula da Silva.

Tout en renvoyant immédiatement de son poste cet individu et en demandant l'ouverture d'une enquête policière et des poursuites judiciaires, Lula da Silva s'opposait à la création d'une Commission d'enquête Parlementaire (CPI) pour faire toute la lumière sur cette affaire. Pour obtenir ce résultat, Lula da Silva et le PT ont dû s'en remettre à l'influence et à l'action de deux alliés de droite, le Président du Sénat José Sarney du PMDB, ex-Président du Brésil, et du Sénateur Antonio Carlos Magalhes, « le parrain » de Salvador de Bahia. Ces deux personnages sont des représentants de l'oligarchie du Nord Est contre lesquels s'est construit le PT. Antonio Carlos Magalhes avait été sauvé lui-même par Lula da Silva et le PT au début de l'année 2003 d'une Commission d'enquête parlementaire alors qu'il était pris la main dans le sac dans une affaire d'écoutes clandestines en vue de chantage.

Une des bannières qui faisait du PT pour le peuple brésilien un parti différent de tous les autres partis traditionnels, connus pour leur cynisme, leur « physiologisme » et leurs mœurs corrompues, celle de l'éthique, était ainsi considérablement compromise,

l'opposition et les secteurs de droite de la société se chargeant bien sûr en cette année électorale (élections municipales) d'exploiter l'affaire. Celle-ci affaiblissait considérablement l'un des piliers du gouvernement, José Dirceu et le gouvernement dans son ensemble, renforçant ainsi l'initiative des secteurs de droite au sein du gouvernement et dans la société pour consolider d'abord la politique conservatrice du gouvernement Lula da Silva, lui indiquer les limites de son pouvoir et préparer éventuellement une succession sans lui. Cette déstabilisation politique permettait aussi, en vue de la campagne électorale, d'ouvrir tant parmi les alliés bourgeois du gouvernement que dans l'opposition, les critiques les plus diverses contre les conséquences négatives de la politique néolibérale du gouvernement, sans en remettre en question l'orientation fondamentale. Produit de l'ensemble de ces données, la popularité non seulement du gouvernement mais aussi du Président commençaient à baisser dans les sondages.

POLÉMIQUES

AU SEIN DU PT

Au sein du PT lui-même la majorité favorable au noyau dur et à la politique gouvernementale a esquissé, devant la généralisation des critiques, quelques critiques contre la politique économique, critiques qu'elle vient de clore lors de la réunion de la Direction nationale du PT d'avril, en réaffirmant son appui total au gouvernement.

La « gauche » du PT, regroupée autour de 15 parlementaires représentant ce qu'ils appellent « *la résistance interne* », fait certes une remise en cause des choix économiques gouvernementaux mais a une incapacité à

caractériser le cours hégémonique conservateur du gouvernement. L'un des leaders de cette gauche, le député fédéral Chico Alencar, de Rio de Janeiro, répond au *Correio da Cidadania* que « le gouvernement continue "em disputa" et qu'il existe encore l'espoir que le gouvernement reprenne un programme populaire »

Par contre, l'un des dirigeants historiques de la tendance « Démocratie socialiste » liée au SU de la IV^e Internationale Joao Machado entame une réflexion critique dans un texte à paraître : « Bilan du gouvernement Lula : 14 mois » :

[...] « Le gouvernement Lula a mis en pratique sur l'essentiel le programme de la droite. En fait les initiatives politiques centrales du gouvernement Lula ont continué et approfondi les projets antérieurs de F H Cardoso, il a suivi le modèle du FMI et de la Banque mondiale et a été établi pour satisfaire les marchés financiers.

[...] La conclusion à laquelle nous devons arriver est très claire. Le gouvernement Lula n'est pas "em disputa" si nous entendons par là vouloir disputer son orientation générale.

[...] Les arguments qui sont trouvés à gauche pour maintenir l'idée qu'il est possible de disputer l'orientation générale du gouvernement appartient plus au terrain du vœux pieux qu'à l'analyse politique.

[...] Le gouvernement Lula a une orientation générale néolibérale ou social libérale, étant donné qu'il applique une politique néolibérale en s'appuyant sur un parti de tradition socialiste. C'est un gouvernement de collaboration de classes qui subordonne les intérêts populaires à une alliance privilégiée avec la bourgeoisie aussi bien brésilienne qu'impérialiste.

[...] Une question découle directement de cette analyse : la participation au gouvernement Lula est chaque fois plus

contradictoire avec la défense des intérêts populaires et du socialisme. La gauche socialiste du PT (et des autres partis) est mise devant la nécessité chaque fois plus pressante de rompre avec ce gouvernement. »

Joao Machado pose ainsi comme condition pour un combat fidèle aux intérêts des travailleurs brésiliens la nécessaire sortie du gouvernement ; à qui veut défendre par exemple la réforme agraire et les millions de travailleurs sans terre, il est nécessaire de sortir et de rompre avec un gouvernement qui comprend en son sein un des représentants de la droite des secteurs de l'agro-business, défenseur des latifundistes qui s'arment et font assassiner les paysans sans terre ; un gouvernement qui se rend incapable par ses choix néolibéraux, comme Renata Goncalves l'analyse dans ce numéro de *Carré rouge*, d'avancer dans la voie même de sa modeste réforme agraire de marché. Très concrètement on ne peut que penser au Ministre du Développement agraire, Miguel Rossetto, membre de la même tendance que celle de Joao Machado. La position définie par Machado est la base indispensable pour engager au sein du PT la bataille pour regrouper tous ceux qui refusent dans les faits l'orientation funeste de la Direction du PT.

Si cette position est indispensable, reste le problème de la définition d'une alternative politique de rupture avec les exigences du FMI et de l'impérialisme et qui réponde aux besoins des couches les plus larges de travailleurs des villes et des campagnes, réunissant dans l'action le mouvement social, pour une lutte unitaire contre la politique conservatrice du gouvernement Lula da Silva joignant ainsi les forces de ceux qui sont encore dans le PT et ceux qui en hors du PT.

L'ENJEU DE LA DISCUSSION SUR LA NATURE DU PT

Dans le contexte que nous venons d'évoquer plus haut il est absolument naturel que des membres et militants fondateurs du PT évaluent les mutations et la nature de ce parti qu'ils ont contribué à construire, comme le fait par exemple le sociologue Ricardo Antunes, conseiller du « mouvement des sans terre » dans un texte public où il annonce sa rupture avec le PT : « *La trajectoire (et la tragédie) du PT* ». « *Le parti de Gauche qui éveilla tant d'espoir au Brésil et ailleurs dans le monde ressemble aujourd'hui au New Labour de la vieille Angleterre* ».

Nous avons dans les numéros 27 et 28 de *Carré rouge* engagé la discussion et le débat sur la trajectoire et la nature aujourd'hui du PT en publiant de nombreux textes de militants et intellectuels brésiliens. Nous nous proposons de publier dans le prochain numéro de nouvelles contributions de camarades brésiliens et d'autres, et celle de Ricardo Antunes, qu'il nous a fait parvenir, sera dans ce sens particulièrement, enrichissante.

L'enjeu du débat sur la nature du PT est bien situé par Charles André Udry dans le texte qu'il publie dans la revue amie *A l'encontre* dont il est le responsable : « *La politique du gouvernement Lula n'est pas une "déviation idéologique". Elle est le produit d'une transformation profonde et assez rapide (en termes de comparaisons historiques) des sommets du PT ; d'une association de ces sommets avec les milieux du grand capital ; d'une institutionnalisation, à l'échelle des États et des municipalités importantes, d'un personnel politique opportuniste socialement ; d'une attraction non sélective de membres, sans expérience militante*

minimale, aspirés par le revenu d'une position publique et institutionnelle; d'un choix politique décidé du noyau du PT-gouvernemental qui s'est imposé dans le PT bien avant les élections. Ne pas le constater revient soit à fermer les yeux sur la pratique du gouvernement et du PT-gouvernemental; soit à avoir accepté qu'il n'y a pas de vrais combats politiques à mener répondant aux besoins de dizaines de millions de travailleurs et de travailleuses, de paysans. Et pour ne pas le dire, on ergote sur la tactique à avoir face au gouvernement et au PT... au nom de ne pas se couper des masses. Des tartuferies, en somme... »

LA LUTTE POUR UN NOUVEAU PARTI

Nous avons relaté aussi dans le numéro précédent de Carré Rouge le pas franchi à la fin de l'année 2003 par les parlementaires radicaux exclus du PT pour leur fidélité aux fondements historiques de ce parti et par de nombreux autres militants et intellectuels vers la formation d'un Mouvement pour un nouveau parti.

Comme l'explique dans un texte récent Milton Temer, journaliste, ex-député fédéral du PT, représentant par deux fois de la « gauche » au sein du PT et aujourd'hui membre de la com-

mission pour le Nouveau Parti :

« [...] C'est dans ce nouveau contexte qu'une nécessité s'affirme, comme alternative protectrice du processus démocratique. Contre l'abandon de la lutte et contre les solutions de force désespérées. Un mouvement pour un nouveau parti. De gauche, socialiste et démocratique qui trouve déjà son chemin naturel. Pluriel, ouvrant l'espace aux minorités et tendances, et remplissant de grands auditoriums dans des réunions plénières de lancements dans les principales capitales.

Il ne serait pas né si la Sénatrice Heloisa Helena et les députés fédéraux Baba, João Fontes et Luciana Genro avaient opté pour l'adaptation et ne s'étaient pas maintenus cohérents avec leurs histoires de vie, pour éviter l'expulsion. Tant mieux, pour ceux qui continuent à préférer l'espérance à la peur, qui ne se sont pas laissés ensorceler par les tapis rouges de l'Esplanade des Ministères ou du Palais présidentiel. »

L'initiative courageuse prise par ces camarades a ouvert la voie à toute une série de travailleurs et militants qui, sans ce cadre ouvert, auraient pu sombrer dans les formes de décomposition évoquées par Milton Temer. Le succès des réunions de lancement du nouveau parti est réel. Reste qu'il faut aujourd'hui apprendre à travailler et à penser ensemble. Nos camarades sont

confrontés à un défi gigantesque qui finalement est le nôtre aussi. Comment penser hors des dogmes et respecter profondément la pensée et la perception de l'autre? Comment mener la bataille pour la compréhension commune des choses et des tâches? Comment garder les garde-fous que l'expérience historique nous donne sans que ceux-ci ne stérilisent l'audace ou la capacité d'association, d'intégration d'expériences et de chemins divers vers la conscience et l'organisation. Quels combats théoriques, quels mots nouveaux inventer pour contribuer à resituer à l'horizon des travailleurs du Brésil et du monde l'utopie réaliste, celle du socialisme et de la démocratie indissociables. A l'issue de la réunion plénière de Porto Alegre où plus de mille personnes se sont rassemblées, jeunes, cadres syndicaux, militants de la grève des enseignants, de la fonction publique, de l'aviation civile, etc., militants luttant encore au sein du PT et les autres, une contribution pour la discussion a été élaborée, et ratifiée par la commission nationale pour le nouveau parti. Bien sûr ce n'est qu'un premier texte et un moment, mais nous avons tenu à la publier ici afin que chacun puisse participer et contribuer au débat et à la lutte dans laquelle se sont engagés ces militants qui sont les nôtres.

Ce document politique a été approuvé dans la Réunion Plénière de Porto Alegre (27.03.2004) du Mouvement pour un Nouveau Parti Socialiste et Démocratique. Les corrections suggérées par la Réunion Plénière ont été ratifiées dans la réunion de la Commission Provisoire du 29.03. L'objectif de ce document est de contribuer à la discussion au sein et en dehors du Mouvement pour le Nouveau Parti ; il n a pas de caractère résolutoire.

Document politique du Mouvement pour un nouveau Parti socialiste et démocratique

I. SITUATION POLITIQUE INTERNATIONALE

Le monde continue à vivre sous la tension de deux grandes forces contradictoires, celle du monde du travail et celle du monde du capital. D'un côté, il continue encore sous la pression de la marée conservatrice de la fin des années quatre-vingt, qui engagea la restauration du capitalisme dans les pays de l'Est européen ; privatisations, pertes de conquêtes sociales, destruction et recul d'organisations populaires à travers le monde ; offensive néocoloniale dans les pays arriérés.

Ce mouvement mondial, qui dans sa voracité destructrice atteint profondément l'environnement et les ressources naturelles, menaçant les conditions de survie de l'espèce humaine même, exprime les besoins profonds du grand capital en crise

tendancielle. La politique exclusive et militariste du gouvernement Bush, qui détermine une plus grande polarisation et instabilité mondiale, constitue l'expression de cette orientation. Le néolibéralisme n'est pas le mauvais côté, réformable, du capitalisme ; il constitue l'expression de ses besoins profonds.

D'un autre côté, dans un contexte de grandes difficultés objectives et subjectives, le mouvement social réagit à travers le monde avec une force croissante. En Europe, les travailleurs et la population se mobilisent contre l'agression contre leurs droits, particulièrement en Italie. L'action de la direction social-démocrate et social-libérale représente un fort handicap négatif dans cette réponse du mouvement social européen.

L'expression de la riposte sociale et populaire a été le mouvement anti-guerre et altermondialisation, renforcé par les Forums Sociaux Mondiaux,

au sein desquels existent des positions qui préconisent une réforme du capitalisme et des positions anticapitalistes et socialistes. Il représente un espace important pour impulser des campagnes internationales de mobilisation et avancer dans des coordinations antiimpérialistes et internationalistes.

Dans les pays arriérés, le mouvement de néocolonisation rencontre une très forte résistance, plus particulièrement en Irak et en Afghanistan et maintenant au Pakistan, où la résistance armée se renforce sans cesse. Avec l'insuccès de la politique du gouvernement républicain américain en Irak, on peut voir se renforcer la tendance de l'impérialisme hégémonique des USA à un retour vers une certaine socialisation du saccage du monde avec ses grands alliés, en bonne partie à travers l'ONU.

L'Amérique Latine est en pointe en matière de lutte sociale et populaire. La crise structurelle du continent, aggravée par l'application des recettes néolibérales (Consensus de Washington), ont conduit à des soulèvements populaires en Équateur [2002], en Argentine [2001], et en Bolivie [2003] qui permirent l'expulsion des représentants directs de l'impérialisme et du grand capital, ou firent échec à leurs projets. Ces mouvements n'ont pas réussi cependant à dresser une alternative directe de gouvernement social. Le renforcement politique, social, idéologique et organisationnel de ce mouvement permettra de surmonter les insuffisances programmatiques et de direction.

Embrouvés en Irak, les États-Unis ne peuvent pas intervenir en ce moment directement en Amérique Latine, ce qui permet le maintien d'une conjoncture objectivement et subjectivement positive pour le mouvement

social. Dans ce contexte, les États-Unis ont privilégié la pression politique (ALCA; Venezuela; Argentine, etc.) et l'intervention militaire indirecte (Colombie).

Sans rompre avec le FMI, Kirchner a profité de la conjoncture positive pour restreindre le paiement de la dette argentine, obtenant une récupération de presque 9 % de l'économie du pays en 2003; le Brésil s'est enlisé à cause de la politique de paiement inconditionnel de la dette, connaissant une croissance négative de la production dans la même période. La comparaison des résultats des deux politiques divergentes est très défavorable pour le gouvernement populaire brésilien.

Le gouvernement Lula a joué un rôle fondamental dans la politique de pression indirecte de l'impérialisme nord américain sur l'Amérique Latine. Il a contribué à tenter de calmer la révolution vénézuélienne (comité des « amis » du Venezuela); il s'est mobilisé pour frustrer constitutionnellement l'expulsion populaire de Losada; il fait pression sur Kirchner pour qu'il paye davantage la dette.

Le gouvernement Lula fait un autre pas dans la tentative de se consolider comme interlocuteur privilégié de l'impérialisme nord-américain en promettant de fournir un contingent de plus mille soldats et éventuellement de commander l'opération coloniale franco-américaine à Haïti. L'action est justifiée au nom de prétendus objectifs humanitaires et parce qu'elle se fait sous les auspices de l'ONU.

La mobilisation intransigeante s'impose :

□ Pour l'interruption immédiate des négociations sur l'ALCA, qui compromettent, à court terme, l'indépendance et, à moyen terme, l'unité nationale brésilienne; pour l'organisation de

l'alliance politico-économique latino-américaine qui respecte et développe les droits et conquêtes des travailleurs et de la population du continent.

□ Pour la rupture avec le FMI et le refus du paiement de la dette brésilienne; pour l'appui à l'Argentine dans le refus du paiement de la dette; pour la dénonciation des pressions du gouvernement brésilien sur Kirchner; pour la formation du bloc latino-américain pour le refus du paiement de la dette.

□ Solidarité avec l'Irak, exigence du retrait des troupes, sous le drapeau anglo-américain ou celui de l'ONU; solidarité avec le Venezuela et contre les tentatives de coup d'État et intervention directe dans le pays;

□ Contre l'envoi de soldats brésiliens à Haïti, sous quelque drapeau que ce soit.

II. SITUATION POLITIQUE NATIONALE

Il y a plus de deux décennies, le Brésil subit la stagnation économique tendancielle due au paiement inconditionnel de la dette financière qui ne cesse de croître. Cette politique a déterminé l'internationalisation de l'économie nationale; la privatisation des biens publics fédéraux et des États; la désindustrialisation relative de l'économie, la chute radicale des investissements publics en matière d'infrastructures; la baisse tendancielle des salaires, des services publics, des conditions générales d'existence de la classe des travailleurs, spécialement, et de la population brésilienne en général.

Ces politiques, sous des formes diverses et une intensité croissante, ont été exercées par tous les gouvernements en place après la fin du régime militaire: Sarney; Collor de Mello;

Itamar Franco ; FHC. Le discrédit et l'usure des partis bourgeois traditionnels amenèrent le grand capital national et international à chercher une équipe alternative pour la continuation de l'imposition de sa dictature financière sur le Brésil et sa population.

Le noyau de direction du PT a abandonné le projet de développement bourgeois, passant un pacte avec le grand capital financier international et national (« Lettre au Peuple Brésilien »), la continuation de la soumission de l'économie et de la société nationales par le paiement inconditionnel de la dette. On peut constater l'incapacité de la bourgeoisie brésilienne à diriger une politique d'indépendance économique pour le pays, puisque ses secteurs dominants s'intègrent et dépendent du capital international et craignent le monde du travail.

Le respect des accords établis avec le grand capital financier s'est exprimé au sein du gouvernement par sa conformation même. Dans le fait de livrer la Banque Centrale à un agent des banquiers ; dans la soumission aux exigences du FMI ; dans l'application d'une politique de coupes sombres dans les dépenses publiques, de blocage salarial, de dépression du taux des changes, de taux d'intérêts de base vertigineux, etc., tout pour continuer le paiement inconditionnel du capital financier et mondial.

Les engagements assumés par le noyau dirigeant du PT incluait aussi la mise en œuvre des transformations institutionnelles exigées par le grand capital : privatisation du système des retraites publiques, allègement fiscal de la production (exportation et fiscalisation du travail et de la consommation) ; loi de faillites en faveur du capital bancaire ; loi de partenariat public-privé (PPP) ; libéralisation et confiscation des droits du tra-

vail ; réforme syndicale.

L'élection de Lula da Silva et du PT a matérialisé le besoin du grand capital d'abandonner ses partis traditionnels au profit de partis ayant des racines populaires afin de mieux poursuivre sa politique. Ce chemin a déjà été parcouru avec succès en Espagne, en Italie, en France, etc. Ce chemin a constitué un abandon nécessaire par le grand capital de ses partis historiques qui, d'un côté, menace durement le mouvement social et populaire et de l'autre, lui ouvre inévitablement des possibilités d'action et de renforcement.

Ainsi donc, dans la période présente, seule la construction d'une direction de classe autonome et le renforcement et la centralisation du mouvement social pourront empêcher que la gestion-imposition des politiques néolibérales par un parti d'origine populaire ne se transforme en une défaite historique du mouvement social, ayant une profonde influence dans la société brésilienne et d'amples conséquences négatives en Amérique latine et dans le monde.

L'application radicale des exigences du grand capital financier en 2003 a garanti le paiement de la dette, à travers l'expansion des exportations, la chute des salaires, les coupes contre les budgets publics, la récession de la consommation et de la production nationale tournée vers le marché interne. Les déjà difficiles conditions d'existence du monde du travail et de la population brésilienne en général, ont subi un recul violent.

La politique impulsée par le gouvernement en 2003 a permis le renforcement de l'hégémonie financière (internationale et nationale) sur l'économie et la politique brésilienne, le renforcement du segment industriel lié aux exportations, surtout le segment rural exportateur ; la chute de la pro-

duction industrielle tournée vers le marché interne et l'affaiblissement des secteurs liés à elle. La politique impulsée en 2003 a provoqué la croissance violente du chômage, de la misère, de l'insécurité, de la faim et de la tristesse nationale.

L'impact de la victoire électorale, le prestige du PT et des partis de l'alliance gouvernementale, la cooptation des directions politiques et syndicales par le gouvernement (plus particulièrement concernant la direction de la CUT), la faiblesse objective et subjective du mouvement social et populaire sont des éléments qui ont facilité le fait que la politique néolibérale soit mise en œuvre en 2003, sans une forte résistance du monde du travail.

En 2003, la pointe avancée de la résistance des travailleurs à la politique néolibérale fut le mouvement des fonctionnaires publics contre la privatisation du système des retraites des fonctionnaires, comme axe de la grève-mobilisation du milieu de l'année. Cette mobilisation fut renforcée par l'appui inconditionnel des parlementaires radicaux, qui servirent de vecteurs pour l'élévation du niveau politique de cette mobilisation, facilitant la maturation de la conscience de la nécessité de rupture du mouvement social avec le gouvernement et avec la politique du PT.

Dans cette période, la métamorphose quantitative et qualitative du PT en une organisation social-libérale s'est approfondie, avec ses noyaux dominants intégrés socialement et économiquement à la gestion de l'État, à l'occupation de postes de confiance dans l'appareil d'Etat, à l'administration des millionnaires fonds de pension.

La mise en œuvre de la politique néolibérale dans les quinze premiers mois a permis le renforcement des

secteurs liés au capital financier du gouvernement (Meirelles-Palloci), lesquels ont réussi à imposer le maintien de la rémunération du capital financier et le paiement inconditionnel de la dette : signature de l'accord préventif avec le FMI ; interruption de la baisse du taux de base des intérêts ; maintien du surplus budgétaire primaire draconien, etc. Ils ont affaibli fortement le secteur « développementiste » du gouvernement, qui a aujourd'hui comme principal porte parole le grand chef d'entreprise textile national et vice-Président, José Alencar.

La consolidation de la politique néolibérale a conduit à la stagnation économique en 2003 et permet d'annoncer une croissance productive insignifiante en 2004. Elle mine le prestige personnel de Lula, du PT et du gouvernement. Elle précipite l'administration fédérale dans la crise (conflits entre ministres) et permet que des parlementaires du PT, préoccupés par leur survie politique, exigent une réorientation partielle de la politique actuelle.

La fragile tentative de José Dirceu de tempérer pendant l'année électorale 2004 la politique néolibérale (une baisse plus importante du taux de base des intérêts ; la suspension provisoire du projet d'autonomie de la Banque Centrale, etc.), ceci afin de ne pas menacer électoralement le PT dans les élections municipales, a entraîné l'opération de déstabilisation qui indique le caractère conjoncturel de l'alliance du grand capital avec le PT et le gouvernement.

Malgré des demandes explicites du gouvernement, le grand capital national et international ne prétend pas diminuer ses exigences pour les besoins électoraux du PT. C'est pourquoi, dans le cas d'une chute accélérée du prestige de Lula et du PT, l'appui du

grand capital au candidat issu de l'axe PSDB-PFL-PMDB, en 2006, n'est pas improbable. Cette réalité contribue à la crise politique du gouvernement, à fragiliser sa base d'appui et à renforcer l'opposition de droite.

La situation de crise du gouvernement facilite la réactivation et le renforcement relatif du mouvement social, qui se trouve cependant dans une phase clairement défensive. Cette réactivation et renforcement s'expriment surtout dans des grèves du secteur public fédéral et des États duement touché par le blocage des salaires : grève de la Police Fédérale et de l'INPS ; grèves de professeurs et de fonctionnaires publics de certains États, etc. La cooptation de la direction de la CUT ouvre également un espace pour l'activisme du syndicalisme clairement jaune (mouvement des travailleurs du Bingo et mobilisations contre le chômage réalisé par le groupe Força Sindical).

A cause de l'année électorale, le gouvernement prétend suspendre la proposition de réforme des droits syndicaux (fin de l'amende pour licenciement ; fin du treizième mois, etc.) et l'octroi de l'autonomie de la Banque Centrale. Cependant il se mobilise pour l'approbation du Partenariat Privé-Public (le PPP) et pour la privatisation de l'enseignement public fédéral.

La politique de paiement inconditionnel de la dette interdit la politique de démocratisation de la propriété de la terre à travers l'expropriation-indemnisation des latifundia improductifs, par manque de ressources. Dans la période passée, la direction du Mouvement des Sans Terre (le MST) a maintenu son appui au gouvernement, y compris en ce qui concerne la réforme des retraites, malgré le blocage des concessions de terres en 2003 et de l'inévitable continuité de

cette politique en 2004. Actuellement, la direction du MST propose la rupture de la trêve sociale, à travers des mobilisations pour les revendications populaires, sans rupture politique avec le gouvernement.

La tâche politique centrale du mouvement pour le nouveau parti, dans la situation actuelle, consiste à associer l'impulsion des luttes et des mobilisations sociales et la massification de mobilisation unitaire, avec le MST, avec le PSTU, avec la gauche du PT, etc., dans un mouvement pour la rupture avec le FMI et avec l'ALCA et pour la suspension du paiement de la dette extérieure, pour la réalisation d'un programme qui satisfasse les besoins immédiats et urgents de la population. Une réponse correcte aux problèmes politiques et sociaux centraux du Brésil est pour les travailleurs une voie possible pour la construction d'un parti de classe et socialiste de masse.

La mobilisation intransigeante s'impose pour :

- L'appui aux mouvements grévistes et aux occupations de terre que prépare le mouvement paysan ;
- La rupture avec le FMI et la cessation immédiate du paiement de la dette pour impulser les investissements publics, sous contrôle populaire, surtout en matière de santé, d'éducation, de sécurité, de logement et services publics.
- Non à l'ALCA !
- Pour un Véritable Gouvernement des Travailleurs !

Les autres mots d'ordre du moment sont :

- Augmentation urgente et substantielle du salaire minimum ;
- Augmentation salariale immédiate

des travailleurs publics fédéraux et des États ;

- Rattrapage des pertes salariales des travailleurs du service public ;
- Semaine de quarante heures de travail, sans réduction des salaires ;
- Retour et augmentation de la stabilité du travail des salariés ;
- Fronts publics de travail, dans les villes et les campagnes ;
- Audit et étatisation des biens privatisés (Plus de public, moins de privé !)
- Réforme sociale du système des re-

traites ;

- Renforcement et extension radicale de l'enseignement universitaire, public, libre et gratuit. Fin de la propédeutique de sélectivité. Accès de tous les étudiants à l'université !
- Massification de la Réforme agraire. Expropriation radicale du grand latifundium, sans indemnisation ;
- Distribution des grands espaces urbains vides. Politique du logement populaire
- Nationalisation immédiate du sys-

tème bancaire et financier national ;

- Nationalisation du commerce international ;
- Démocratisation et contrôle social des forces armées ;
- Démocratisation et contrôle des moyens publics de communication (monopole public sous contrôle populaire des chaînes nationales de télévision).
- Pour la défense intransigeante de l'environnement et des ressources naturelles.
- Contre le sexisme et le racisme !

Les articles publiés ici depuis plusieurs mois sur le Brésil et la politique du gouvernement Lula ont souligné l'importance sociale et démocratique des questions posées par la grande propriété foncière. Ils ont déploré la non-tenue des engagements de Lula au sujet de la réforme agraire. Il a souvent été question aussi du Mouvement des Travailleurs Sans Terre (le MST). C'est donc avec grand intérêt que nous publions l'article que Renata Gonçalves nous a envoyé. Elle est chercheuse en sciences sociales, membre du NEILS (Noyau d'Études sur les Idéologies et Luttes Sociales) à la PUC-SP et membre du comité éditorial de la revue *Lutas Sociais* de São Paulo.

La naissance du Mouvement des Travailleurs Sans Terre et la longue lutte des « gens sans terre »*

Au moment où l'on annonçait que les mouvements issus des milieux ruraux allaient vers leur décomposition ou rendaient leur dernier souffle [1], on a vu surgir sur la scène politique brésilienne le Mouvement des Travailleurs Sans Terre (MST), devenu l'un des mouvements sociaux les plus importants de l'Amérique Latine. Pour essayer de le comprendre, il est nécessaire de faire une rapide incursion vers ses origines. Celles-ci sont inséparables du contexte d'extrême inégalité sociale qui existe au Brésil.

Certains diront que la naissance de ce mouvement date de la fin des années soixante-dix. Pour d'autres c'est 1984

avec la tenue du 1^{er} Congrès, dans l'État du Paraná, au sud du pays, qui marque sa naissance. Il y a aussi ceux qui reconnaissent son apparition seulement dans les années quatre-vingt-dix, particulièrement en 1997 quand il y a eu la grande marche des travailleurs sans terre sur Brasília (la capitale fédérale). Cependant, ils sont tous d'accord pour dire que la trajectoire du MST s'inscrit, d'une part dans le prolongement des mouvements de lutte pour la terre qui l'ont précédé et que d'autre part, elle peut être comprise comme l'expression en milieu rural des mouvements sociaux urbains qui se sont multipliés à la fin des années soixante-dix dans la lutte

contre la dictature militaire. Ils sont aussi d'accord pour dire qu'à la base du mouvement se trouve la lutte contre une situation d'extrême inégalité.

AUX ORIGINES, LE DÉRACINEMENT, L'EXPULSION DE LA TERRE

Au cours du XX^e siècle, l'objectif de faire du Brésil un pays moderne va, d'un côté, provoquer une grande migration « forcée » de la population rurale vers les villes et de l'autre, provoquer la paupérisation de ceux qui essaient d'y rester. C'est le moment de l'expansion du capitalisme brésilien, synchronisé avec et subordonné à des processus plus généraux de crise puis d'expansion du système capitaliste mondial.

La crise de 1929 a touché l'économie brésilienne fortement en diminuant les exportations, en premier lieu du café, augmentant les stocks et baissant les prix. Les difficultés dans le secteur agricole conduisent le nouveau gouvernement « provisoire » de Vargas à s'engager dans le développement industriel comme issue à la dépendance externe du Brésil. La Deuxième Guerre mondiale va créer les conditions internationales nécessaires pour la réalisation de ce projet. La pénurie des produits manufacturés a provoqué la substitution des importations et le développement des industries nationales. L'investissement sera dirigé en particulier vers le secteur de la sidérurgie. La création de la Compagnie Sidérurgique Nationale prend de la force ensuite grâce à des financements nord-américains. C'était l'époque de la politique du « bon voisinage » avec l'Amérique Latine menée par les Américains. Var-

gas va en tirer parti largement. Il crée ainsi la Compagnie Vale do Rio Doce pour l'exploitation et l'exportation des minéraux, et il crée aussi le Conseil National du Pétrole avec l'objectif de diminuer la dépendance du Brésil dans ce secteur.

Transformer le Brésil en une économie « moderne » a eu des conséquences pour les travailleurs. Il y a eu pour cette période une intense migration vers les villes. Les nouveaux ouvriers se lancent très vite dans un fort mouvement gréviste qui sera violemment réprimé. Au cours de la longue période [2] où il reste au pouvoir, Vargas va jouer un rôle « ambigu » par rapport aux travailleurs [3]. Il édicte la CLT, Consolidation des Lois sur le Travail qui garantissent la stabilité de l'emploi, le repos du week-end, la réglementation du travail des enfants, des femmes et du travail de nuit. Il crée aussi la Prévoyance Sociale (le système des retraites), le livret professionnel et la journée de 8 heures. Mais aussi, dès 1931, Vargas établit une Loi sur la Syndicalisation. Selon cette loi, les syndicats devraient être approuvés par le Ministère du Travail, c'est-à-dire que les pas en avant du jeune mouvement ouvrier allaient être contrôlés. D'un côté, on a une législation du travail favorable aux ouvriers, destinée à acquérir l'appui des masses populaires, de l'autre un contrôle étatique des syndicats.

Le coup d'État fait par Vargas en 1937 manifeste clairement ses visées fascistes. Il interdit les partis politiques, établit la censure sur les médias et crée le Département de Presse et Propagande qui lui servira comme moyen de publicité et pour parler directement avec les travailleurs. Se crée ainsi l'image du « Père des Pauvres ». Vargas essaiera tous les moyens d'empêcher l'influence de la gauche sur les ouvriers. Le Parti Com-

muniste est mis hors la loi et restera illégal jusqu'en 1945 avec la destitution de Vargas. La destitution de Vargas ouvre des nouvelles possibilités de mobilisation contre l'oligarchie bourgeoise toujours dominante. Le Parti Communiste aura aux élections de 1945 des résultats électoraux très significatifs. Cependant, la ligne politique adoptée est celle de l'alliance avec la bourgeoisie nationale anti-varguiste. Le problème a été qu'aucune fraction bourgeoise n'a manifesté une disposition à se rapprocher des communistes. La bourgeoisie mercantile-financière avait un engagement beaucoup plus rentable dans un rapport de dépendance à l'impérialisme, surtout nord-américain, et cela impliquait d'adopter des positions de plus en plus anti-populaires au plan domestique. La fraction industrielle de la bourgeoisie n'était pas disposée non plus à faire des concessions aux travailleurs mobilisés. Elle a donc misé stratégiquement sur la croisade menée par les États-Unis contre le « totalitarisme soviétique » [4]. Au nom de la « démocratie », elle défendait la concentration de la propriété foncière, mais interdisait le vote aux analphabètes, et réprimait les grèves ou toute sorte de manifestation des travailleurs en défense de leurs intérêts immédiats de classe. Selon Almeida, « *les forces les plus ouvertement anti-démocratiques ont été représentatives de l'ensemble des classes dominantes. La destitution de Vargas elle-même, en octobre de 1945, a pris la forme d'un coup d'État, y compris avec l'argument que le dictateur était devenu incapable d'arrêter les manifestations ouvrières et populaires qui avaient éclaté cette année* » [5].

LA GRANDE PÉRIODE DU DESENVOLVIMENTISMO [6]

Pendant toute cette période, la question agraire va être traitée par la gauche comme un problème secondaire. Seule la classe ouvrière représentait une positivité historique. Cette position commence à changer dans les années cinquante où l'offensive bourgeoise devient plus grande et où les paysans commencent à s'organiser.

Les années cinquante représentent un moment de grande tension au Brésil. Elles verront des transformations économiques et sociales qui marqueront à jamais la vie du pays. Ainsi, quand, le 31 janvier 1956, Juscelino Kubitschek assume le gouvernement de la République, une nouvelle ère commence vraiment. En cherchant à concilier les intérêts des entrepreneurs, des politiciens, des militaires et des salariés urbains, le président a lancé l'appel au *desenvolvimentismo*, dont la finalité était de continuer à moderniser le Brésil, en le dotant d'industries de base et de biens de consommation durables. Le programme de Kubitschek regroupait 5 secteurs : énergie (43,4 % des investissements), transports (29,6 %), aliments (3,2 %), métallurgie (20,4 %) et éducation (4,3 %). Ce programme exigeait des Brésiliens une nouvelle mentalité. Industrialiser un pays, ce n'est pas une « œuvre magique », « il est nécessaire que naisse une mentalité industrielle », disait le président. La croissance accélérée connaîtra son point culminant dans l'industrie automobile dont São Paulo a été le siège. De 1957 à 1960, le Brésil produira 321 150 véhicules, ce qui correspondait à plus de 30 % de ce qui était prévu au départ. « *Le Brésil s'est réveillé* », disait Kubitschek. Comme soutien aux projets d'industrialisation très coûteux, Kubitschek a fait le choix de faire appel au capital étranger (cette époque marque également

les premières conversations du gouvernement brésilien avec le Fonds Monétaire International). La domination des grands secteurs industriels par les sociétés multinationales va être la conséquence lourde et durable de « l'option vitale » des années cinquante. Les multinationales contrôlent de fait depuis cette période les activités modernes à forte rentabilité du Brésil.

Dans la zone rurale, la monoculture et de vastes zones réservées à l'élevage de bétail remplacent rapidement l'agriculture de subsistance. On y assiste à une sorte de « révolution technologique ». Le gouvernement va stimuler financièrement la modernisation de l'agriculture en introduisant aussi bien la mécanisation que l'expansion des grands domaines pour un élevage extensif qui a besoin de très peu de main-d'œuvre. L'homme est remplacé par les machines et le bétail. La conséquence immédiate de ce processus est « l'évacuation » forcée des populations de la campagne. Les paysans et leurs familles sont expropriés et chassés. La concentration de terres pour l'élevage et la monoculture de la canne, dans des endroits comme l'État de São Paulo, vont provoquer un exode rural de proportions gigantesques. Les bénéficiaires de l'État aideront à transformer un petit groupe de moyens et de grands propriétaires en « entrepreneurs agraires modernes », alors qu'une majorité de gens sera expulsée de la terre et obligée à travailler dans les nouvelles installations industrielles.

Le projet de caractère national-populiste de Kubitschek a consolidé le *desenvolvimentismo* et permis l'essor d'une forme de capitalisme industriel du Brésil. Elle impliquait une redéfinition de la relation de dépendance avec les États-Unis. Une position qui combinait l'anti-impérialisme verbal

avec une politique de soumission économique inconditionnelle au grand frère du Nord. Le projet *desenvolvimentista* a aussi eu un « volet social », destiné surtout à essayer de freiner les mobilisations qui se sont intensifiées notamment au début des années 1960 avec l'arrivée turbulente de João Goulart au pouvoir. Celui-ci était l'héritier direct des politiques populistes de Vargas. Son accession à la Présidence a mis le pays en état de bouillonnement et la gauche a vu enfin la possibilité de participer plus activement (et d'une façon légale, donc visible) à la mise en œuvre d'un projet de transformation sociale.

Les classes populaires sont entrées rapidement dans un processus de mobilisation avec un potentiel fortement anti-impérialiste. Mais au lieu d'un projet de transformation radicale, la gauche a choisi une « tactique des solutions positives ». Elle comportait une politique extérieure indépendante, mais non de rupture, un développement indépendant et progressiste de l'économie nationale avec des mesures de réforme agraire en faveur des masses paysannes, l'élévation du niveau de vie des masses, la consolidation et l'élargissement de la démocratie. Ces objectifs ont pris la forme de « réformes de base » : agraire, bancaire, administrative, urbaine, fiscale, électorale, etc., et devraient être suivis par d'autres mesures. Goulart a choisi de mener une politique non pas de rupture, mais de conciliation et cela si possible avec tous les protagonistes.

En ce sens, la promulgation du Statut du Travailleur Rural, en 1963, a été un moyen d'apaiser les relations avec les travailleurs en zone rurale, car la bourgeoisie avait peur de l'éclatement d'une révolte dans la campagne impulsée par les Ligues Paysannes sous l'influence du Parti Communiste.

Le Statut devait représenter un acquis pour les travailleurs, en provoquant une véritable révolution des relations de travail. Aux termes de ce texte, les travailleurs ruraux obtenaient un statut contractuel avec les mêmes droits que les travailleurs urbains. Il visait à abolir les relations de faveur et de dépendance auxquelles les travailleurs étaient soumis du fait d'occuper les terres de leurs « maîtres » en échange de leur main-d'œuvre. En fait le *Statut* a eu pour conséquence de renforcer les bases du capitalisme agraire brésilien. Il a provoqué une réaction violente des grands propriétaires qui, devant les nouvelles charges prescrites par cette législation, ont choisi d'expulser de leurs domaines les travailleurs qui y vivaient encore.

Le coup d'État militaire de 1964 va poursuivre la ligne *desenvolvimentista* d'une façon plus autoritaire. Dans sa première période, ce régime a cherché à se consolider principalement en neutralisant les mouvements populaires. Les Ligues paysannes, la syndicalisation croissante tendant à la création d'une Centrale syndicale autonome, les manifestations populaires et les mouvements des étudiants ont tous été stoppés par le coup d'État et leurs activités matées. Sous le prétexte de faire régner l'ordre et la stabilité, l'État est intervenu de nouveau dans le secteur syndical. Toute mobilisation sociale, y compris bien sûr les grèves, a été interdite. La plupart des leaders populaires les plus actifs ont été emprisonnés, torturés ou ont dû s'exiler. Dans ce processus, les ouvriers et les paysans ont été écartés de toute participation aux décisions politiques. Même les partis politiques se sont trouvés tout à-coup dissous et obligés de s'intégrer dans un système bipartite, convenant au régime en place. Il s'en suit des années marquées par l'arbi-

traire et la répression perpétrée par des commandos policiers et militaires nommés « escadrons de la mort ».

La dictature militaire est la période du « miracle économique » caractérisé par un « modèle de développement » fondé sur la concentration des terres et l'expansion des agro-industries, l'accumulation rapide du capital (accroissement des emprunts internationaux), la vente à bas prix des richesses nationales, les travaux pharaoniques (barrages immenses, routes trans-amazoniennes, usines nucléaires, etc.), le tout accompagné d'une surexploitation de la classe ouvrière. D'après l'économiste Celso Furtado, près de la moitié de la population n'a tiré aucun bénéfice de l'énorme gain de productivité réalisé durant cette période. Il faut également rappeler que cette période d'investissement a été marquée par un accroissement exponentiel de la dette extérieure.

La crise pétrolière des années soixante-dix a fourni les éléments pour le prolongement du projet *desenvolvimentista*. Les militaires décident d'investir dans une source d'énergie alternative : l'alcool (de canne). Ce plan, appelé *Pro-álcool*, a été lancé en 1975 avec l'appui financier (des prêts) de la Banque Mondiale, ce qui a permis d'offrir des primes substantielles aux grands producteurs. Ainsi, l'espace destiné à la culture de la canne à sucre a fait un bond de 1,9 million d'hectares en 1975 à 4,3 millions d'hectares en 1988. Cela représente une augmentation de 126 % des plantations de canne. Les conséquences pour l'utilisation de la terre ont été extrêmement graves. Dans l'État de São Paulo, la canne à sucre a déplacé les plantations de riz, de haricots, de maïs, de manioc et de pommes de terre, cultures traditionnelles qui étaient dans les mains des petits producteurs.

Avec ces transformations dans les relations de production, les difficultés relatives aux catégories existantes à la zone rurale se sont encore accentuées. Dans la mesure où il n'est même pas laissé aux travailleurs ruraux la possibilité de planter pour se nourrir, ils sont contraints de se transformer peu à peu en un salariat qui vend sa force de travail au capital, en échange du minimum nécessaire à sa survie. Ils se dépersonnalisent en tant qu'hommes de la campagne. Ils deviennent juste des gens obligés de faire n'importe quoi, à la campagne ou à la ville, qui leur permette de survivre. Une population « excédentaire » se forme : une grande partie de ceux qui arrivent à la ville, par manque de qualification, ne sont pas employés par l'industrie naissante. Ces travailleurs, sans aucune alternative de travail, seront soumis à une nouvelle manière d'exploitation. Ironiquement, maintenant habitant à la ville, pour couper la canne à sucre, ils devront retourner à la terre, mais sous les formes de travail précaire, temporaire, de sous-traitance... Ils vont se transformer en *bóia-fria* [7]. Ce sont des prolétaires embauchés pour des travaux agricoles par des entrepreneurs intermédiaires de fourniture de main d'œuvre qui les recrutent à la ville et les transportent dans les domaines agricoles pendant la durée, toujours limitée, du contrat de travail. Parallèlement, beaucoup de groupes économique-financiers investissent dans l'achat de terres, non pas pour les cultiver, mais dans un but spéculatif, car la rareté des terres en ferait monter le prix.

Ces travailleurs connaissent plus que l'expropriation capitaliste dans les termes décrits par Marx. Ils vivent un véritable déracinement. C'est leur mode de vie qui leur est arraché et remplacé par celui de *prolétariat agri-*

cole, qui est le statut de ce « *travailleur qui ne vit déjà plus dans la propriété de celui qui achète occasionnellement sa force de travail en échange de salaire* » [8]. Ces travailleurs travailleront pour plusieurs propriétaires dans des lieux différents, à des saisons différentes, de là aussi la nécessité (ce n'est pas rare) de se déplacer vers d'autres régions. Ils deviennent des ouvriers nomades, comme ceux dont parlait Lénine [9] dans son analyse du développement du capitalisme en Russie.

Plusieurs auteurs, à commencer par Marx, ont mis en évidence le fait que le processus de prolétarianisation a un double aspect. Il résulte de la séparation des travailleurs de leurs moyens de production et de subsistance et la perte de la capacité de transformer la nature avec leurs propres moyens. Mais la prolétarianisation ne signifie pas nécessairement la création d'emplois nouveaux correspondants pour les travailleurs productifs manuels. On est donc face à une contradiction objective inhérente au processus. D'un côté, un grand nombre de producteurs directs sont séparés de leurs moyens de production et deviennent des prolétaires et, de l'autre, ce même prolétariat ne trouve pas de place dans la sphère productive. Certains auteurs, dont Arrighi, soulignent qu'il n'y existe aucune indication que les travailleurs doivent avoir des occupations spécifiques (travail manuel, par exemple) pour se qualifier en tant que prolétaire » [10]. La distinction entre ce que nous pourrions appeler prolétariat au sens large du terme et le prolétariat au sens strict n'est pas fixée définitivement. Elle dépend, dans une grande mesure, des luttes sociales, mais elle est aussi dépendante de la configuration des technologies propre à chaque période. La distinction aura donc tendance à se

manifeste de façon différenciée entre les différentes formations sociales et même à l'intérieur de chacune d'elles. Alain Bihr [11] y fait référence en parlant de « fragmentation » dans la recomposition du prolétariat à partir des années soixante-dix.

FLUX ET REFLUX

DU MOUVEMENT SOCIAL

Dans le cas brésilien, il y a eu au cours de cette période un très fort processus de prolétarianisation aux deux sens du terme. Dans le contexte du « miracle brésilien », il y a pris la forme d'une articulation entre un fort processus d'expropriation et de prolétarianisation au sens large et un développement du capitalisme industriel intense sur des bases tayloristes. On a donc vu dans certaines régions du pays la croissance numérique d'un prolétariat hautement concentré, qui n'allait pas tarder à développer une série d'importantes luttes syndicales. Ces luttes n'ont pas précédé, mais, au contraire, dans une large mesure, elles ont été simultanées avec celles réalisées par certains secteurs du prolétariat dans le sens large. En bref, on assistait à l'émergence de l'autre face du « miracle brésilien » : des grandes masses urbaines en manque de réponses à leurs besoins de base et, surtout, un puissant et jeune mouvement ouvrier, dont les leaders s'émançaient de la vieille norme populiste de dépendance par rapport à l'État [12]. Cette nouvelle impulsion des luttes ouvrières a été le principal facteur derrière la création d'une Centrale Syndicale des Travailleurs (la CUT) indépendante du pouvoir et combative. Elle donne naissance également à ce parti qui se présentait vraiment à l'époque comme le Parti des Travailleurs. Les préoccupations de l'une comme de l'autre ont été

concentrées sur les problèmes urbains. De fait, le PT en formation, ainsi que d'autres partis de gauche, en partie du fait des origines urbaines de leurs militants, ont eu assez peu d'intérêt pour la question de la terre et la situation des *sans terre* [13].

La chute du mur en 1989 a contribué à l'échec de l'objectif de faire arriver au pouvoir un dirigeant ouvrier. L'arrivée de Collor au pouvoir met progressivement les mouvements populaires à la défensive. Ceux-ci n'arrivent même pas à maintenir les droits qu'ils ont acquis après des longues années de luttes. Il n'y a plus de conditions pour de nouvelles mobilisations. Au contraire, une bonne partie des gens capitulent et retombent dans le corporatisme.

C'est le moment de la recomposition des lignes de bataille de la bourgeoisie brésilienne, qui avait été momentanément déstabilisée par l'échec de la dictature militaire. Les politiques néolibérales ont été introduites sans grand problème : diminution des dépenses pour les services publics, la restauration d'un taux « naturel » de chômeurs (une armée de réserve de travail afin de casser les syndicats) ; l'introduction des salaires flexibles, etc. Avec le gouvernement suivant, celui de Fernando Henrique Cardoso, la grande bourgeoisie va rencontrer ce qu'elle n'a pas pu avoir avec Collor. Les références démocratiques que lui apportent ses liens avec l'Internationale socialiste social-démocrate lui assurent également au départ la confiance d'un secteur assez important des travailleurs. Il va poursuivre le projet néolibéral en défendant les privatisations, en opérant la déréglementation des marchés, en diminuant les dépenses de l'État avec les droits sociaux, surtout, en faisant l'attaque directe aux droits des travailleurs. Dorénavant, les organisa-

tions seront vues comme perturbatrices de l'ordre social et leurs militants seront jugés et punis comme des criminels.

Pendant ce temps l'inégalité ne cesse d'augmenter. La concentration de revenu et la concentration foncière atteignent de proportions phénoménales : le revenu annuel des 10 % les plus riches est 30 fois plus élevé que le revenu des 40 % les plus pauvres. La même couche des 10 % les plus riches détient 53 % du revenu national et 93 % du patrimoine du pays ! En plus, dans les années 1990 les relations précaires de travail se généralisent : des 418 000 postes de travail créés à l'année 1999, 94 % sont des activités sans contrat de travail [14].

LES SEMENCES

D'UN NOUVEL

ENRACINEMENT

C'est dans la complexité de ce contexte qui surgit le MST. Il résulte de la rencontre de plusieurs expériences du passé : les organisations rurales d'avant le coup d'État de 1964 ; les expériences des mouvements urbains liés aux communautés ecclésiales de base (CEBs) de la théologie de la libération et influencées aussi par une partie de l'extrême gauche marxiste ; les nouvelles formes de luttes acquises à l'intérieur même de ses démarches.

Plusieurs organisations paysannes [15] ont influencé le MST. Une des références citées le plus souvent par les militants du MST sont les *Ligas Camponesas* (Ligues paysannes) des années cinquante, qui étaient nées avec l'aide d'un courant du Parti Communiste à la recherche d'une politique hors des villes et dans un affrontement plus clair avec l'oligarchie. Il s'agissait d'une forme d'organisation

politique des petits propriétaires ruraux ainsi que des salariés agricoles qui résistaient à l'expropriation. Alors que la direction du Parti Communiste Brésilien et l'Église Catholique défendaient une réforme agraire en étapes, les *Ligas* voulaient une réforme agraire radicale. Malgré leurs résistances et dissémination dans plusieurs régions, après le coup d'État de 1964 les militaires ont réussi à les exterminer.

Le coup militaire a fermé les principales voies d'organisation et de mobilisation. Un secteur de l'Église Catholique est devenu au long des années soixante-dix la grande force d'opposition au régime dictatorial. Inspirée par la Théologie de la Libération, travaillant sous le signe de « l'option préférentielle pour les pauvres », la CPT (Commission Pastorale de la Terre) est devenue une école de formations de dirigeants paysans. Sous l'utopie du Royaume de Dieu, la CPT projette un monde nouveau ici-bas. Une des caractéristiques de sa culture socio-religieuse est « *la critique des conséquences sociales dramatiques de l'introduction du capitalisme dans les campagnes (chômage, expulsion des paysans, paupérisation, exode rural), la dénonciation de la politique de "modernisation" autoritaire des militaires et de leurs projets "pharaoniques", et plus tard le rejet de l'orientation néolibérale des gouvernements civils qui ont remplacé à partir de 1985 le régime militaire* » [16].

Ce sont ces expériences marxistes et chrétiennes, en même temps qu'une lutte élémentaire des travailleurs de la terre dépossédés pour la survie, qui ont donné naissance au Mouvement de Travailleurs Sans Terre. La lutte pour la terre a pris de façon plus explicite une dimension plus large : celle de la lutte pour la démocratie. Le MST se constitue à partir de 1979 et

entre 1981 et 1983 ses formes d'organisation commencent à être définies. La principale d'entre elles est l'occupation collective de terres, menée de façon organisée par un grand nombre de familles.

UN PROJET DIRIGÉ

VERS DES BUTS

DE TRANSFORMATION

SOCIALE

Au cœur de l'activité du MST se trouve une forme d'action directe, sous la forme des occupations [17] de terres. Celles-ci ont été réalisées avec succès dans plusieurs régions du pays. L'occupation des terres est précédée par un long travail de mobilisation et d'organisation des travailleurs. Ce travail peut durer des mois. Il doit être mené dans la plus complète discrétion. L'occupation se passe pendant la nuit. Et le lendemain matin les baraques sont déjà installées dans la propriété occupée. Cette étape de la lutte pour la terre, le MST l'appelle *acampamentos* (campements). Les *sans terre*, désignés à cette étape de la lutte du nom de *acampados* (ceux qui campent) construisent leur baraque en plastique noir au bord d'une autoroute et commencent à négocier avec l'État, en exigeant l'expropriation de la terre où ils se trouvent en arguant que celle-ci n'est pas d'utilité sociale, comme l'exige la Constitution Fédérale [18]. La seconde étape de l'occupation est celle des *assentamentos*, lorsque les travailleurs, nommés ici *assentados*, après les pressions et négociations avec l'État, ont obtenu le droit de s'installer définitivement et de vivre sur la terre pour laquelle ils ont lutté.

Occuper un domaine n'est pas une tâche facile au Brésil. Il faut tout d'abord se convaincre soi-même et

convaincre sa famille, que ce l'on vit est une situation d'injustice inacceptable contre laquelle il faut lutter. Ensuite, il faut vaincre une peur réelle qui est celle de la violence qui pourra venir de la part des propriétaires terriens et/ou de la police. Et il faut aussi savoir que l'on rentre dans la terre occupée sans vraiment savoir ce qui va se passer. Quand les sans terre décident de faire une occupation, ils s'engagent dans une confrontation avec un système politique, mais aussi avec un ensemble de représentations idéologiques qui privilégient la propriété privée et le capital. Ils doivent donc être très résistants sur de nombreux plans. Être résistants pour passer les premiers jours, mais peut-être des mois, et parfois même des années en ayant à se loger dans des baraques en plastique noir sous la chaleur de 40 degrés ou sous la pluie torrentielle. Être résistants aussi pour se battre contre la police militaire (aujourd'hui 17 leaders du MST sont en prison à cause de leur lutte pour la terre ou contre les commandos armés à la solde des propriétaires terriens). Dans ce sens, « *pour survivre, les acampados dépendent de leur organisation et de leur travail et de l'appui de ceux qui défendent la réforme agraire* » [19].

À partir de ce premier acte d'occupation, les sans terre commencent à apprendre par leur expérience propre. Même s'ils savent vers où ils veulent aller, ils ne savent pas toujours comment il faut faire pour y parvenir. Les occupations deviennent des lieux de résistance. Les pratiques sont créées au jour le jour et conduisent de plus en plus vers une réflexion où le système économique apparaît comme le grand ennemi des travailleurs. Les *acampamentos* représentent les premières expériences de vie communautaire. Ils sont aussi l'endroit où les travailleurs hommes, femmes et en-

fants font l'apprentissage des partages des tâches. C'est le moment où les femmes connaissent de plus près ce qui peut être nommé un statut d'égalité avec les hommes. Chaque *acampamento* instaure ses propres règles, mais d'une manière générale les décisions sont prises en assemblée.

Les travailleurs organisent des rencontres régionales et nationales pour discuter leurs difficultés. Ces rencontres sont des espaces de socialisation de leurs apprentissages. « *Dans la reproduction de ces espaces, des nouvelles expériences sont créées, des nouvelles luttes naissent dans un processus continu* » [20].

LES CONFLITS

PERMANENTS

Il ne faut pas croire que c'est toujours si simple. L'action des sans terre et les occupations qui réussissent et qui durent gênent beaucoup. Le premier « gêné », ici encore, est l'État qui va inventer toute sorte de stratégies pour démobiler la lutte pour la terre. L'une de ces stratégies a consisté à mettre en route des projets de colonisation pour transférer les travailleurs vers des régions lointaines des grands centres urbains, comme cela a été le cas de la migration des travailleurs vers l'Amazonie où l'État a créé des grands projets. Au-delà de promouvoir la migration d'une main-d'œuvre bon marché pour la réalisation de ses projets de déforestation, etc., l'État a joué ainsi son rôle de protecteur de la propriété privée et préservé de bonnes relations avec les grands propriétaires latifundistes. Cela a également été une façon pour lui de fragmenter et affaiblir le mouvement.

Pour faire face à la répression et aux pressions et intimidations de tous ordres, il a été décidé lors de l'une des

premières réunions nationales des sans terre, qu'il était nécessaire : de renforcer la lutte et de la consolider par le biais d'une organisation autonome ; d'investir beaucoup d'efforts dans un travail de mise en commun de la connaissance des droits sociaux et de l'expérience acquise dans les luttes sur le plan de l'organisation et de la résistance ; d'assurer la divulgation des résultats des luttes dans les publications populaires et dans les médias ; de réaliser des meetings ; d'organiser des débats avec la société ; de rompre l'isolement et le régionalisme ; de promouvoir la participation de tous les membres des familles pour renforcer l'organisation de la base ; de lutter sans arrêt et de ne pas accepter de jouer le jeu du gouvernement et des capitalistes. Parallèlement, cette manière d'avancer devrait être élargie vers les questions d'éducation, d'hygiène et de santé dans les *acampamentos* et *assentamentos*, des techniques agricoles, de l'organisation de la production et de la commercialisation de leurs produits.

VERS L'UNION DE TOUS

LES TRAVAILLEURS ET

LA MISE EN CAUSE DE

LA PROPRIÉTÉ PRIVÉE

DES TERRES

Au départ, c'est l'organisation de ceux qui veulent résister pour ne pas quitter la terre qui est à l'origine du mouvement. Cela signifie qu'il n'y avait pas au départ de projet pouvant être relié à quelque chose qui serait de l'ordre de la transformation sociale. Mais, à partir de la grande rencontre qui a eu lieu au Paraná en 1984, les objectifs du MST ont commencé à être définis plus clairement. Les premiers objectifs généraux sont les sui-

vants :

- lutter pour la réforme agraire radicale ;
- lutter pour une société juste et égalitaire et en finir avec le capitalisme ;
- renforcer la lutte pour la terre, avec la participation de tous les travailleurs ;
- exiger que la terre soit aux mains de ceux qui y travaillent pour leur subsistance ainsi que celle de leurs familles ;
- maintenir toujours l'autonomie politique du Mouvement des Sans Terre.

Le MST avance toujours plus vers une situation où il est en mesure d'unifier les luttes des travailleurs. Un exemple considérable de ce changement de perspective est celui de l'occupation, en 1999, de la *Fazenda União*, une propriété de 11 mille hectares, appartenant à une importante société sucrière dans l'État de São Paulo, qui utilise la terre occupée pour la production de la canne à sucre. Cette occupation a été très intéressante, tout d'abord à cause de sa composition : 80 % des gens qui y étaient venaient de la ville. C'étaient des travailleurs sans-emploi, sans toits, habitants de la rue, ex-ouvriers, ex-métallurgistes, ex-menuisiers, ex-mécaniciens qui maintenant mettent leur profession et leurs potentialités au service de la lutte pour la réforme agraire et pour les transformations sociales [21].

Cette action a été le résultat de l'union que le MST a faite avec le Mouvement des Travailleurs Sans Toits (MTST). Celui-ci est un mouvement qui gagne de plus en plus de visibilité dans le milieu urbain où il essaie d'organiser une nouvelle avant-garde de lutte pour créer un grand mouvement populaire et ainsi renforcer les luttes pour la terre et l'habitation, donc pour la réforme agraire et la réforme urbaine. La réussite de

l'occupation a permis la création de *l'acampamento*, que les travailleurs ont appelé *Nova Canudos* [22]. L'événement a provoqué un changement de perspective car pour la première fois le MST a occupé un domaine exploité et non pas des terres à l'abandon. Il a donc remis en question le critère de « l'utilité sociale » d'une propriété privée. Comme nous l'avons expliqué plus haut, la Constitution brésilienne prévoit qu'une propriété doit avoir une « utilité sociale », c'est-à-dire avoir une production. Toutes les autres terres occupées par le mouvement étaient des terres « abandonnées », sans aucune plantation. Celle-ci, au contraire, avait une plantation de canne destinée à la production du sucre.

Depuis cette occupation, le MST a engagé selon Buzetto, « *une discussion sur ce sujet, considérant qu'il est important de convaincre la société que par terre productive il faut comprendre celle qui a une fonction sociale au sens de produire des aliments pour le peuple. La monoculture de la canne à sucre dans une propriété de 11 mille hectares, concentrée dans les mains de peu de familles qui font de leur propriété un instrument d'accumulation personnelle de richesse et d'exploitation des travailleurs, ne peut pas être considérée comme productive. Ce genre de propriété ne gère pas d'emplois, ne produit pas d'aliments pour le peuple et, en plus, est une des plus parfaites expressions de ce que nous critiquons tellement au Brésil qui est la concentration de revenu* » [23].

UN CONFLIT

QUI CONTINUE

L'État brésilien a toujours adopté une position de défense de la propriété privée. Dans ce sens, la tactique des gouvernements, y compris le gouver-

nement actuel, est de criminaliser l'action des sans terre et le MST. À l'heure actuelle, 17 travailleurs ruraux liés au MST sont détenus dans tout le pays parce qu'ils défendaient l'implantation de la réforme agraire au Brésil. Les conflits sociaux liés à la lutte pour la terre ne cessent donc d'augmenter. Ils sont la conséquence du heurt entre les intérêts économiques antagoniques des classes sociales.

Les travailleurs sans terre qui revendiquent ou occupent des terres pour y travailler et y vivre, confrontent les appareils d'État (de la Fédération et des États membres dont dépendent les forces de la police militaire) en tant qu'expression des rapports de forces entre les classes sociales dominantes et les classes sociales dominées présentes dans la formation sociale brésilienne. Ils disputent aux niveaux économique, politique et idéologique les terres qui ont été appropriées précédemment par les classes sociales dominantes dans des processus de dépossession arbitraires et souvent violents [24]. Ce heurt a lieu parce que la terre est limitée physiquement et que la plus grande partie est appropriée de manière privée par une minorité de propriétaires. En outre, la propriété privée du sol est l'un des moyens d'appropriation du surtravail social. Sans compter qu'une grande partie de la terre possède encore de réserves de minerai et autres ressources, ce qui augmente les enjeux.

Il existe actuellement au Brésil 360 millions d'hectares de terres qui peuvent être destinés à l'agriculture, mais seulement 100 millions sont cultivés. Donc, il existe 260 millions d'hectares qui peuvent être utilisés. Par ailleurs, 28 000 propriétaires ruraux détiennent à eux seuls l'équivalent à 43 % des terres agricoles du

pays. Pire encore, ces grandes propriétés (qui ont plus de 10 000 hectares) assurent seulement 4 % du total de la production agropastorale du Brésil et n'emploient que 4,2 % de la main-d'œuvre salariée dans la zone rurale. Les terres des 28 000 plus grands propriétaires terriens sont suffisantes (et il en restera...) pour faire le *assentamento* de 4,8 millions de familles de travailleurs ruraux sans terre (ce qui pourrait bénéficier directement et indirectement, avec des écoles, habitation, travail et éducation, à plus de 20 millions de travailleurs) [25]. Vus ainsi, « *les sans terre constituent, avant tout, un contingent populaire organisé; des hommes et des femmes disposés à recréer la condition paysanne de façon à occuper les 260 millions d'hectares de terres qui ne sont pas en train de produire, mais qui sont, en grande partie, potentiellement productives pour l'agriculture* » [26].

Dans les années 1990, la réponse de l'État aux actions des sans terre a été la création de la Banque de la Terre qui a pour mission d'acheter des terres à leurs propriétaires au prix du marché pour asseoir une politique d'*assentamentos* qui respecte la propriété privée. L'État achète la terre et finance l'*assentamento*. Cela veut dire que les grands latifundiaires sont payés par l'État et peuvent ainsi transférer leurs capitaux vers d'autres secteurs de l'économie. Cette stratégie mise en place par le gouvernement Cardoso a essayé de résoudre le conflit par le biais du marché, car avec la *Banque de la Terre* c'est le marché qui devient la condition de l'accès à la terre et non plus l'action directe des *sans terre*.

La réforme agraire s'est ainsi transformée en un point de rencontre politique entre l'État et les grands propriétaires de terre. Une politique d'*as-*

sentamentos au prix du marché n'est pas une réforme agraire ! Et les statistiques montrent que cette politique n'a pas réduit la concentration foncière. Au contraire, la concentration de terre continue à augmenter. Pour la période entre 1992 et 1998, les données montrent que si, d'un côté, les sans terre ont obtenu environ 18 millions d'hectares pour des fins d'*assentamentos*, de l'autre côté, les grands propriétaires fonciers ont élargi la surface totale de leurs propriétés de 32 millions d'hectares [27].

LES RELATIONS AVEC LE GOUVERNEMENT LULA ET LES QUESTIONS EN SUSPENS

Le MST s'est consolidé au long des vingt années de son existence en tant que mouvement de lutte politique pour l'accès des travailleurs à la terre. Cela en a fait une formidable force d'opposition aux gouvernements défenseurs de la bourgeoisie brésilienne. Ceux-ci l'ont criminalisé, ont jeté en prison et même tué des leaders du mouvement. Le gouvernement Lula a décidé de « décriminaliser » le mouvement et est même allé jusqu'à arrêter dans certains cas les commandos armés organisés par les propriétaires terriens. Pour le reste, la relation du MST avec le gouvernement Lula est assez ambivalente. D'un côté, les dirigeants du MST condamnent les accords que le gouvernement a signés avec le Fonds Monétaire International car ils rendent difficile de réaliser par le biais de la Banque de la Terre que le gouvernement veut respecter, les implantations que Lula s'est engagé à effectuer en quatre ans de mandat. Ce constat a poussé certains dirigeants à annoncer l'intensification des luttes et des occupations. Tout en

préservant l'autonomie du mouvement face au gouvernement, d'autres dirigeants déclarent qu'ils ont confiance et croient que le projet de réforme agraire sera mis en route maintenant. Il reste que le bilan de la première année du gouvernement Lula n'est pas très probant. L'engagement était d'assurer l'*assentamento* de 60 000 familles en 2003. Or cela n'a été fait que pour 10 000 familles. L'éditorial de la revue du MST *Sem Terra* de janvier-fevrier 2004 dénonce le fait que Lula a laissé intact le modèle économique néolibéral mis en place dans les années 1990, alors qu'il a été élu avec un programme d'opposition et des engagements de changement. Sans rompre avec le gouvernement, l'éditorial affirme que « *la mise en œuvre de tout ce dont le peuple brésilien a besoin dépendra de sa propre lutte, de son organisation, de sa mobilisation et de sa capacité de confrontation à plusieurs niveaux du combat politique* ».

C'est pour cette raison que Stédile, qui est l'un des principaux dirigeants, a appelé les *sans terre* à occuper la scène sociale et à accentuer leur pression sur le gouvernement et sur le PT. Même sans cet appel, les mobilisations ont augmenté : rien que dans les trois premiers mois de 2003, il y a eu une augmentation de 42 % des occupations et à l'heure actuelle il y a 190 000 familles *acampadas* au bord des routes dans tout le pays, ce qui est un signal d'alerte, une pression sociale. De cette façon, le MST veut pousser le gouvernement à accélérer l'élaboration du Plan National de Réforme Agraire et à s'engager à assurer l'*assentamento* de ces 190 000 familles *acampadas*. L'objectif est d'arriver à 550 000 familles. L'important, selon Stédile, « *ce n'est pas le chiffre promis. L'important c'est d'altérer la corrélation de forces au sein du gouver-*

nement et dans la société, pour que le gouvernement soit convaincu des changements dans la politique économique, et qu'il utilise la réforme agraire et les changements dans le modèle agricole comme un instrument de mise en œuvre d'une nouvelle politique économique centrée sur la solution des problèmes sociaux de notre peuple » [29].

Même si jusqu'à présent la lutte pour la réforme agraire n'a pas modifié le mode de production dominant, elle démontre un vrai potentiel de confrontation avec le capitalisme. « C'est dans la préparation et dans la réalisation d'une occupation, plus ou moins massive, que les sans terre se donnent les moyens de mettre radicalement en question le tabou socio-historique de la grande propriété. L'occupation constitue une transgression des limites, dans le cas foncier, officiellement imposée. Mais elle est, en même temps, l'ensemble des pratiques sociales qui construisent et structurent le mouvement » [30].

La propriété privée a toujours été une institution sacrée et intouchable de la bourgeoisie au Brésil. Le conservatisme politique et l'indifférence sociale des classes dominantes devant la situation économique de la majorité de la population montrent que la lutte pour la terre sera une tâche dure et longue. Dans ce sens, quand ce mouvement s'unit à d'autres (comme c'est le cas du Mouvement des Sans Toits), il peut ouvrir un éventail de possibilités de changements. Dans le contexte de reflux des luttes sociales des années 1990, le mouvement des sans terre a réussi à mettre en question la légitimité d'un des piliers du capitalisme brésilien. La naissance et la consolidation de ce mouvement représentent, sous bien des aspects, la construction d'un espace nouveau de socialisation politique pour l'élaboration d'un projet de société alternatif à

celui que nous subissons. Un projet qui dépend beaucoup plus de l'unité avec d'autres forces combattives et mobilisées pour implanter la transformation. Un projet pour lequel il faudra encore travailler et militer durement !

Notes

* C'est le terme employé dans la traduction du livre de João Pedro Stédile et Bernardo Mançano Fernandes, *Gens sans terre : la trajectoire du MST et la lutte pour la terre au Brésil*. Paris, Le Temps des Cerises, 2003 ; traduit du brésilien par Brava Gente.

1- Voir à ce sujet Eric Hobsbawm, *L'âge des extrêmes : histoire du court XX^e siècle*, traduction française, Éditions Complexe-Monde Diplomatique, Paris 1998.

2- L'arrivée de Vargas au pouvoir a été le résultat d'un effondrement de la politique dite du « Café au lait », c'est-à-dire d'alternance au pouvoir entre les oligarchies du café des États de Minas et São Paulo. En 1929, les élections présidentielles devaient avoir lieu et le président Washington Luís, de São Paulo, devait suggérer comme successeur quelqu'un de Minas. Cela n'a pas été le cas. Il choisit Júlio Prestes (de São Paulo) et les politiciens de Minas ne sont pas contents. Cet événement sera le déclencheur d'une crise politique nationale. Vargas profite de la situation pour former une Alliance Libérale entre les États du Minas, du Rio Grande do Sul et du Paraíba. L'assassinat du candidat de l'Alliance provoque un soulèvement militaire dont le leader est Vargas qui va assumer la présidence provisoire du Brésil. Il y reste jusqu'en 1945 et y revient de 1950-1954. Sa présence au pouvoir aura des « visages » assez distincts selon les périodes.

3- On peut faire le rapprochement avec le contemporain argentin de Vargas, Juan Peron. Voir l'analyse de François Chesnais et Jean-Philippe Divès, *Que se vayan todos ! le peuple argentin se soulève*, Éditions Nautilus, Paris 2002, pages 78-86.

4- Lúcio Flávio de Almeida, " Insistente desentorno : o PCB e a revolução burguesa no período 1945-64 ". In : Antonio Carlos Mazzeo & Maria Isabel Lagoa (org.), *Corações vermelhos : os comunistas brasileiros no século XX*, São Paulo, Cortez, 2003.

5- Lúcio Flávio de Almeida, op. cit., p. 89.

6- Terme qu'on trouve aussi en espagnol (*desarrollismo*) pour désigner l'idéologie et la pratique du développement capitaliste à marche forcée sous l'égide de l'État et du capital concentré.

7- *Bóia-fria*, qui littéralement veut dire *gammelle froide*, c'est l'expression utilisée pour désigner les travailleurs habitant précairement la ville qui partent très tôt le matin avec leur nourriture pour aller aux champs pour couper la canne. Leur nourriture sera froide au moment du déjeuner.

8- José de Souza Martins, " A questão agrária brasileira e o papel do MST ". In : João Pedro Stédile (org.), *A reforma agrária e a luta do MST*. Petrópolis, Vozes, 1997, p. 22.

9- Lénine, *Le développement du capitalisme en Russie*, Éditions de Moscou, 1958.

10- Giovanni Arrighi, *A ilusão do desenvolvimento*, Petrópolis, Vozes, 1998, p. 299.

11- Alain Bihl, *Du « grand soir » à « l'alternative » : le mouvement ouvrier européen en crise*. Paris : Les Éditions Ouvrières, 1991.

12- Lúcio Flávio de Almeida & Féliz Ruiz Sánchez, " Um grão menos amargo das ironias da história : o MST e as lutas sociais contra o neoliberalismo ", *Lutas Sociais*, n° 5, São Paulo, Xamã, 1997.

13- Ceux-ci seront organisés, comme nous le verrons, par un courant progressiste de l'église catholique.

14- Voir à ce sujet l'article de Antonio Thomaz J.-R. " Desenho societal dos Sem Terra no Brasil : uma contribuição à leitura geográfica do trabalho ". *Pegada eletrônica*, vol. 2, n° 2, octobre 2001. ou consulter la page www.prudente.unesp.br/ceget/pegada.html

15- Voir João Pedro Stédile et Bernardo Mançano Fernandes, *Gens sans terre : la trajectoire du MST et la lutte pour la terre*

au Brésil. Paris, Le Temps des Cerises éditeurs, 2003.

16- Michael Löwy, « Origine du mouvement des travailleurs sans terre (MST) du Brésil ». In: João Pedro Stédile et Bernardo Mançano Fernandes, *Gens sans terre : la trajectoire du MST et la lutte pour la terre au Brésil*. Paris, Le Temps des Cerises éditeurs, 2003.

17- L'utilisation du terme « occupation » est l'expression de la lutte idéologique du MST et des secteurs de gauche contre l'utilisation péjorative et criminalisante du terme « invasion » utilisé par les médias et la bourgeoisie brésilienne.

18- Dans les termes de la Constitution, la terre a une utilité sociale quand elle est productive. Cela laisse souvent une marge d'interprétation pour les grands propriétaires terriens qui placent quelques bovins pour justifier la « productivité » de la terre.

19- Bernardo Mançano Fernandes, *A formação do MST no Brasil*. Petrópolis, Vozes,

2000.

20- Bernardo Mançano Fernandes, op. cit., p. 79.

21- Marcelo Buzetto. « Nova Canudos e a luta do MST no Estado de São Paulo ». *Lutas Sociais*, n° 6, São Paulo, Xamã, 1999.

22- En référence à la bataille de Canudos : nom du village construit dans le sertão du nord-est du Brésil par un mouvement paysan poussé par un leader messianique, Antônio Conselheiro. Bâti entre 1896 et 1899, Canudos se constitue en tant que village indépendant de la toute nouvelle République brésilienne. Attaqué trois fois par l'armée, il n'a pas résisté à la dernière atroce et sanglante attaque. Les détails du massacre de Canudos se trouvent dans une importante œuvre brésilienne, *Os Sertões*, écrite par Euclides da Cunha (édité en France sous le titre *Hautes terres : La guerre de Canudos*, Métailié, Paris, 1997.

23- Marcelo Buzetto, op. cit.

24- Horácio Martins, « Reforma agrária e o bloco no poder », *Lutas Sociais*, n° 9/10, São Paulo, NEILS, 2003.

25- Éditorial du *Jornal Sem Terra* du mois d'avril 2003.

26- Bernardo Mançano Fernandes et Canrobert Costa Neto, « Das ocupações de terra à reforma agrária : territorialização, renda capitalizada e sobretrabalho ». *Margem Esquerda*, n° 2, São Paulo, Boitempo, 2004.

27- Horácio Martins, op. cit., p. 108.

28- João Pedro Stédile, « O primeiro ano do governo Lula e as perspectivas para 2004 ». *Revista Sem Terra*, n° 22, ano VI, janvier 2004, p. 8.

29- João Pedro Stédile, op. cit. p. 8.

30- Jean-Yves Martin & Bernardo Mançano Fernandes, « Movimento socioterritorial e "globalização" : algumas reflexões a partir do caso do MST ». *Lutas Sociais*, n° 11/12, São Paulo, NEILS, 2004, p 180.

À propos du passage sur le Brésil dans le compte rendu des travaux du « Conseil général de la IV^o Internationale » (La lettre de La Vérité n° 319 du 10 février 2004)

Interrogations sur l'intervention brésilienne du courant international « lambertiste » et soutien au Mouvement pour la formation d'une Gauche Socialiste et Démocratique*

* Puisqu'ils utilisent de façon persistante le terme de « pabliste », les dirigeants du CG ne verront sûrement pas d'inconvénient à ce que nous utilisions le terme « lambertiste ».

Nous souhaitons d'abord porter à la connaissance des militants et intellectuels brésiliens qui pourraient ne pas la connaître, ainsi qu'à tous ceux qui sont préoccupés par la situation créée par la politique du gouvernement Lula da Silva et les exclusions prononcées contre des militants importants du Parti des Travailleurs (PT), les passages sur le Brésil de *La lettre de La Vérité* n° 319 du 10 février 2004. Dans cette circulaire, on lit ceci :

« Ce serait une erreur de considérer que nous sommes comme Internationale, et pour chacune de nos sections, suffisamment armés dans la lutte contre le centrisme réactionnaire. Loin de baisser la garde, il nous faut au contraire organiser à tous les niveaux une véritable « vigilance anti-pabliste » qui nous permette de saisir comment s'infléchit et se précise le dispositif du SU, se modifiant à chaque étape pour mieux « coller » en apparence à notre politique et à l'aspiration des masses, pour plus efficace-

ment la trahir.

C'est ainsi qu'au Brésil s'opère le double mouvement : d'un côté Rossetto toujours au gouvernement occupe une place de plus en plus centrale dans une politique qui accable les paysans sans terre et livre la nation à la dislocation imprimée par les plans du FMI. De l'autre côté, la sénatrice Héloïsa Hélène expulsée du PT jette en commun avec les centristes, les morénistes de toutes obédiences, les bases d'un nouveau parti de type « refondation communiste en Italie ». À une question posée, elle répond qu'elle préfère « oublier Rossetto » et sa politique afin de ne pas la caractériser et surtout de ne pas la combattre ; le « nouveau parti » ne dit pas un mot de la politique agraire du gouvernement Lula-Rossetto, et bien sûr tourne le dos à l'aspiration de toute la nation brésilienne : que Lula et son gouvernement fassent ce pourquoi ils ont été élus et rompent et pour ce faire avec le FMI et les grands propriétaires agraires. Le SU

participe ainsi et au gouvernement soumis à l'impérialisme, et à l'opération visant à laisser les mains libres à ce gouvernement en tentant d'organiser la désertion-destruction du PT par la "gauche". Ce n'est qu'en comprenant toute la signification de cette politique contre révolutionnaire que l'on peut dégager les bases théoriques et les moyens pratiques du combat de front unique pour que le PT revienne à ses origines (on lira dans le prochain numéro de la Vérité la lettre adressée par Markus Sokol à Héloïsa Hélène) ».

Il est du droit des auteurs de ce texte de se proclamer les dirigeants d'une « IV^e Internationale », de même que de tenter de faire perdurer le mythe d'un « SU » possédant lui aussi un « dispositif » politique structuré, dont l'une des missions centrales serait d'opérer un marquage permanent du « Conseil général » et de ses « sections ».

En revanche, notre ancienne appartenance à l'OCI (ensuite PCI) de France et au CORQUI pour tous deux, puis à la QI (CIR) pour Jean Puyade, nous oblige à nous exprimer sur le paragraphe concernant le Brésil.

La construction en est la suivante :

1/ le ministre Miguel Rosseto est l'un des principaux architectes de la politique du gouvernement Lula da Silva ; **2/** il existerait entre Rosseto et Heloïsa Helena une division du travail, dont l'inspiration viendrait du SU. La phrase d'Heloïsa au sujet de Rosseto en fournit la « preuve ». Pour les besoins de la division du travail et aux fins de couvrir Rosseto, Heloïsa a fait en sorte de se faire exclure du PT. C'est uniquement pour « coller à l'aspiration des masses pour plus efficacement la trahir » que Heloïsa a fait campagne contre la loi de « réforme » des retraites et la loi sur l'indépendance de la Banque centrale et qu'elle a voté au Sénat contre la loi sur les retraites, rendant son expulsion inévi-

table (fort curieusement il est toujours question d'elle et jamais des trois députés, Baba, Luciana Genro et Joao Fontes qui ont fait de même à l'Assemblée et qui ont subi le même sort) ;

3/ exclue, Heloïsa Helena se lance, avec la création du Mouvement pour la formation d'une Gauche Socialiste et Démocratique, dans un travail d'organisation de la « désertion-destruction du PT » ;

4/ ce faisant, Heloïsa Helena se dresse contre la politique correcte de combat pour forcer « Lula et son gouvernement à faire ce pour quoi ils ont été élus et rompent avec le FMI et les grands propriétaires agraires » ;

5/ le combat de Heloïsa Helena, de Luciana, Baba et Joao est de nature « contre-révolutionnaire ».

6/ enfin, le paragraphe se termine par un subterfuge, la référence à une lettre à paraître plus tard, dont le but est d'associer Markus Sokol et le groupe *O Trabalho* à ces caractérisations politiques.

Nous ne sommes pas certains que les militants de *O Trabalho* partagent ces caractérisations et nous sommes confiants qu'ils auront très vite soin de le préciser publiquement.

Nous notons que derrière le tir de barrage contre le SU, il y a une assez forte similarité entre les positions de la majorité de la direction de Démocratie socialiste (DS) et celle défendue par le « Conseil général ». Pour la majorité de la direction de DS également, le gouvernement Lula serait toujours un « *gobierno em disputa* » (un gouvernement « terrain de bataille » entre le capital et le travail, un gouvernement « à la croisée des chemins » entre la droite et la gauche) ; par rapport à l'exclusion d'Heloïsa, Raul Pont, candidat officiel du PT à la mairie de Porto Alegre, a écrit récem-

ment que sans aller jusqu'à l'exclusion, il était favorable à une sanction des quatre parlementaires ; enfin, lors de la réunion des instances nationales du courant, la majorité de la direction de DS a également expliqué que quitter le PT et combattre pour la légalisation du Mouvement serait une « *désertion-destruction* » ; la majorité de la direction de DS a demandé aux militants engagés au côté d'Heloïsa dans la construction du Mouvement pour la formation d'une Gauche Socialiste et Démocratique d'abandonner ce combat et de réintégrer le PT. C'est à se demander qui colle à qui. Qu'on prenne le Conseil général ou la majorité de la direction de DS, l'orientation paraît très proche. Les invectives contre le « pablisme » ne sont-elles pas un rideau de fumée ?

Nous exprimons notre appui au combat de la sénatrice Heloïsa Helena et des trois députés Baba, Luciana Genro et Joao Fontes qui ont fait de même, pour la création du **Mouvement pour la formation d'une Gauche Socialiste et Démocratique** dont ils ont pris l'initiative. Nous le faisons pour les raisons suivantes.

□ Le gouvernement Lula da Silva n'est pas « à la croisée des chemins ». Quelques jours avant l'exclusion des quatre parlementaires, il a signé un nouvel accord avec le FMI qui renouvelle celui signé par Cardoso et cautionné par Lula en 2002. Dans les préambules de cet accord, négocié de plein gré et non « héritage » du gouvernement antérieur, il est dit que « *malgré ce qui a été déjà atteint, un important agenda de réformes est en face de nous* ». Il est promis au FMI « *le maintien d'une relation de travail étroite et coopérative* » et, au-delà du maintien du « *taux d'excédent budgétaire de base de 4,25 %* », la garantie de « *l'application de la loi des Faillites,*

des réformes des retraites et des impôts », et d'obtenir « la flexibilisation de l'allocation des ressources publiques » concernant la Santé et l'Éducation, pour assurer le service de la dette publique. Celle-ci ne fait que s'accroître en dépit de l'austérité budgétaire, en raison de taux d'intérêts parmi les plus élevés du monde. La politique de collaboration avec le capital financier international a été confirmée en politique intérieure avec l'annonce de l'entrée au gouvernement de ministres de l'une des formations politiques bourgeoises les plus anciennes, le parti de l'ex-président Sarney, le PMDB.

□ Les résultats de la collaboration complète du gouvernement de Lula da Silva avec le FMI sont sans ambiguïté. La politique de taux d'intérêt et de taux de change menée pour « rassurer » les marchés et ramener les investisseurs financiers prédateurs au Brésil a pour conséquence qu'au bout d'un an de gouvernement Lula, selon les chiffres officiels de l'INSEE brésilien (l'IBGE), un taux de chômage record de 20 % sévit dans les grandes villes dont Sao Paulo ; la baisse du pouvoir d'achat des salariés atteint 12 % ; il y a une augmentation de 50 % du travail des enfants mineurs. La grande propriété foncière est l'une des bases politiques autant qu'économiques de l'oligarchie brésilienne. Du fait de la productivité très élevée de la grande agriculture agrochimique et de l'agro-industrie, la propriété d'une partie seulement des terres lui est nécessaire au plan économique. Mais elle estime que le maintien des rapports de classe oppresseurs dans les campagnes est consubstantielle à sa domination politique. À l'occasion du remaniement gouvernemental et de la préparation des élections municipales et régionales de l'an prochain,

le PT a renforcé ses liens avec cette oligarchie (l'ex-président Sarney et l'ex-gouverneur de l'État de Bahia, Carlos Antonio Magalhaes, tous deux représentants notables de l'oligarchie du Nordeste brésilien). Le ministre de l'Agriculture, Rodrigues, est un important capitaliste agro-industriel, et le capital agro-industriel étend sa sphère d'influence sur le ministère de l'Industrie. Les engagements politiques contractés par le gouvernement Lula da Silva à l'égard des hommes de la grande agriculture agrochimique et de l'agro-industrie l'ont conduit à mettre fin au moratoire sur les OGM et à se ranger dans le camp de ceux qui exploiteront ce nouveau mode de domination de la paysannerie et cette nouvelle source de productivité du capital, quels qu'en soient les risques écologiques. C'est sur cette base que les latifundistes ont repris l'initiative et activé leurs milices privées de tueurs (le nombre d'assassinats de paysans sans terre n'a jamais été aussi grand que sous la première année de gouvernement Lula da Silva et, alors qu'aucun des auteurs de ces crimes n'est en prison, des leaders du « mouvement des sans terre » se sont retrouvés emprisonnés pour plusieurs mois). Le gouvernement, sous la pression d'autres coalitions d'intérêt analogues, a également levé les faibles obstacles à l'accélération de l'exploitation capitaliste de l'Amazonie et a réduit les zones réservées aux Indiens.

□ Aux demandes de Markus Sokol de singulariser Rosseto dans ses condamnations, Heloisa Helena lui a répondu qu'elle combattait le gouvernement Lula da Silva dans son ensemble, comme un bloc, et qu'elle en payait le prix. C'est exact et nous la soutenons. Le pivot du gouvernement est l'homme de confiance du FMI, le président de la Banque centrale, le

banquier rentré de Boston, Eduardo Meirelles, à qui Lula a demandé d'ouvrir à sa place le premier conseil de gouvernement de rentrée de vacances d'été, après la réforme ministérielle. Le chef de l'appareil politique au Palais présidentiel a été explicitement chargé par Lula de le soutenir et de faire tout, sans aucune réserve, même tactique, pour défendre ses orientations. Pourquoi quelqu'un qui a mené le combat que Heloisa a mené contre l'ensemble de la politique de Lula da Silva et l'ensemble du gouvernement devrait-elle singulariser Miguel Rosseto ? Parler d'un « gouvernement Lula-Rosseto » dénote une méconnaissance singulière de la réalité brésilienne, méconnaissance indigne du Conseil général de la « IV^e Internationale ». Rosseto est la nième roue du carrosse du gouvernement. Sa présence traduit l'illusion de pouvoir « agir à partir du pouvoir d'État » qui est l'apanage de l'écrasante majorité des cadres du PT, ceux de « gauche » compris, la peur peut-être aussi de redevenir un humble militant et un citoyen avec des difficultés matérielles pareilles à l'écrasante majorité des Brésiliens, même des classes moyennes. Il veut continuer à côtoyer les élites. Pour Lula et la direction du PT, sa présence paraît apporter à la politique de collaboration avec le FMI et d'alliance avec la bourgeoisie et l'oligarchie brésiliennes la caution « gauche » du « trotskisme ». Nous l'avons dénoncé dès l'annonce de la composition du gouvernement, mais aujourd'hui, comme les quatre parlementaires, c'est la politique du gouvernement dans son ensemble qu'il faut combattre et ce faisant, ses axes de force qu'il faut savoir caractériser et non pas estomper.

Dans ce sens la formule utilisée par les rédacteurs du compte rendu :

« que Lula et son gouvernement fassent ce pourquoi ils ont été élus » est particulièrement dangereuse. Peut-on demander à Meirelles, agent direct des intérêts du capital financier international et du FMI dans le gouvernement, élu sur la liste du PSDB, parti de l'ex-président Fernando Henrique Cardoso, de faire autre chose que ce qu'il fait ? Peut-on demander au Ministre de l'Industrie, Furlan, représentant direct de la FIESP (le MEDEF de Sao Paulo) au sein du gouvernement, de faire autre chose que ce qu'il fait ? au ministre de l'agriculture Rodrigues, l'un des fondateurs de l'UNR, le parti de droite des latifundistes, organisateurs de commandos de tueurs de paysans sans terre ? Si on peut comprendre certaines précautions tactiques de Markus Sokol qui appartient toujours au PT, pourquoi les rédacteurs du compte rendu refusent-ils de caractériser le gouvernement de Lula da Silva, comme **un gouvernement bourgeois, un gouvernement d'alliance du PT avec des secteurs absolument centraux de la bourgeoisie et de l'oligarchie brésiliennes, un gouvernement de collaboration étroite avec le FMI** ? La définition de l'orientation et des tâches politiques, qui précède et commande la tactique, a toujours exigé la plus grande clarté théorique. N'est-ce pas ce que l'on est en droit d'attendre de ceux qui estiment être à la tête d'une « IV^e Internationale », se réclamant de l'héritage du marxisme ? Pour quelle raison ne pas faire la caractérisation qui s'impose, celle d'un gouvernement bourgeois, parti prenante de ce fait de relations mondiales constitutives de l'impérialisme ?

□ À cet égard, nous sommes obligés de relever que fort curieusement les rédacteurs du compte rendu du « Conseil général » sont muets dans

ce texte sur l'activité internationale du gouvernement Lula da Silva. Pourtant elle ne peut être passée sous silence. Chaque jour la presse brésilienne, qui est entièrement aux mains de l'oligarchie et de la bourgeoisie, félicite Lula pour le travail qu'il accomplit pour isoler le Venezuela et affaiblir Chavez, pour jouer les pompiers au compte de l'impérialisme en Bolivie, pour conseiller plus de « prudence » au péroniste Kirchner dans le bras de fer de l'Argentine avec le FMI à propos du paiement de la dette. Lors de la conférence de Miami pour la mise en place de la zone de libre échange des pays des Amériques (ALCA en espagnol, ZLEA en français) les États-Unis ont bénéficié d'un appui du Brésil. Dans la *Folha de Sao Paulo* du 16/12/2003, le conseiller particulier de Lula pour les questions internationales a relaté les félicitations que Lula da Silva s'est attiré de Bush en personne pour cela. L'ALCA est une extension vers le sud de l'ALENA imposée au Mexique il y a dix ans, dont les effets ont été une destruction accélérée de la paysannerie, la paupérisation des salariés, une très forte accentuation de l'accumulation des richesses entre quelques mains et une dépendance accrue de la nation mexicaine. À côté de l'ALENA et de ce que sera l'ALCA une fois achevée, l'Union européenne est un espace économique presque paradisiaque. Le PT l'avait toujours combattu. À Miami fin novembre, le gouvernement de Lula da Silva a aidé à le porter sur les fonts baptismaux. Sous une forme dite « *de l'ALCA light* », les États-Unis sont autorisés à obtenir par la voie bilatérale tous les privilèges qu'ils veulent pour leurs entreprises.

□ N'étant pas « à la croisée des chemins », le gouvernement Lula da Silva va se trouver en position de heurt

frontal avec les salariés et les masses exploitées. Il en a fait une première expérience avec les salariés de l'État à propos des retraites, et il a vu à quel point le combat de ces salariés a été conforté par l'appui venu de Heloisa Helena, de Luciana Genro et des deux députés hommes. L'exclusion prononcée à leur encontre a valeur de tentative de prononcer leur mort politique. Comme tant d'exemples historiques du 20^e siècle l'ont montré, prononcer des exclusions traduit chez ceux qui y procèdent l'intention de provoquer la fin de toute activité politique de la part de ceux qui sont chassés du parti. Nous ne vivons plus dans des régimes politiques où cette mesure peut signifier aussi la mort tout court, mais, ne fût-ce que pour avoir été (pour l'un d'entre nous) l'objet de telles mesures, nous en reconnaissons bien l'intention politique. Ce serait à elle seule une raison suffisante pour notre soutien inconditionnel à celles et à ceux qui refusent la sentence qui est prononcée contre eux.

□ Leur combat est d'autant plus nécessaire que la mort politique qui est prononcée ne l'est pas simplement contre des femmes et des hommes, mais contre un combat, un espoir, une perspective, ceux d'un Brésil dirigé par un parti né du combat des travailleurs et des travailleuses, des opprimés, ainsi que des militants intellectuels prenant fait et cause pour eux, tant par solidarité que par la conviction née de leurs travaux et de leurs débats que le capitalisme n'est pas « l'horizon indépassable de l'humanité », mais un système qui peut et qui doit être dépassé. C'est cette vision que les hommes autour de Lula da Silva ainsi que ceux qui peuplent la direction du PT et les bureaux et les antichambres des ministères, veulent effacer. Le « message » qu'ils veulent

faire passer par la politique qu'ils ont menée est le suivant. Aucun « *autre monde* » n'est possible que celui de l'impérialisme dont les États-Unis assurent la direction. Aucun autre avenir ne s'offre au Brésil que celui de continuer à être un pays dominé par l'une des oligarchies les plus riches du monde. Même les projets d'amélioration minimale des conditions d'existence des exploités devront attendre aussi longtemps que n'auront pas été satisfaits les engagements, pris par le gouvernement précédent et re-confirmés continuellement par celui de Lula da Silva, à l'égard des « créanciers » internes et étrangers du Brésil (les grandes banques étrangères, les fonds de placement étrangers et nationaux et les grands patrimoines familiaux brésiliens). Pour les exploités, ce n'est pas seulement l'avenir qui est bouché mais aussi le présent. Pour eux, la vie quotidienne doit rester la même, quand elle ne s'aggrave pas. La sénatrice Heloisa Helena, les trois députés Baba, Luciana Genro et Joao Fontes et les intellectuels et les militants qui combattent avec eux, refusent aussi bien la tentative de « *tuer l'espoir* » que la mise en œuvre au quotidien de politiques qui enfoncent les travailleurs et les exploités dans une misère encore plus forte qu'avant.

Pour toutes ces raisons, nous sommes solidaires avec eux et nous les soutenons dans les décisions qu'ils ont prises à Rio le 19 janvier et poursuivies dans les rencontres de Sao Paulo et bientôt d'autres grandes villes.

Nous respectons le choix de celles et de ceux qui pensent pouvoir continuer, malgré les exclusions, malgré le virage accentué à droite qui se prépare à l'occasion des élections de 2004 et 2006, à combattre la politique du gouvernement à partir de l'intérieur

du PT. C'est ce que dit Heloisa Helena dans son interview fraternelle au journal *O Trabalho* : « *Même si j'analyse que le PT s'est transformé en un déplorable instrument de propagande triomphaliste du néolibéralisme, je comprends que toutes les alternatives élaborées par ceux qui honnêtement sont en train de résister à ce honteux tournant doctrinaire du parti sont importantes. Dans mon cas, comme militante de gauche expulsée du PT et aidant à la construction d'un nouveau parti, je respecte votre démarche et je lui souhaite le plus grand succès* ». Tels sont les rapports fraternels et respectueux qui ont présidé aux relations entre ceux qui se sont unis, à l'intérieur et à l'extérieur du PT, dans la CUT, dans les assemblées de la grève et les manifestations contre la « réforme » des retraites du gouvernement Lula da Silva et du FMI et contre les exclusions du PT. Tels sont les rapports et les relations qui doivent prévaloir entre ceux qui ont à faire face aux nouvelles mesures anti-ouvrières que s'apprête à appliquer le nouveau gouvernement Lula da Silva en alliance avec le FMI. Non seulement les travailleurs brésiliens subissent les agressions les plus brutales contre leurs acquis et leur densité sociale, mais ils subissent en même temps une agression mortelle contre leur conscience, de la part justement de nombre de ceux qui avaient combattu pour leur indépendance de classe. Plus qu'ailleurs peut-être, le débat doit être fraternel et respectueux entre ceux qui combattent pour préserver cette indépendance de classe.

C'est pour cela que la disqualification injurieuse et calomnieuse : « cette politique contre-révolutionnaire » portée contre Heloisa Helena dans sa lutte avec les autres exclus du PT pour un nouveau parti, par les rédacteurs du compte rendu

du Conseil général de IV^e Internationale, est absolument révoltante, odieuse et inadmissible. Le journal *O Trabalho* et aussi en France *Informations ouvrières* ont rendu compte pendant plusieurs mois du combat courageux de Heloisa Helena en défense des travailleurs et de leur indépendance de classe. Force est de poser la question : qui a imposé la qualification de « *contre-révolutionnaire* » et pour quels motifs ? de la même manière : qu'est ce qui interdit que le Conseil général de la IV^e Internationale porte une caractérisation claire et nette de la nature du gouvernement Lula da Silva ?

La disqualification injurieuse et calomnieuse à l'égard de Heloisa, Luciana, Baba et Joao et tous ceux et celles qui les rejoignent, tente de salir une trajectoire qui est largement ressentie au Brésil comme l'honneur des travailleurs brésiliens et un point d'appui pour leur lutte. Si elle était maintenue par le « Conseil général de la IV^e Internationale » et acceptée par le groupe *O Trabalho*, le but en serait clair : tenter de dresser un mur entre ceux qui à l'intérieur du PT et ceux qui à l'extérieur du PT, ont un besoin pressant de leur unité pour combattre contre la politique anti-ouvrière du gouvernement Lula da Silva. Y a-t-il meilleur moyen de protéger l'action destructrice de ce gouvernement ? Y a-t-il meilleur moyen d'interdire que se rassemblent les mains qui veulent dresser le drapeau des principes fondateurs du PT, pour l'indépendance de classe des travailleurs brésiliens ?

Face aux attaques déchaînées de l'appareil du PT contre l'initiative des députés exclus, prise en commun avec des intellectuels et des responsables syndicaux et du mouvement social, face au boycott de la presse bourgeoi-

se, de nombreux militants qui combattent au sein du PT et résistent, accueillent avec bienveillance, respect et sympathie cette initiative, comme l'ont exprimé par exemple à plusieurs reprises, les éditoriaux du *Correio da Cidadania* dont les Plinio de Arruda Sampaio, père et fils, sont d'étroits animateurs. Ils laissent la porte ouverte pour qu'il soit possible un jour que ces deux combats se rejoignent. Est-ce cette porte que veulent fermer

les rédacteurs du compte rendu du « Conseil général de la IV^e Internationale »? Nous espérons qu'au Brésil et ailleurs, les militants ne s'engageront pas plus avant dans cette voie et que s'imposera la méthode du débat franc, fraternel et respectueux dont les travailleurs brésiliens ont tant besoin pour leur émancipation, eux bien sûr très spécialement aujourd'hui, mais aussi ceux du monde entier. Nous espérons que le com-

bat pour la consolidation du **Mouvement pour la formation d'une Gauche Socialiste et Démocratique** sera, au plan international aussi, le point de départ d'une nouvelle phase dans l'histoire du combat pour la construction de partis révolutionnaires, une phase marquée entre autres choses par la décision de bannir dans les rapports entre militants l'usage des invectives diffamantes et des brutalités de langage.

□

Pour les organisations et militants d'extrême gauche, la campagne « européenne » sera un succès pour autant qu'elle repose sur une progression programmatique. Ce que nous voulons proposer ici, c'est qu'elle soit menée sur une orientation qui lie étroitement la lutte politique pour chasser Chirac en France au combat contre l'Europe libérale, celle des traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice, pour une « autre Europe » entendue comme « Europe des travailleurs ».

Une alliance des salariés et de la jeunesse de tous les pays européens pour construire une « Europe des travailleurs »

Dans le cadre des élections européennes, trois façons de mener campagne « à gauche » sont annoncées ou sont concevables. On peut être assuré que les deux premières vont être mises en œuvre. La troisième serait indispensable, mais est malheureusement très loin d'être acquise.

TROIS FAÇON DE MENER LA CAMPAGNE SUR L'EUROPE

• La première va être celle du Parti socialiste, qui va formellement axer sa campagne contre le gouvernement Raffarin en appelant à confirmer le vote-sanction des régionales, mais va

rester aussi discret et flou que possible sur les sujets qui divisent les courants, autrement dit sur les questions essentielles. Dans le cadre de la prétendue « Convention », les dirigeants du PS ont travaillé la main dans la main avec Giscard et avec les autres chefs de file de la droite européenne. Ils ne peuvent, et pour beaucoup ne veulent pas, se dédire. C'est le cas bien entendu de Pierre Moscovici, mais c'est également celui de nombre d'autres hiérarques. Ils savent pourtant que ce dont Jean-Luc Mélenchon leur a averti après le vote du 21 mars est vrai : « *Si vous dites que vous êtes pour la Constitution européenne, nous sommes perdus !* ». De leur côté, les trois courants « minoritaires », représentant 40 % des man-

faits au dernier congrès, ont tenu à Pâques un meeting commun très militant à la Mutualité. Mais, revenus rue de Solferino, ils ont décidé une fois encore de composer. « *Sur la Constitution, ils ont accepté de ne pas dire "oui", on a accepté de ne pas dire "non"* », a résumé Henri Emmanuelli. Le PS table sur le fait qu'à l'UMP il en ira à peu près de même.

La « synthèse » proposée par François Hollande consiste donc à dire que « *le débat sera double. Il y aura le débat sur quelle Europe : plus sociale ou plus libérale, ce sera le débat majeur. Le deuxième enjeu, c'est un enjeu par rapport au gouvernement Raffarin. Quand il y a de la part du président de la République une volonté de poursuivre à quelques détails près [...] la même politique, eh bien il faudra de nouveau faire un débat politique sur les orientations françaises à l'occasion de ces élections européennes.* » Hollande dit bien combien les différences qui séparent le PS de l'UMP sont minces : un peu plus de « social » ou un peu plus de libéralisme.

L'identité de l'extrême gauche dans la campagne européenne ne s'affirmera qu'en rappelant constamment qu'au Parlement européen le PS français siège aux côtés des amis de Blair, de Schröder et de d'Alema dans un même parti, le Parti socialiste européen, et que la « Constitution » européenne est le fruit de la collaboration de ce parti avec les partis de droite.

- Il y aura ensuite la campagne de ceux qui vont utiliser les élections pour combattre le projet de Constitution au nom d'une « autre Europe », dont il faut s'efforcer de comprendre la nature. Les organisations et les courants politiques qui paraissent vouloir combattre le projet de « Constitution européenne », se composent bien entendu de la LCR (LO prétextant que combattre la « consti-

tution européenne », qui n'en est pas une, revient à défendre la constitution française), mais aussi de ce qui reste du PCF, de certains Verts (ceux pour qui la position des Cohn Bendit et autres est inacceptable), ainsi que des initiateurs du forum de Ramulleau, désormais flanqués des dirigeants « historiques » d'Attac [1]. Le Parti des travailleurs de Pierre Lambert sera présent cette fois et va également faire campagne contre la « Constitution » et contre Maastricht. La campagne la plus vigoureuse doit effectivement être menée contre cette prétendue « Constitution », adoptée par « consensus » au terme des travaux de ce qui a été nommé une « Convention », puisqu'une référence frauduleuse à la Révolution française a paru s'imposer pour tenter de masquer la réalité des objectifs poursuivis.

Mais là encore, l'identité de l'extrême gauche doit être affirmée dans une délimitation claire par rapport à ceux qui combattront la « Constitution » au nom de ce que la Fondation Copernic appelle la « *subversion* » des institutions européennes, c'est-à-dire de leur réforme ou de leur « *redressement* », comme si ces institutions n'étaient pas l'habit institutionnel de la déréglementation et des privatisations, comme si elles étaient dissociables du libéralisme, comme s'il était possible qu'elles portent un projet acceptable pour les salariés.

- Cette délimitation suppose donc une troisième campagne, absolument indispensable, mais qui n'est malheureusement nullement acquise. Elle serait menée par des forces politiques qui auraient la capacité et la volonté de se servir des élections européennes pour combattre Raffarin et Chirac comme représentants de l'Europe du capital, et donc pour populariser, à l'adresse des salariés français,

et au-delà d'eux à l'adresse des salariés de l'ensemble de l'Europe, **un programme de défense des conditions d'existence élémentaires des salariés, des exploités et des opprimés**. Ces forces lanceraient dans le cadre de ces élections la perspective d'une alliance des salariés des pays d'Europe, contre leur propre bourgeoisie dans chaque pays et contre l'alliance anti-ouvrière des bourgeoisies dans le cadre des « institutions européennes ».

En effet, aussi important soit-il, le clivage « pour ou contre le projet Giscard » est insuffisant. Il peut même faire écran aux véritables enjeux, marqués d'un côté par le moment critique de l'histoire des classes ouvrières d'Europe, et de l'autre par la situation politique en France et par la place unique qu'y occupent les organisations d'extrême gauche, donc par la nature et l'impact de la campagne qu'elles pourraient mener pour une véritable « Europe des travailleurs ». C'est à elles que revient la tâche, qu'elles le veuillent ou non, de donner à « l'autre Europe » un contenu politique adéquat, consistant en une première concrétisation de la perspective des « **États-Unis socialistes d'Europe** ». Ceux-ci font partie du patrimoine commun des organisations qui se réfèrent au travail théorique et politique de Trotski. La LCR (et pourquoi pas une partie des militants du PT) sauront-ils s'en saisir à nouveau et l'utiliser dans la campagne ?

UN « NON »
SANS AMBIGUITÉ
À LA « CONSTITUTION
EUROPÉENNE »

Il faut rappeler les « principes » que le texte préparé par Giscard et Moscovi-

ci voudrait imposer par voie de traité à tous les pays de l'Union. Car il ne faut jamais oublier que le terme « Constitution » est parfaitement abusif : il s'agit en réalité d'un nouveau projet de traité entre États, dont l'adoption signifierait que son contenu serait opposable devant la Cour européenne de Justice, non seulement aux lois nationales (comme c'est déjà le cas) mais aux Constitutions des pays comme telles, et par conséquent également aux principes énoncés par celles-ci.

Dans le projet adopté par la « Convention », le libéralisme est érigé en **fondement** de l'Union européenne. Cette dernière est définie par l'article 3 comme un « *marché unique où la concurrence est libre et non faussée* », formule directement empruntée au jargon économique libéral et à sa référence au modèle fictif de la concurrence pure et parfaite. Dans de très nombreuses autres parties du document, qu'il s'agisse des relations avec les pays associés ou avec les autres pays du monde, ce principe est réaffirmé. L'Union promet « *un commerce libre* » et s'engage **constitutionnellement** à contribuer à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux, et à la réduction des barrières douanières. Un mandat européen pro-libéral pour les négociations à l'OMC découlerait désormais de cette « Constitution ».

Le texte sur lequel « conservateurs » et « sociaux-démocrates et socialistes » se sont mis d'accord *constitutionnalise* l'article du Traité de Rome, devenu III-55, qui a servi de base à l'offensive contre les services publics. C'est sur la base d'une interprétation de cet article que des jugements de la Cour de justice des communautés européennes (Corbeau et Almelo) ont édicté une obligation de privatisation et de mise en concurren-

ce des services publics en procédant à une extension vers ceux-ci de la réglementation contre les ententes et les abus de position dominante, ainsi que la restriction des aides publiques aux entreprises. La « constitutionnalisation » de cette jurisprudence aurait pour conséquence d'empêcher *constitutionnellement* une majorité parlementaire progressiste dans un pays membre de l'Union de mener une politique conforme au mandat qu'elle aurait reçu des électeurs destiné à interdire la privatisation ou à rétablir un service public.

L'ensemble des principes sur lesquels la Banque Centrale Européenne assort ses décisions figurerait dans le texte de la « Constitution » proposée. Malgré le bilan négatif de son fonctionnement, l'indépendance totale de la Banque Centrale Européenne est ainsi réaffirmée dans le projet Giscard, comme est réaffirmée son unique mission de stabilisation des prix et de contrôle de l'inflation, à l'exclusion des objectifs de plein emploi et de croissance. Ce choix politique de la « Convention » laisse l'instrument monétaire hors du contrôle politique, à l'inverse des statuts de la Banque Centrale Fédérale américaine placée, elle, sous le contrôle du Congrès américain.

Affirmation du primat de l'économie libérale ; absence de toute reconnaissance des services publics ; constitutionnalisation des principes restrictifs fondateurs de la Banque Centrale Européenne : le projet de « Constitution » de la « Convention » consacre le triomphe constitutionnel du dogme libéral dans des termes qu'aucune Constitution nationale véritable n'a jamais osé imposer, même celle de la V^e République. **Il faut donc évidemment mener campagne contre le projet Giscard.**

Si elle était vraiment menée, une telle

campagne représenterait un élément de clivage et de clarification politique indiscutable au sein de la « gauche ». Elle forcerait au moins une partie des « minoritaires » du Parti socialiste à tenter d'accompagner le mouvement et à se heurter à une direction qui a participé activement à la rédaction d'un texte visant à couler dans le bronze les fondements capitalistes et les traits anti-démocratiques de l'Union européenne. Il faut donc que la tribune des élections européennes soit utilisée pour expliquer aux salariés le contenu du projet de « constitution », **de façon que les défenseurs de ce projet subissent une retentissante défaite.** Il faut qu'en plus de leur portée interne, les résultats des élections aient le sens d'un retentissant « **Non à la prétendue Constitution qui veut institutionnaliser le capitalisme néo-libéral !** », « **Non au projet de Giscard, de Chirac qui est aussi celui de Moscovici et des amis français de Schröder et du New Labour !** ».

UN SECOND CLIVAGE :

LE CARACTERE SOCIAL

ET LES INSTITUTIONS

D'UNE « AUTRE EUROPE »

Aussi important soit-il, le « Non » au projet Giscard ne saurait suffire. Par lui même, il masque les véritables enjeux qui sont, nous le verrons plus loin, le moment absolument critique de leur histoire auquel les classes ouvrières d'Europe sont confrontées.

Une campagne anti-capitaliste sur l'Europe doit en fait se fixer trois objectifs **interconnectés** :

- Combattre, comme nous venons de le voir, pour un « Non » retentissant de la part des salariés et des jeunes.
- Mais aussi faire le bilan de cette « Europe » issue des traités de Rome

(1967), de Maastricht (1991), d'Amsterdam (1997) et de Nice (2000), et donc exprimer un **Non à Maastricht** (et par conséquent également à Amsterdam et à Nice) autrement plus clair que celui du référendum de 1992.

• Enfin, et surtout, de commencer à donner un contenu politique adéquat à l'idée d'une « autre Europe », dont parlent de façon floue et « consensuelle » (car il s'agit de masquer les divergences existant entre ceux qui y font référence) les forces politiques qui combattent le projet Giscard sous cette bannière. Par « contenu politique adéquat », nous entendons un **début de concrétisation, dans les conditions politiques et économiques actuelles, de la perspective des « États-Unis socialistes d'Europe »**. Même si la place qui lui a été réservée n'a pas été aussi centrale qu'il l'aurait fallu, cette perspective a toujours constitué un élément central du patrimoine théorique commun des organisations trotskistes. Elle a été mise au placard, si ce n'est abandonnée. A tort. Ici, je défends la position de *Carré Rouge* : il faut faire vivre de nouveau la perspective des « États-Unis socialistes d'Europe ». Cela pourrait se faire sous la forme de l'alliance des salariés de tous les pays d'Europe, gouvernant eux-mêmes *chez eux* pour le compte de la grande majorité des citoyens, et se coalisant autour d'un programme d'action *commun* contre le capitalisme et pour la construction d'une Europe démocratique. Une Europe démocratique se reconnaîtrait par la mise en œuvre d'un ensemble de mesures permettant de mettre fin à la concurrence créée entre les travailleurs sur le marché du travail, et d'établir une division du travail négociée entre pays, ainsi qu'une répartition commune entre eux du temps de travail. Nous y reviendrons plus en

détail dans la suite de cet article.

A la différence du « Non au projet Giscard », la référence élastique à une « autre Europe » ne saurait servir de base à un bloc politique correct. Il serait inconcevable de faire campagne pour une « autre Europe » tant que les leviers de la mise en œuvre du programme européen de lutte contre le chômage proposé par les défenseurs de ce mot d'ordre ne sont pas définis, et aussi longtemps que, derrière le flux des mots, il s'agit de garder, fût-ce en les réformant un peu, les institutions actuelles issues des traités de Rome (1967) et de Maastricht (1991) (Conseil des ministres, Commission, Parlement, Cour européenne). Or cette proposition est bien celle qui ressort d'une lecture un peu attentive des principaux documents qui défendent l'idée de « l'autre Europe ». Au nombre de ces documents, il faut mentionner la *note* de la Fondation Copernic, « Europe : une alternative » [2], texte au demeurant bien documenté et clair, malgré son flou consensuel, préparé par un collectif de « *syndicalistes, militants associatifs, militants de partis, communistes, Verts, socialistes critiques et membres de l'extrême gauche* » [3]. Il faut également mentionner les propositions souvent rhétoriques exposées par Yves Salesse dans son livre, *Manifeste pour une autre Europe* [4], écrit pour marquer ses différences, au demeurant minimales, avec le travail collectif de la Fondation Copernic auquel il a participé. Les deux livres sont obérés par une contradiction interne, dont les auteurs s'attachent à réduire, sinon à occulter les implications. Les deux livres présentent en effet un ensemble de données factuelles dont il ressort de façon très claire que les institutions de l'Union européenne ont été le véhicule de la politique néolibérale, qu'elles ont été « formatées »

pour faire triompher le « *principe d'une économie de marché ouverte, où la concurrence est libre* » (article 102 du Traité de Maastricht). Les deux livres voudraient pourtant convaincre leurs lecteurs que ces institutions pourraient servir de cadre à une « *véritable alternative* », à une « *autre Europe* » véritable.

Si cet article exprime des désaccords très sérieux avec ces deux livres, et défend des positions différentes tant sur les objectifs de « l'autre Europe » que sur ses institutions, ce n'est pas par esprit gratuit de contradiction. Les désaccords découlent notamment d'une appréciation déterminée du moment actuel de l'histoire des classes ouvrières d'Europe, qui est également un moment tout à fait nouveau dans l'histoire de la « construction européenne ».

« L'ÉLARGISSEMENT » :

MISE EN CONCURRENCE

FÉROCE DES

TRAVAILLEURS ET

CHAOS POLITIQUE

Ni la *note* de la Fondation Copernic, ni le livre de Salesse ne disent ce que « l'élargissement » signifie effectivement. Ils ne mettent pas au centre de leur analyse ses impacts économiques et sociaux, ses conséquences pour le taux de chômage et la précarisation du travail (qu'ils condamnent évidemment l'un et l'autre). Et même sous l'angle du fonctionnement des instances de l'Union, la gravité de la situation créée n'est pas soulignée dans toute sa brutalité. Copernic fait brièvement allusion aux impacts sociaux (Yves Salesse n'en parle pas du tout, mais peut-être y trouvera-t-on une phrase qui m'aura échappé), observant que les pays de l'Europe cen-

trale et orientale « ont dans leur quasi totalité une économie déséquilibrée et une situation sociale dramatique suscitée par le passage brutal d'une économie administrée à un capitalisme sauvage plus proche de celui du XIX^e siècle que du capitalisme régulé des temps de l'État Providence ». Cela pourrait être un bon point de départ, mais la question ne connaît aucun développement dans la suite du travail. L'idée qui domine cet aspect de l'analyse de Copernic est que le vrai tournant de la « construction européenne » a déjà eu lieu, au cours des années 1980, au moment où les orientations libérales ont triomphé sous la pression des États-Unis et du Royaume-Uni, et ont trouvé leur consécration dans le traité de Maastricht. L'élargissement ne serait guère qu'un pas de plus dans cette évolution.

Il est indiscutable que, depuis l'Acte unique de 1986, créateur du « grand marché », puis du Traité de Maastricht, les politiques de libéralisation et de déréglementation ont déjà permis aux grandes firmes d'exploiter à fond les différences de salaires, de conditions de travail et de systèmes de protection sociale entre pays de l'Union, et de pousser à leur nivellement vers le bas. Le Portugal et l'Irlande, des régions de l'État espagnol, mais aussi l'Écosse ont servi alors de terre d'accueil privilégiée pour les investissements à faibles coûts de travail, et de point de référence *de facto* pour la fixation du niveau des salaires ailleurs. Mais ce processus est resté circonscrit. L'élargissement constitue un pas **qualitatif** qui a, lui, valeur de **tournant** autant, et peut-être davantage que la période 1983-1986.

En l'absence d'une réaction des salariés-citoyens à la hauteur du danger qui menace ainsi, ce qui a été mis en mouvement est un processus qui verra l'alignement des salariés de toute

l'Europe sur la situation subie par ceux des pays de l'Est ; ils en seront donc rejetés plus d'un siècle en arrière dans leurs conditions d'existence et de travail. Avant même le début formel de « l'élargissement », les conséquences de l'extension du capitalisme à partir de l'Union européenne vers le centre et l'Est de l'Europe, pour y exploiter les travailleurs sans défense des anciens pays « socialistes » se sont fait sentir dans les pays de l'Union à quinze, ici par un début de délocalisation des usines vers l'Est, là (comme en Allemagne ou en Italie du Nord) par le recours au travail temporaire sur la base soit d'une immigration sélective organisée par les États, soit d'une immigration « clandestine » tolérée, voire organisée par le patronat. L'incorporation des pays anciennement membres du glacis soviétique, ainsi que de certains États de l'ex-URSS, va maintenant autoriser le plein déploiement de cette concurrence féroce entre salariés des différents pays. Elle prend appui sur les écarts de salaires et de niveau de protection sociale entre les anciens et les nouveaux pays, ainsi que sur le niveau de chômage élevé, parfois très élevé, qui sévit dans ces pays. Des mesures ont été prises pour que ces écarts perdurent. C'est le sens du refus, sous prétexte budgétaire, de faire bénéficier les nouveaux pays membres des fonds structurels dont l'Italie et l'Irlande, puis le Portugal, la Grèce et l'Espagne ont bénéficié, et qui ont aidé à combler un peu les écarts. C'est sur les travailleurs que l'exploitation de ces différences de rémunération et de protection sociale pèsent de façon immédiate. Les délocalisations industrielles d'Ouest en Est vont se poursuivre, de même que les migrations sélectives. On va voir, comme dans le bâtiment où c'est déjà chose faite, la mise en place progres-

sive sournoise d'un « marché unique du travail » pour différents types de qualifications, dans lequel les « salaires de référence » pour le patronat sont ceux des pays où ils sont les plus bas.

Mais l'extension du processus de libéralisation et de déréglementation va frapper aussi les services publics et l'ensemble des activités sociales. Le résultat, pour ainsi dire mécanique, de ces processus va être une montée du chômage partout, sous l'effet d'enchaînements cumulatifs de baisses du pouvoir d'achat, de baisse également de la demande d'investissement, avec de nouveaux sauts dans la destruction d'emplois, le tout dans un mouvement en boucle.

De façon concomitante, des mécanismes politiques de dislocation ont été déclenchés. Avec « l'élargissement », les instances politiques de l'Union européenne vont cesser de représenter (et aussi de pouvoir se présenter comme) un pôle centripète d'une Europe capitaliste en voie « d'unification ». Elles se seront fait une sorte de « hara kiri », et elles n'existeront plus que comme purs et simples relais des processus de déréglementation mis en branle à partir de l'OMC et des lieux de concertation des intendants du capital de placement financier, comme le FMI et les réunions des ministres de l'Économie et des Finances des pays du G7. Si « gouvernement » il y a au niveau européen, il sera celui des juges et des banquiers. La Cour de Justice de Luxembourg et la Banque centrale européenne seront les institutions disposant du maximum de continuité dans l'action et, dans le cas de la première, avec un pouvoir très fort, celui d'imposer des normes juridiques, voire constitutionnelles « supranationales » au droit interne des pays (les guillemets sont obligatoires, puisque

aucun État européen n'existe ou n'est près de voir le jour). Restera aux gouvernements des États membres à maintenir l'ordre.

**FUITE EN AVANT,
ET DONC PRIORITÉ
À LA RÉPRESSION
ET AU « SÉCURITAIRE »**

Dans chaque pays, les gouvernements et la bourgeoisie sont conscients qu'un mouvement *centrifuge* a été mis en branle et va s'imposer à eux toujours plus fortement. Tous les gouvernements qui le peuvent cherchent à reprendre une partie de leur « liberté d'action » (voir la France et l'Allemagne à propos des niveaux des déficits), tout en prenant appui sur les instances de Bruxelles, Strasbourg et Luxembourg pour attaquer la classe ouvrière de leur pays. Des blocs politiques entre gouvernements, à « géométrie variable », par « affinité » idéologique ou dans la défense d'intérêts communs précis, comme il s'en est formé pour ou contre la politique des États-Unis en Irak, vont se multiplier, se formant et se défaisant au gré des événements. Seuls demeureront deux points stables : l'œuvre de libéralisation et de déréglementation, et le maintien de l'ordre. « L'Europe » (c'est-à-dire les instances de l'UE) se présentera dans toute sa nudité comme une pure et simple instance de déréglementation, comme un lieu dont émaneront des décisions créatrices de pur chaos. Et face au chaos, le cours du « tout sécuritaire », inauguré à l'occasion des attentats du 11 septembre et développé au nom de la lutte anti-terroriste, fera office de réponse commune à la dislocation sociale créée par le capitalisme néo-libéral débridé. L'Europe libérale sera l'Europe des prisons, des restrictions

à la liberté de circulation et des contrôles d'identité, l'Europe de « l'eurocorps », projeté vers le « maintien de l'ordre extérieur », prêtant main forte aux États-Unis dans des opérations impérialistes dont les théoriciens du « nouvel impérialisme » ne se cachent pas [5].

Les conséquences de ce mouvement parallèle et combiné, les impacts brutaux de la concurrence dans l'espace européen « élargi » comme dans celui de l'espace mondialisé construit par le capital, et la dislocation du cadre institutionnel, ce sont des « intellectuels organiques » qui les perçoivent le mieux, ou qui les formulent le plus clairement. Mieux en tout cas que le personnel des partis politiques qui, dans une fuite en avant irrationnelle, ont participé à la création de cette situation de chaos annoncé. Nicole Notat, qui sait de quoi elle parle, lance ainsi un cri d'alarme. Elle fait le constat « *d'un enlèvement de l'Europe sur plusieurs plans : enlèvement institutionnel, croissance plombée, inquiétudes quant aux conséquences d'une concurrence économique intensive, intra et extra européenne [...]. La construction institutionnelle menace l'Union de paralysie. L'architecture déséquilibrée compromet le pilotage conjoncturel macroéconomique, une politique structurelle de développement [...]. L'arrivée des nouveaux pays membres plus soucieux de profiter à plein de l'Union pour accélérer leur croissance que de jouer la carte de l'intégration sociale (sic) peut encore compliquer la tâche jusqu'à la rapprocher des travaux d'Hercule si ce n'est du supplice de Sisyphe* » [6]. De son côté, sous le titre « L'euro, prochaine victime de l'élargissement », le correspondant du *Monde* à Bruxelles, énonce les conséquences de l'obligation qui a été faite aux nouveaux pays membres d'adhérer à l'euro, alors que ni le Royaume-

Uni et ni Danemark n'y ont été contraints. Il prévoit que la zone euro va devenir qualitativement plus hétérogène qu'elle ne l'est déjà, rendant la gestion de la monnaie unique pratiquement impossible, et nourrissant les tendances à la dislocation [7]. Pour ces deux observateurs, on est donc loin d'une situation où les choses vont pouvoir être réglées, déjà avec beaucoup de difficultés, entre les pays membres de l'Europe des Quinze. C'est le chaos qui se profile.

**LA RÉPONSE N'EST PAS :
UNE « EUROPE
SOCIALE »...**

Pour une partie de la gauche, c'est une sorte d'effet de mode depuis longtemps de réclamer une « Europe sociale ». Au départ, il s'agissait de faire un peu contrepoids à l'Europe de la libéralisation et de la déréglementation. Cette « revendication » a été et reste l'apanage des appareils syndicaux (d'abord de la CFDT, mais maintenant de la CGT et donc de tous les dirigeants et militants de la FSU et même du Groupe des Dix pour qui celle-ci donne le « la »). Elle a fait les délices du PCF et d'une partie du PS. **Elle a eu le temps et les moyens de montrer ce qu'elle valait.** Si « l'Europe sociale » avait dû se matérialiser, on en aurait eu au moins quelques expressions tangibles. Mais ce slogan apparaît pour ce qu'il était : creux mais intéressé, c'est une espèce de « feuille de vigne politique » qui se résume à peu de choses. Comme se résume à peu de choses le fait de réclamer qu'il y ait prise en charge partagée des tâches et des coûts des fonctions de « brancardier social » que l'on attend de la mondialisation du capital dans des « contrées civilisées ». Ou encore de demander que le

capital financier internationalisé accepte de faire semblant de reconnaître un besoin de mécanismes scellant la collaboration de classe avec les directions syndicales au niveau « européen » au même titre qu'au plan national. Il fallait ainsi qu'il y ait une transposition et un « vrai respect » au plan européen d'institutions ou de procédures nationales insignifiantes (par exemple la convocation du comité central d'entreprise pour annoncer aux délégués des licenciements qu'ils n'ont aucun pouvoir d'empêcher sauf par les méthodes de la lutte des classes).

La présence au gouvernement, dans les pays de l'Union à quinze, au tournant des années 2000, d'une large majorité de partis sociaux-démocrates ou socialistes, puis la participation très active de représentants de ces partis à la rédaction d'abord de la prétendue « Charte des droits fondamentaux », puis de celle de la « Constitution européenne » a mis du plomb dans l'aile des avocats de « l'Europe sociale ». Le Parti socialiste vient pourtant de la redécouvrir et va s'en servir dans la campagne qui commence. Mais le bilan des années pendant lesquelles cette idée a été défendue est si maigre que les forces syndicales et politiques qui s'y sont attachées, et qui continuent de le faire, ont dû trouver un nouveau vocable, et peut-être même un nouveau cheval de bataille. Il est celui de cette « autre Europe » dont, progressivement, il a été question de plus en plus à gauche. C'est le titre du *Manifeste* de Yves Salesses et cela correspond à « l'alternative » que propose la *Note* de la Fondation Copernic. Le contenu essentiel de « l'autre Europe » reste celui de « l'Europe sociale ». La *Note* lui consacre un long chapitre dont Salesses se démarque dans une courte section. Dans la *Note* de Copernic, on

trouve une série de revendications nettement plus claires et plus appropriées qu'auparavant, mais sans que cette élaboration s'accompagne d'une définition correspondante des moyens nécessaires à leur application effective, qu'il s'agisse du contrôle des moyens nécessaires à leur mise en œuvre ou de la définition des leviers de pouvoir permettant leur réalisation.

MAIS UN PROGRAMME
DE RÉ-APPROPRIATION
SOCIALE, DE CONTRÔLE
DE L'INVESTISSEMENT
ET DE DIVISION ET
DE PARTAGE NÉGOCIÉS
DU TRAVAIL

L'urgence des urgences est de mettre fin à la terrible concurrence à laquelle les travailleurs sont obligés de se livrer entre pays, mais aussi à l'intérieur des pays s'il veulent être employés. La mise en œuvre effective du **droit au travail pour tous et à égalité de conditions** est au cœur de la question sociale. La *Note* de la Fondation Copernic définit (pages 76-78) trois revendications clef qui sont un point de départ tout à fait acceptable, sur lequel il est possible ensuite de construire. Ce sont : • un salaire minimum s'imposant dans l'ensemble de l'espace européen ; • la réduction du temps de travail dans l'ensemble des pays et • une législation unique permettant le contrôle des licenciements. L'établissement de barèmes de salaires européens unifiés, profession par profession, et l'instauration de normes communes de protection sociale et de sécurité au travail, seraient aussi au nombre des mesures à prendre tout de suite. Cependant, la question demeure

: quel type de gouvernements et quelle « Europe » sont disposés à les édicter et à les imposer aux entreprises. C'est la même question qui se pose à propos des « lois contre les licenciements ». Il ne peut s'agir que de gouvernements démocratiques agissant dans l'intérêt des salariés-citoyens et soumis à leur contrôle permanent. Nous y reviendrons un peu plus loin.

Les mesures de régulation du marché du travail ne résolvent pas la question du chômage au niveau qu'il a déjà atteint dans l'ensemble de l'Union à 25, et encore moins aux niveaux où il peut monter d'ici un an ou deux. Seul le lancement de très grands travaux pourrait parvenir à renverser la courbe et à déclencher des mécanismes cumulatifs créateurs de pouvoir d'achat ouvrier et de relance de la demande. Ni Copernic ni Yves Salesses n'en parlent. Il faut pourtant le faire, et dire que la condition pour la mise en œuvre effective du droit au travail pour tous est **la récupération face au capital du contrôle social sur les moyens qui permettent le financement de l'investissement.**

Aujourd'hui, les décisions d'investissement (produire quoi ? [quelle branche ou secteur ? pour quel marché en termes de niveau de couches sociales visées et de qualité de biens ou de services offerts] ; produire où ? [quelle zone économique ou quel pays ?]), sont de nouveau totalement entre les mains du capital privé. Celui-ci est libre de se mouvoir librement, de localiser ses sites de production où il le veut. Cette concentration du pouvoir de décider de l'investissement s'accroît d'année en année, voire, dans les périodes de « fièvre des OPA/OPE » de mois en mois. Sous l'effet du double mouvement interconnecté de centralisation de l'argent entre les mains d'institutions financières, bancaires et non-bancaires, toujours plus puissantes,

engagées elles-mêmes un processus de concentration encore très loin d'être achevé, et de concentration proprement dite des groupes industriels, les salariés, mais aussi la société tout entière se voient confrontés au capital comme à une force étrangère et hostile qui se comporte comme telle. Il n'est pas question de ces processus dans la *Note* de Copernic. Ils ne sont qu'évoqués par Yves Salessse, et uniquement dans le cadre d'une réflexion dont les conclusions demeurent inachevées sur le « manque d'intérêt » du capital pour la « construction européenne ». Nous y reviendrons plus loin.

Le financement des grands travaux, rendus indispensables par ailleurs par la dégradation des conditions de logement, de services publics et de santé dans les banlieues ghettos, le sous-investissement dans les voies ferrées au niveau national et paneuropéen, comme dans les autres transports collectifs, etc., doit se faire à la hauteur de ce qui est considéré comme le chiffre indispensable au succès de ces dépenses d'investissements, à un niveau suffisant pour enrayer le chômage, et donc sans que les arguments relevant de « l'impossibilité budgétaire » soient opposés aux ministères ou aux agences publiques qui les proposent. La récupération par le corps social démocratique des moyens qui permettent le financement des mesures nécessaires pour satisfaire les besoins individuels et sociaux essentiels (logement, santé, encadrement scolaire à la hauteur définie par les enseignants eux-mêmes, infrastructures des banlieues, etc.) et pour éliminer ainsi le chômage suppose plusieurs mesures. L'une est de rétablir ou d'établir des formes d'appropriation sociale sur les entreprises de service public comme sur celles qui sont importantes au plan de la stratégie économique. Une autre est d'en finir avec « l'indépen-

dance des Banques centrales », de renationaliser ou plus exactement de « **re-socialiser** » le crédit, et de transformer la Banque centrale européenne en banque de financement des investissements paneuropéens. Grâce à des mesures de ce type, les salariés de chaque pays récupéreront le contrôle *chez eux* de la maîtrise indispensable de la décision d'investissement. Le chômage serait jugulé grâce à l'investissement public et à la répartition du crédit en fonction de priorités sociales et industrielles établies politiquement. *Ensemble*, ils coordonneraient les investissements paneuropéens indispensables.

Qui dit appropriation ou ré-appropriation sociale dit expropriation des propriétaires du moment, c'est-à-dire aujourd'hui d'une combinaison de très grandes fortunes familiales et de détenteurs de paquets d'actions (les « investisseurs institutionnels »). Or, depuis 1945 jusqu'à nos jours, qu'a-t-on connu, si ce n'est un processus multiforme de dessaisissement des citoyens-salariés des décisions clefs, d'appropriation privée des choix d'avenir et de modifications dans la répartition du revenu national, qui correspond à rien de moins qu'à une expropriation. **L'expropriation devra se faire pour l'essentiel sinon totalement sans indemnisation** (à l'exception des petits possesseurs de titres?), sous peine de recommencer l'expérience de 1982, où le capital financier a été enrichi en deux temps. Celui-ci a commencé par être indemnisé en « cash », de sorte qu'il a pu « placer » presque immédiatement les fruits de l'indemnisation en titres de la dette publique, à des taux d'intérêts très élevés, aggravant la modification dans la répartition qui s'opérait par la baisse des salaires relatifs, et entraînant surtout le pays dans la spirale infernale de la dette, levier des privatisations et

de la déréglementation.

Le processus d'appropriation ou de ré-appropriation sociale ne peut pas concerner les seules entreprises de service public. L'existence des grands groupes industriels et financiers issus des fusions-acquisitions, qui ne répondent qu'à leurs actionnaires et sont gérés pour générer la « valeur pour l'actionnaire », interdit tout contrôle social de l'investissement. Elle est également incompatible avec une démocratie véritable. Il n'est pas nécessaire de rappeler ici les divers moyens par lesquels ces groupes pèsent sur les décisions politiques et cherchent à façonner ce qu'on nomme « l'opinion publique ». Ils devront donc être démantelés et divisés en entreprises d'une taille telle que puisse s'y exercer le contrôle ouvrier sur l'investissement et la production, et que puisse être réduite leur capacité à peser sur la délibération démocratique.

Une législation paneuropéenne du travail ne viendra pas à bout à elle seule de la terrible concurrence à laquelle les travailleurs sont obligés de se livrer entre pays. Dans la première phase du Marché Commun, il a pu sembler qu'une division du travail entre pays commençait à s'esquisser. A mesure que la libéralisation a créé un pur et simple espace de concurrence, mais aussi que les OPA/OPE ont conduit à la naissance de groupes industriels profondément soumis aux impératifs des actionnaires et aux humeurs des marchés financiers, les espoirs créés sur ce plan se sont évanouis. **Aujourd'hui, il n'y aura de division internationale du travail entre les pays européens que pour autant qu'elle sera organisée et négociée, et protégée des effets destructeurs de la concurrence capitaliste sauvage.** Elle conditionne l'avenir des travailleurs et de leurs familles. Elle conditionne la défense de l'environne-

ment, c'est-à-dire de l'autre volet de la préservation des conditions sociales de la reproduction sociale, à commencer par les plus exploités qui sont toujours les plus exposés aux effets des dégradations de l'environnement [8]. Une division internationale du travail négociée est étrangère au capital. **Seuls les salariés organisés politiquement, ayant pris entre leurs mains les rennes du pouvoir dans leur propre pays, peuvent ordonner rationnellement l'immense potentiel productif, humain et matériel des pays d'Europe.** C'est ici que nous retrouvons le noyau dur, qui reste intact, de l'analyse de Trotski sur les États-Unis d'Europe: d'abord la nécessité d'organiser les forces productives à cette échelle, comme réponse à la concurrence sauvage et au chômage, et comme point d'appui dans le combat contre l'impérialisme mondial considéré comme un tout; ensuite, la certitude que seuls des gouvernements d'un certain type, formés dans des processus marqués par l'intervention directe des salariés et œuvrant dans de nouveaux rapports avec les travailleurs et les opprimés, seraient capables de mettre une telle division du travail en œuvre. Il faut donc parler maintenant des leviers politiques d'un programme européen de défense de la condition des salariés.

QUEL TYPE

DE GOUVERNEMENT

POUR APPLIQUER

LE PROGRAMME

DE DÉFENSE

DES TRAVAILLEURS ?

Là où le groupe de Copernic considère que les institutions de l'Union, pourtant au cœur des politiques de libéralisation et de déréglementation,

sont réformables (voir le chapitre 7, conclusion de ce livre), Yves Salesse, lui, s'interroge. Il est plus dubitatif. L'une de ses principales thèses, là où la *Note* de Copernic est très discrète, concerne la place centrale des gouvernements nationaux dans la prise de décision au niveau de l'Union européenne, et donc leur responsabilité écrasante dans le cours pris par l'Union européenne. Salesse énonce aussi ce qu'il définit comme la contradiction majeure: « *Sur des sujets majeurs, les États ne peuvent pas agir seuls, ils sont objectivement dépassés; ce qui fonde le besoin d'Europe. En même temps, ils ne sont pas immédiatement dépassables comme cadre politique. C'est dans les États que s'organise encore fondamentalement la vie politique et sociale. On y débat, on y lutte, on y vote.* » [9]

Il est exact que c'est dans le cadre des États que s'organise encore fondamentalement la vie politique et sociale. Mais il ne faut pas s'arrêter en chemin. Il faut dire quel type de gouvernement, surgissant comme résultat de la lutte des classes, dans un cadre national, en France, en Italie, en Allemagne, en Espagne ou ailleurs, est nécessaire pour donner vie à une Europe qui ne serait plus une Europe de la déréglementation et du chaos économique, social et politique. Les « États » ne sont pas des entités abstraites, désincarnées. Ils renvoient à deux réalités politiques fondamentales. La première est celle des « nations », qui sont la résultante des luttes de classe qui s'y sont déroulées et des rapports politiques qui les marquent à chaque moment. La seconde est celle des appareils politiques d'État, avec tout ce qu'ils comportent de « contrainte légale », de « pouvoir d'État » au sens le plus fort. Ces appareils sont animés et dirigés par des gouvernements précis. Se réfugier derrière le terme d'*État* re-

vient à se taire sur la nature des gouvernements susceptibles de bâtir une « autre Europe ». Dans le cas français, pour être précis, pourrait-on attendre d'un gouvernement fondé sur une nouvelle mouture de la « gauche plurielle », issue d'un regroupement du type Ramulleau (dont Yves Salesse est un membre très actif) qu'il dénonce les traités de Maastricht, d'Amsterdam et de Nice ? C'est pourtant le préalable *sine qua non* au « processus constituant » dont il est aussi question à la fin de son livre.

« *Il n'y a pas, constate Salesse avec un soupçon de regret, de capital européen aspirant à l'Europe politique [...], pas de capital qui réclame une forme parastatistique européenne dans son affrontement avec les autres pôles capitalistes* » [10]. C'est la confirmation de l'un des principaux points défendus sur les États-Unis d'Europe par Trotski. Le capital ne s'est intéressé à l'Europe (et continue plus que jamais à s'y intéresser) qu'en tant que point d'appui indispensable pour l'attaque contre les salariés dans chaque pays individuel. Dans tous les pays, à la seule exception du Royaume-Uni, la bourgeoisie n'aurait jamais pu avancer si loin dans la voie de la libéralisation et de la privatisation si elle n'avait pu prendre appui sur les institutions européennes. Le conseil des Ministres de l'Union a été le lieu où s'est scellé pendant quatre décennies l'alliance des bourgeoisies et des gouvernements travaillant pour leurs propres intérêts contre les classes ouvrières.

A cette alliance des bourgeoisies et des gouvernements, il faut opposer l'alliance des salariés organisés, des classes ouvrières au sens contemporain du terme. L'enjeu historique auquel elles sont confrontées, face aux dangers mortels qui pèsent sur elles, est de construire « L'Alliance européenne des salariés pour une Europe

des travailleurs » dans le but de mettre en œuvre des mesures du type de celles présentées brièvement plus haut. **C'est cela qu'il faut dire aux militants.** C'est là la perspective qu'il faut argumenter, illustrer, défendre, et non celle, à la fois vague, insipide et à terme dangereuse (car n'importe qui peut s'en emparer, même le FN et autres partis du même acabit) d'« autre Europe ».

Les bases d'une telle alliance peuvent être jetées dès maintenant. Mais pour devenir opérationnelles et pour qu'une « Europe des travailleurs » soit construite pour appliquer, face au capital, un programme de reconstruction des ravages sociaux et écologiques du capitalisme sauvage, **il faut que les classes ouvrières soient d'abord devenues maîtresses chez elles.** Répétons que c'est bien au sein des États que s'organise encore principalement la vie politique et sociale et que se déroule la lutte des classes. C'est là qu'une forme adéquate de pouvoir démocratique des salariés, contrôlant en permanence leurs mandataires, doit voir le jour. C'est dans le cadre national que les salariés doivent d'abord faire le ménage chez eux, pour leur propre compte, en sachant que chaque victoire sera un encouragement pour les travailleurs des pays voisins. Des classes ouvrières qui auront accompli cela seront alors libres de nouer des liens politiques d'un type nouveau, matérialisés par des institutions nouvelles appropriées aux tâches à accomplir en commun.

« L'EXCEPTION

FRANÇAISE »

N'A DE SENS

QUE PROJETÉE

VERS L'EUROPE ENTIÈRE

Venant après les luttes de mai-juin 2003, les élections régionales et la crise politique dont elles ont révélé l'ampleur, démontrent une nouvelle fois que « l'exception française » est bien une réalité. Elle est faite d'un ensemble complexe d'éléments. Ceux-ci incluent l'héritage historique propre à la classe ouvrière et aux intellectuels radicaux vivant et travaillant dans ce pays, héritage qui remonte à la Révolution de 1789-1793, et comprend les grands moments de la lutte des classes et du combat démocratique survenus depuis, même si l'héritage est partiellement grevé par le passé colonial dont les effets pèsent encore sur la pensée de beaucoup de salariés. Elle est marquée surtout par les rapports à peu près uniques en Europe établis par la classe ouvrière entendue au sens large (chômeurs et jeunesse ouvrière incluse) avec ses représentants en titres, le PS et ce qui reste du PCF, et cela, indépendamment des voix qu'elle leur apporte aux élections. « L'exception » est le socle sur lequel a reposé jusqu'à présent (sans que cela puisse durer indéfiniment) une capacité des salariés, plus élevée que dans les pays voisins, de combattre pour défendre le système des retraites et freiner la marche à la privatisation. Ces combats ne se sont pas achevés par les victoires que les salariés auraient souhaitées, mais en comparaison avec d'autres pays, y compris maintenant l'Allemagne, les institutions issues de 1936 et de la révolution contenue de 1944-1945 sont encore debout. Le président du Medef ne se lasse pas de le déplorer.

Mais « l'exception française » ne peut acquérir sa pleine signification que si elle est projetée au delà des frontières « nationales ». Son issue positive ne se situe pas en France, mais en Europe. Les salariés et les jeunes des pays d'Europe ont un besoin encore plus

fort que les bourgeoisies de s'épauler les uns des autres, de mener un combat contre ces ennemis qui ont un visage précis dans chaque pays, et qui se retrouvent au sein des organismes de l'Union européenne. C'est pour cela qu'ils doivent tisser des liens nouveaux dans un processus qui **combine** la lutte de chaque classe salariée contre sa propre bourgeoisie et ses propres gouvernements et « partis de gouvernement », avec la lutte commune contre les politiques néo-libérales de l'Union européenne, de même que contre les institutions sur lesquelles chaque bourgeoisie et chaque gouvernement prend appui.

Ce qui s'est passé le 15 février 2003, où ont eu lieu des manifestations dans toutes l'Europe contre la guerre en Irak, indépendamment de la position prise par les différents gouvernements et en dehors des clivages passagers qu'il y a eu entre ceux-ci, ont montré la disponibilité de couches de la classe ouvrière et de la jeunesse à se retrouver dans un combat commun. **La lutte pour l'Europe des travailleurs, les États-Unis d'Europe, est effectivement la lutte pour l'Europe de la paix contre l'Europe de la guerre, ou pour utiliser le vocable en vogue, contre « l'Europe-puissance ».**

L'enjeu est donc de savoir si, au-delà de la défaite de Chirac, de Raffarin et de l'UMP qui s'annonce, la campagne des élections européennes peut être menée de manière à approfondir la brèche déjà ouverte dans le dispositif de domination de classe en France, tout en contribuant à féconder la lutte des classes dans toute l'Europe. Jeter les bases d'une projection de « l'exception française » vers l'Europe contribuerait aussi, à un moment donné, à déterminer l'issue positive des luttes en France. Celles-ci peuvent aller loin, bien au-delà de l'évic-

tion de Chirac, déjà inscrite dans le développement de la situation française ; mais c'est au niveau de l'Europe, **et à ce niveau seulement**, que se situe la possibilité de modifier **durablement** les rapports politiques entre les classes dans ce pays.

Les salariés français ont effectivement besoin d'une « autre Europe ». Elle n'est pas celle qui leur est proposée par les deux livres évoqués ici. Elle serait celle dont tant de militants, de salariés, de jeunes attendraient de comprendre le contenu au terme d'une campagne claire de la LCR et des autres organisations d'extrême gauche.

Notes

1- Comme 99.9 % des membres d'Attac, c'est *Le Monde* du 22 avril qui m'apprend l'opération montée par Bernard Cassen

dans la croisade qu'il mène avec les représentants à Attac du PCF contre la LCR et les « gauchistes », présentés comme les ennemis intérieurs.

2- Collectif d'auteurs membres de la Fondation Copernic, « Europe : une alternative », collection *Les Notes de la Fondation Copernic*, Syllepse, hiver 2003.

3- Voir page 13. Comme exemple d'une rédaction floue masquant des divergences profondes, mais qui reste facilement déchiffrable, citons le passage suivant rédigé sans doute de façon à être accepté par les membres du PS qui ont travaillé dans le collectif : « *L'Europe n'est toujours qu'une construction, un objectif général, qui, faute de projet mobilisateur n'est que très imparfaitement partagé. L'enfermer dans des règles intangibles serait une absurdité contre-productive pour l'ambition d'une Europe rassemblée. Mais cette construction a besoin de repères stables qui dépassent la seule logique interétatique des traités. Un texte de portée constitutionnelle est ain-*

si un objectif raisonnable. Pour peu qu'il ne fonctionne pas comme un substitut de projets, pour peu qu'il puisse se raccorder à la perspective d'une Europe différente dans ses visées et ses méthodes » (page 115).

4- Yves Salesse, *Manifeste pour une autre Europe*, Éditions du Félin, Paris, 2004.

5- Voir les articles de Claude Serfati dans les numéros précédents de *Carré Rouge*.

6- Nicole Notat, « L'avenir contrasté du modèle social européen », *Le Figaro*, 24 mars 2004.

7- Arnaud Leparmentier, « L'euro, prochaine victime de l'élargissement », *Le Monde*, 6 mars 2004.

8- Je renvoie à l'article écrit avec Claude Serfati. Voir Chesnais, F. et Claude Serfati, « Les conditions physiques de la reproduction sociale », in J.-M. Harribey et Michael Löwy (sous la direction de), *Capital contre nature*, Actuel Marx Confrontation, Presses Universitaires de France, Paris, 2003.

9- Ibid, pages 96-97.

10- Salesse, *Manifeste*, pages 48 et 50.

Des esprits mesquins auront sans doute la cruauté de se souvenir de la une du *Monde* : « La leçon de José Maria Aznar à la droite française » [1] Notre homme pousse la modestie jusqu'à oser la comparaison avec Cincinnatus et Charles Quint ! Et le grand quotidien de reprendre les propos de ce remarquable politicien : « *j'ai donné une recette à l'UMP* » [...] il lui faut « une équipe, un parti uni et un projet » (4 /12/ 2003) Ce projet « *innovant* », digne héritage du *Caudillo* (« *Una, grande y libre* ») est, il est vrai, caressé par toutes les bourgeoisies d'Europe, depuis Berlusconi en passant par le tandem Chirac - Monod, grands accoucheurs de cette étrange créature qu'est l'U. M. P (à présent, sans Juppé, un canard sans tête) Nombre d'observateurs se sont évidemment empressés de faire un parallèle entre la situation française et celle de la péninsule. La coïncidence des dates et des événements démontre en tout cas que les travailleurs d'Europe essayent de se disposer en ordre de combat du même pas et avec les mêmes aspirations contre le Léviathan de la mondialisation. Nous nous bornerons ici à donner quelques éléments de réflexion sur la situation espagnole.

L'insurrection des peuples d'Espagne contre le mensonge et le terrorisme d'État

UN « MODELE DE
TRANSITION » DÉJÀ FONDÉ
SUR LE MENSONGE : « LE
PACTE DU SILENCE »

El « Pacto del silencio », ainsi a-t-on souvent résumé les conditions du passage de la dictature de Franco à la monarchie de Juan Carlos. « *Si nous voulons que tout continue comme*

avant, il faut tout changer » disait cyniquement Tancredi dans le roman de Lampedusa, *Le Guépard*. A la mort du dictateur, les anciens dignitaires du régime se donnèrent tous les instruments pour maintenir leurs privilèges.

Que cela nous plaise ou non, malheureusement, les peuples d'Espagne ne sont pas parvenus à arracher les libertés, comme on l'a souvent déclaré avec lyrisme. Sous certaines modali-

tés, avec des avancées démocratiques importantes (il serait absurde de les nier), ce qui avait été prévu par les grands de ce monde et les tenants de l'ancien régime a été mis en place. Cette monarchie parlementaire était et reste une démocratie octroyée, héritière du franquisme. Inutile de revenir sur la désignation par Franco, en 1969, de son successeur Juan Carlos [2] Il faut le souligner, le cas est unique en Europe occidentale. Après les dictatures fascistes des années trente, partout, la rupture s'était faite par une révolution. La transition, malgré les volontés conservatrices, n'avait pu être une simple continuité entre dictature et démocratie (Italie, France, Grèce, Portugal). En 1945 en Italie, le rêve caressé par le stalinisme d'une prolongation de la monarchie avait été balayé. Pour la première fois, en Espagne, cette solution de la bourgeoisie s'est avérée possible. Cependant cette monarchie mise en orbite par les États-Unis d'Amérique et l'URSS, portée sur les fonts baptismaux par le Vatican, la social-démocratie et le stalinisme, a dû concéder de très larges libertés démocratiques aux salariés et aux peuples d'Espagne avant d'intégrer la communauté européenne.

Un des héritages du franquisme, ce furent les bases nord-américaines en Espagne. Comme le souligne Zbigniew Brzezinski [3], « *Aujourd'hui l'Europe [...] fournit un tremplin à l'expansion de la démocratie vers l'est du continent [...]. Pour le dire sans détour, l'Europe de l'Ouest reste dans une large mesure un protectorat américain et ses États rappellent ce qu'étaient jadis les vassaux et les tributaires des anciens empires* ». Quel est pour Brzezinski l'élément essentiel de subordination des Etat-nations d'Europe à l'Empire : c'est l'OTAN (« *Sans l'OTAN, l'Europe plus vulnérable et*

soumise à des tendances centrifuges se fragmenterait rapidement ») D'où les propositions (dès 1997) d'incorporer dans l'OTAN les pays baltes, les États de la Mittle-Europa, la Pologne, etc., comme préalable à l'intégration dans l'UE. C'est chose faite. La Turquie suivra (puisque membre de l'OTAN), car l'Oncle Sam en a décidé ainsi. On comprend dès lors que la volonté forcée de Felipe Gonzalez d'imposer absolument l'entrée de l'Espagne dans l'OTAN avait un double avantage : diluer le passé pas très ragoûtant des relations Franco-Eisenhower, et prendre toute sa place comme vassal des USA dans une Europe prétendument indépendante.

EN 1996, LES MENSONGES ET LA CORRUPTION CHASSENT FELIPE GONZALEZ MARQUEZ

Il y a huit ans, en 1996, le nouveau PSOE, « relooké » par Felipe Gonzalez, perdait les élections. Les salariés écœurés de la politique ultralibérale de ces « socialistes » se détournèrent de ce « modernisme » qui restructurerait à tour de bras, écornait le droit de grève, pourchassait les travailleurs immigrés, multipliait les chômeurs, et essayait de régler la question basque par des assassinats cyniques de barbouzes et de gangsters [4] Les peuples d'Espagne rejetaient (déjà) le mensonge et le terrorisme d'État orchestré, alors, par Felipe Gonzalez. Cette fin de règne corrompue et lamentable laissait la voie grande ouverte au PP. Aznar, personnage aussi médiocre que Raffarin, a souvent été présenté par les médias comme un remarquable politicien à qui l'Espagne devrait une cure de jouvence économique !

Quelques jours avant sa non-réélection, les éditoriaux européens ne ta-

rissaient pas d'éloges sur sa « réussite ». Précisons. Aznar, de tradition familiale franquiste, s'est entouré très vite d'une garde rapprochée de financiers ultralibéraux (Mariano Rajoy, Rodrigo Rato) et de proches de l'Opus-Dei, véritables intégristes catholiques. Sa propre épouse, Ana Botella, n'a jamais démenti cette filiation. Une sorte de copie conforme de ce qu'avait fait Franco à partir des années soixante. Contrairement à ce que *Le Monde* a souvent prétendu, son parti, le PP (Partido Popular) est bien loin d'être un parti de « centre droit ». C'est un conglomérat d'ultra-libéraux, de démocrates-chrétiens et de débris du fascisme. De fait, un parti franquiste « civilisé », comme diraient certains. Lors du dernier mandat, des transfuges auparavant staliniens lui servirent de caution « démocratique » (Josep Piqué ou Pilar del Castillo) Cela n'est pas sans rappeler les itinéraires d'Alexandre Adier, de Blandine Kriegel, voire de Régis Debray en France. L'objectif avoué était une véritable Restauration. En un mot, reconquérir tout ce qui avait pu échapper, en partie, au capital financier et à l'Église depuis la mort de Franco en 1975. Une politique de privatisation forcée au profit exclusif d'un clan en usant des méthodes d'un clientélisme électoral fort traditionnel. La première législature d'Aznar se voulait une réponse à la corruption du régime précédent. Cela ne fut pas immédiatement lisible, mais on a très vite vu que l'important était d'imposer une parole et une pensée unique à travers les médias dans le style Berlusconi. Le deuxième mandat d'Aznar et de son gang fut plus cynique, se croyant assuré de son avenir.

Le deuxième volet était politique, il s'agissait de régler la vieille question des nationalismes périphériques à la

manière du vieux franquisme en mettant au pas les peuples d'Espagne. Tout particulièrement les Basques, les Catalans, les Galiciens mais également les Andalous.

Enfin, en ce qui concerne la politique étrangère, Aznar reprenait à son compte les vieilles lunes de la bourgeoisie castillane, qui déplorant la perte de sa « gloire », prétendait rivaliser avec les « grands », perdue dans des mirages impérialistes hérités de 1898 ou de la Première Guerre mondiale ! La « glorieuse » entrevue des Açores, Bush-Aznar-Blair, décidant du déclenchement de la guerre en Irak, prétendait redorer ce vieux bric-à-brac nationaliste hispanique.

« AZNAR CULPPABLE ! »

(« AZNAR COUPPABLE ! »)

ATTENTATS DU 11 MARS !

LA COUPE EST PLEINE !

Avant d'aborder la question des attentats monstrueux de Madrid, il convient de voir que ce dénouement a été précédé d'une accumulation de crises et de provocations ponctuées de « réformes » et d'événements. Un authentique dossier à charge contre Aznar et son clan. On peut les classer de la manière suivante : la « réforme » de l'Éducation, la crise économique, la catastrophe du *Prestige*, la guerre en Irak et l'alignement derrière l'impérialisme anglo-américain, la question des nationalités historiques (Catalogne, Euskadi, Galice) qui s'accroît avec les particularismes divers (Andalousie ou Aragon par exemple), enfin le carnage de Madrid du jeudi 11 et les élections du 14 mars 2004.

□ **Mai 2002, liquidation de la ESO (Educacion Secundaria Obligatoria) et réforme de l'en-**

seignement Ley Orgànica de Calidad de la Educacion (Loi Organique de Qualité de l'Éducation)

La réforme ESO suivait les orientations européennes de la réforme Haby (rebaptisée « réforme 75 » ou « collègue unique » à partir de 1981 en France). Inutile de commenter. La « réforme » Aznar-del Castillo, baptisée par antiphrase « de qualité » se fixe pour objectif le développement du secteur privé (déjà bien plus important qu'en France) et surtout de réintroduire le catéchisme catholique à l'École comme matière obligatoire à tous les niveaux. A titre dérogatoire, on pourra avoir l'enseignement du « fait religieux » (tiens, Stasi, Lustiger, Ferry, Debray ont fait des émules) Évidemment ce retour aux pratiques du « nacional-catolicismo » cher au franquisme et à l'Opus Dei, va soulever dans toute l'Espagne un tollé parmi les enseignants mais aussi chez les élèves et les parents. Ce retour du totalitarisme clérical pourrait paraître curieux. Il n'en est rien. La pratique religieuse se réduisant comme peau de chagrin (en Espagne comme en France), l'Église essaie de récupérer ce qu'elle peut, par le biais de l'État. Il est à souligner que d'aucuns ont feint de voir une évolution de l'Église espagnole. Or l'Espagne n'est pas laïque, et si la Constitution de 1978 garantit la liberté religieuse, elle tient à préciser (article 16,3) : « *Les pouvoirs publics tiendront compte des croyances religieuses de la société espagnole et maintiendront conséquemment les relations de coopération avec l'Église catholique et les autres confessions* ». La messe est dite. La seule confession expressément mentionnée est la Sainte Église apostolique et romaine. Mais cela n'est que verbiage. Car pendant que les députés approuvaient cet habillage, en

1978, le gouvernement Suarez d'alors s'empressait de signer un Traité, à Rome, confirmant et étendant prérogatives et privilèges (entre autres financiers) concédés au clergé. Ainsi, tous les ans une enveloppe est allouée à l'Église catholique, avant même le vote du budget par les députés. Le clergé est évidemment payé comme sous Franco. Mais cela ne suffisait pas à José Marié Aznar et aux gens de l'Opus-Dei : il fallait récupérer dans l'Éducation nationale le catéchisme déserté par la jeunesse. L'épiscopat s'est impliqué dans cette réforme d'Aznar. Aussi, après les élections du 14 mars, le Cardinal Antonio Maria Rouco s'est empressé, en termes prudents, de condamner la dépénalisation de l'avortement et toute réforme de l'enseignement religieux (27 mars 2004). Le gouvernement autonome dirigé par le Parti Nationaliste Basque (catholique), pourtant adversaire du PP, s'est quant à lui empressé d'appliquer cette loi réactionnaire en Euskadi.

Cette question a resurgi à l'issue des attentats. Nombre de familles ont refusé d'assister à la cérémonie catholique présidée par le cardinal Rouco (qui ostensiblement tendait la main à Juan Carlos pour se faire baiser l'anneau), considérant que c'était au mépris des croyances (ou non croyances) des victimes. De plus la présence d'Aznar et de sa bande dans l'église huppée de la Almudena [5] apparaissait comme une véritable provocation.

□ **Un pays ravagé par le chômage. 20 juin 2002, grève générale**

CCOO et UGT appelaient à la grève contre les décrets-lois réduisant les allocations chômage (« *Decretazo* »). Elle paralysa toute l'économie. Le ministre de la propagande, Pio Caba-

nillas, évoquait quant à lui de légères perturbations, et la TVE parlait d'un mouvement ultraminoritaire.

Il est notable que les médias européens ne cessent de s'extasier sur le « miracle » espagnol. C'est fermer les yeux sur l'affairisme et l'endettement. Rappelons, entre autres, le scandale des « investissements » en Argentine (la France a complété l'ouvrage) Un véritable pillage, qui s'achève en banqueroute car l'Argentine ne peut plus payer ces dettes créées par les requins de la finance européenne. L'Espagne ouvre de gigantesques camps de concentration pour les immigrés arrêtés aux frontières (ceux qui quotidiennement sont repêchés noyés sur les plages de Punta Tarifa ou d'Almería n'auront pas la chance d'y séjourner...). L'emploi précaire s'est développé de manière monstrueuse, les aides aux chômeurs ont réduit à la misère des pans entiers de la société. Peu de temps avant le « 11 mars », des affrontements d'une violence inouïe avaient secoué les chantiers navals de Cadix, les ouvriers s'affrontant masqués à des policiers avançant derrière des blindés. De véritables scènes de guerre !

□ **La catastrophe du « Prestige », 13 novembre 2002 : « Nunca mais ! » (« Plus jamais ça ! »)**

Dans la plus pure tradition du *Caudillo*, Manuel Fraga Iribame, président de la *Xunta* (gouvernement autonome de Galice) se livrait à une partie chasse quand il apprit que le pétrolier venait de s'échouer sur les côtes. De conserve avec le gouvernement de Madrid, la décision fut prise de remorquer l'épave en haute mer où elle finit par se briser. Le calcul de ces abrutis était certainement que la pollution échoue sur les côtes de France ou du Portugal. On connaît la suite catastrophique. Au-delà de la

gestion irresponsable et scandaleuse, on retrouve le même mépris de la population et des « gens d'en bas » propre à la période de la dictature.

Mais souvenons-nous. Le 20 novembre 1965, c'est ce même Fraga qui déclarait déjà au *Times* que Juan Carlos serait roi d'Espagne. C'est toujours ce même Fraga qui, en mars 1966 se baignait à Palomares où un B52 avait perdu trois bombes H ! Les manifestations énormes contre Aznar et Fraga faisaient vaciller le pouvoir du vieux cacique fasciste de Galice. Néanmoins, une longue habitude de clientélisme permettait que cela n'ait aucune traduction lors des élections régionales de Galice. Elles donnaient aussi l'impression trompeuse au PP (et aux médias) que l'on pouvait se permettre n'importe quoi en toute impunité.

□ **16 mars 2003, le sommet des Açores annonce l'entrée en guerre en Irak**

La décision de Bush de se lancer dans la guerre allait voir des millions d'Espagnols manifester dans la rue. La fureur sera d'autant plus grande qu'Aznar décide de s'engager aux côtés des troupes nord-américaines, apparaissant comme une authentique serpillière de l'Empire. Soulignons que le ressentiment contre les USA est fort ancien et tient parfois de l'irrationnel collectif des peuples. Les USA ? Ils « ont fait perdre » Cuba et les Philippines à l'Espagne en 1898 ! La base de Guantánamo est toujours là pour rappeler cette vieille histoire. Plus près de nous, chacun retient que ce sont les USA qui, dans le cadre de la guerre froide, permettront la survie et la prolongation du régime franquiste. De plus, dans l'histoire du XX^e siècle, les aventures coloniales au Maroc se sont soldées par des désastres militaires sanglants qui restent gravés

dans la mémoire collective (1909 et 1921). De l'extrême gauche à l'extrême droite de l'éventail politique, Aznar faisait l'unanimité contre lui.

□ **16 novembre 2003 élections autonomiques en Catalogne**

Et puis la question des nationalismes basque et catalan va continuer de pourrir le climat. Le problème de la poursuite des actions armées de ETA vient évidemment polluer tout ce débat. En interdisant la vitrine politique du mouvement nationaliste, *Herri Batasuna*, Aznar pense qu'il peut du même coup régler son compte non seulement à ETA mais aussi au vieux PNV. Or celui-ci joue constamment de l'ambiguïté et du marchandage pour essayer d'arracher des droits à l'État espagnol. Au lieu d'essayer de trouver une voie négociée et démocratique avec les Basques, Aznar, fidèle au modèle hérité de la dictature, va au contraire jouer la tension permanente avec le *lehendakari* (président du gouvernement autonome), Juan José Ibarretxe. C'est le même registre qui sera utilisé contre les Catalans. Le vieux caudillo catalaniste conservateur et démagogue, Jordi Pujol, est pourtant obligé de passer la main. Le 16 novembre, le PSC (PSOE), en coalition avec les catalanistes républicains de gauche de l'ERC, emporte la majorité aux élections de la *Generalitat* (gouvernement autonome catalan). Pasqual Maragall constitue un gouvernement de coalition avec le jeune leader de l'ERC, Josep Lluís Carod Rovira. Les fractions les plus déterminées ont voté pour le vieux parti de Companys et Macià, sans passer par le vote PS et sanctionnant ainsi Aznar. En janvier, suite à l'annonce de contacts entre Carod Rovira et ETA, Aznar déclenche une campagne d'une violence inouïe fondée sur l'amalgame simple et grossier : collec-

tivement, les peuples basque et catalan ne sont que des terroristes, alliés objectifs de l'ETA et d' Al Qaïda !

□ **La manipulation constante des médias**

Le 24 juillet 2003 l'Audiencia nacional (Haute cour supérieure de Justice) en vient même à condamner TVE pour manque d'objectivité et mensonge Peu importe : la « communication » redouble d'intensité et s'abat de plus belle sur les téléspectateurs.

□ **Dernier acte, gare d'Atocha, jeudi 11 mars 2004, 200 morts**

On est donc en pleine campagne pour les élections générales qui doivent se dérouler le dimanche 14 novembre. Dès que sont annoncés les attentats, à 7 h 45, la première réaction est évidemment que ce peut être l'ETA. Chacun se souvient que le groupe avait frappé à Barcelone contre un Supermarché Hypercor. Cependant, quel que soit le délire de ces gens, chacun comprend très vite que la dimension du carnage et la méthode n'a pas grand-chose à voir avec eux. Après les choses vont s'emballer. Batasuna dément très vite que cela puisse être les Basques. A midi, la police dévoile les premiers indices permettant de comprendre qui sont les auteurs : les assassins sont des islamistes fanatiques. Le gouvernement le sait déjà. A 13 heures, Angel Acebes, ministre de l'intérieur, et Aznar affirment qu'il n'y aucun doute, c'est l'ETA. Ana Palacio, ministre des affaires étrangères, exige que les ambassadeurs soutiennent « la piste ETA ». Le lendemain vendredi, 11 heures, tous les médias connaissent les informations des enquêteurs et pourtant Aznar continue de mentir. Le soir, malgré la pluie battante, 11 **millions** de personnes descendent dans la rue. Tous les peuples d'Espagne, solidaires, se ras-

semblent dans une atmosphère *étrange*, d'après les témoins. Une sorte d'insurrection de la dignité et du refus de la barbarie. C'est à la fois la fureur contre les assassins, mais aussi la dénonciation du mensonge. Un mensonge d'État qui s'avère de plus en plus énorme. A Barcelone, l'ancien ministre des affaires étrangères du PP, Josep Piqué, est expulsé violemment du cortège par les manifestants. Le gouvernement annonce que la campagne électorale est finie. Des rumeurs se répandent : Aznar voudrait déclarer l'état de siège et annuler les élections. Le samedi 13 mars des manifestations à caractère insurrectionnel se déroulent contre les sièges du PP. Ana Botella éclate en sanglots. José Maria Aznar lui-même perd son sang-froid.

Dimanche, le vote est massif. En Catalogne, l'ERC obtient 8 députés. Depuis 1978, elle n'avait jamais eu qu'un élu. Le PP a perdu 700 000 voix. En Euskadi (Pays Basque), en Aragon, le PP est écrasé. Renouant avec l'héritage du fondateur du régionalisme, Blas Infante, le peuple andalou utilise le vote PS pour briser le clan des Aznariens.

LA SANCTION DES URNES

A DÉBLAYÉ LE TERRAIN

Elle doit être un élément de reconquête pour les salariés et les peuples d'Espagne. José Luis Rodriguez Zapatero, ne s'en cache pas : c'est un social démocrate bon teint. Après avoir été publiquement humilié par Felipe Gonzalez, il va néanmoins tenter de poursuivre comme avant. Le choix de Pedro Solbes, déjà ministre négociateur de l'entrée dans l'UE en 1982, est significatif. Il s'agit de donner une garantie aux financiers européens et états-unis. Le personnage de Zapatero tient en deux images : lors d'un

défilé militaire, il refuse de se lever et détourne la tête quand défilent des troupes US. Et puis, quand il s'agit de relever les troupes en Irak, Rodriguez Zapatero s'exécute ! Affaire à suivre... Personne ne se fait d'illusion sur « Bambi » métamorphosé en « Ceta-pé » (ZP = Zapataro Presidente) : « *Ne nous déçois pas !* », criaient goguenards et lucides les jeunes socialistes après les élections...

Cependant la violence et l'accélération des événements peuvent laisser espérer une brèche. Disons-le clairement : sur le plan institutionnel, les voies sont cadennassées. Le système a été institué de façon à privilégier un parti dominant ou à la limite un bipartisme à l'anglo-saxonne. Il est improbable que surgisse sur le terrain parlementaire une force, par exemple d'extrême-gauche ou autre. Pour le moment la monarchie, bien conseillée, évite de se « mouiller » en allant trop loin dans un rôle partisan qui pouvait la « griller ». Les leçons du grand-père Alphonse XIII, faisant appel à la dictature militaire de Miguel Primo de Rivera, semblent avoir été tirées par Juan Carlos et son entourage. Encore que nul n'est dupe : le roi Juan Carlos était personnellement impliqué dans la tentative de coup d'État de Tejero (23 février 1981). Ses conseillers ont su le tirer d'affaire avec l'aide du PSOE et du PCE. Il est apparu comme le « sauveur » de la démocratie. Le PCE, grand stabilisateur de la Monarchie, l'a payé et n'est plus qu'un « *parti de témoignage* » (Izquierda Unida). Tout comme en France, les militants, les salariés ont utilisé, le 14 mars, l'arme qu'ils pouvaient utiliser, le vote, à défaut d'autre chose.

Cependant, les affrontements des chantiers navals de Cadix, les manifestations contre les sièges du Partido Popular, les gigantesques rassemble-

ments du vendredi 12 mars indiquent que les masses se sont mises en marche avec une volonté farouche, sans commune mesure en Europe. Les élections du 14 mars expriment la même volonté. Le vote du petit parti ERC en Catalogne, signifie un mouvement vers l'avant, la recherche du combat, la volonté de l'action directe. La question des nationalités en Espagne a toujours été un signal dans l'histoire moderne. Les attentats du 11 mars peuvent avoir deux résultats contradictoires. Un élément négatif : renforcer le racisme anti-maghrébin sous prétexte que les assassins sont marocains. Mais apparemment les communautés d'immigrés ont compris l'enjeu et ont immédiatement manifesté au Maroc et en Espagne dans un cadre internationaliste de solidarité contre la barbarie. Et d'autre part personne ne s'est risqué pour le moment à s'engager sur ce terrain vicieux du racisme.

L'autre élément, lui, peut être extrêmement positif, c'est celui de l'ETA. Après la réaction des peuples de la péninsule, et tout particulièrement celle du peuple basque, tout recours aux attentats ne peut que torpiller leurs auteurs, et c'est tant mieux ! L'ETA a bénéficié, à l'époque du franquisme, de la solidarité de tous les peuples d'Espagne. Il faut à présent se poser la question : à quoi sert cette dérive des bombes et des assassinats ? Les peuples d'Espagne pourraient cohabiter dans le cadre d'une république fédérale dans le respect des langues et des diversités culturelles, mais surtout pas en se fondant sur des divisions artificielles débouchant sur des guerres « ethniques » comme cela s'est produit dans l'ex-Yougoslavie. Et l'on peut toujours créer de toutes pièces une guerre « ethnique », pour les besoins de la cause. Et quand bien même y aurait-il séparation,

pourquoi devrait-elle se produire avec des assassinats et des bombes ? La séparation entre Norvège et Suède n'a pas été sanglante. La République tchèque et la Slovaquie se sont séparées, il n'y a pas eu de morts. Idem pour les pays baltes. On peut parier que le carnage de Madrid aura au moins commencé à résoudre de manière positive cette question, héritage morbide du franquisme. On peut d'ailleurs observer qu'en Catalogne, la Guardia Civil a été remplacée par les *Mossos d'Esquadra* (Police autonome), sans bombes et sans assassinats. Pourquoi ne serait-ce pas possible en Euskadi ? Les droits des peuples nous semblent, en la demeure, devoir coïncider avec ceux des intérêts communs du salariat.

SURMONTANT L'HORREUR

ET LE MENSONGE,

UNE IMPRESSIONNANTE

DÉMONSTRATION

DE MATURITÉ POLITIQUE

Ce jeudi 11 mars, peu après le carnage d'Atocha, le PP, pris au dépourvu, se lançait dans une fuite en avant éperdue, s'empêtrant dans le mensonge. Face à l'indignation populaire, Aznar et son gang ne sauront répondre que par le mépris, l'insulte et la suffisance : pour eux, ce « peuple de lâches » ne méritait vraiment pas son gouvernement. En lieu et place de Zapatero, Bin Laden serait le grand vainqueur ! Cette ultime canaillerie s'est retournée contre ses auteurs.

Il faut le souligner, et c'est frappant, la réaction en Espagne a été très différente de celle de New York suite au 11 septembre 2001. Après les guerres d'Afghanistan et d'Irak, les peuples d'Espagne ont renoué avec les tradi-

tions de classe, avec les mobilisations de masse, entraînant derrière elles l'ensemble des couches sociales de la population.

Surmontant l'horreur (et comment ne pas éprouver de peur face à cette barbarie monstrueuse !), les peuples d'Espagne se sont alors dressés, dans un élan de solidarité et de dignité formidable. Contre les assassins, contre la manipulation. Pour Aznar et sa bande, les citoyens étaient une « chasse gardée », leur propriété privée, leur « chose », comme aux temps glorieux de Franco et de Fraga. Cette confiscation de la dignité, de la simple démocratie par un clan, était devenue ignoble, insupportable !

Les attentats n'ont finalement été que la caisse de résonance d'une déferlante venue de loin dont le but est d'en finir avec une politique de ruine libérale voire néo-fascisante. Tous les comptes sont remontés à la surface. démultipliés.

Le carnage cynique et abject perpétré par les assassins islamistes (pléonasme) n'a rien à envier aux méthodes nazies ou fascistes (cf. l'Italie des années soixante-dix, attentats de la gare de Bologne et de la Piazza Fontana). Nombre des victimes d'Atocha étaient d'ailleurs des travailleurs immigrés roumains ou latino-américains cherchant à régulariser leurs papiers.

La méthode c'est la politique. A Casablanca, à Madrid, à Paris ou à New-York. Que ces crapules obscurantistes soient payées par des financiers wahabites ou chiites ou/et formées par la CIA (à l'instar des Talibans ou des bouchers fanatiques d'Al Qaida), peu importe ! Ils sont de la même engeance que leurs cousins, les intégristes catholiques de l'Opus Dei. Tout comme Hitler, le « fascisme vert » prétend instrumentaliser la misère des pauvres (peu importe la religion)

pour mieux les étrangler.

La nausée ressentie par les peuples de l'État espagnol a été à la mesure de leur maturité, de leur lucidité, de leur degré élevé de conscience politique. L'ennemi, en l'occurrence, c'est tout autant les égorgeurs en jeans et basket de la gare d'Atocha que les canailles en costume et cravate de La Moncloa. Les deux faces complémentaires d'une même pièce de monnaie, l'image hideuse de l'obscurantisme religieux se nourrissant de la barbarie capitaliste mondialisée. Et réciproquement.

Au-delà de la barbarie et de la monstruosité, les derniers événements ont démontré une capacité, une vitalité et une rapidité de réaction absolument stupéfiantes. Les peuples, les salariés, les jeunes et les chômeurs du vieux Continent, solidairement, sont en train de prendre conscience de leur

force.

St Michel s/Orge, 14 avril 2004

Notes

1- *Le Monde*, 9 mars 2004 : - Aznar : « Il n'y a rien de pire qu'un leader sympathique qui soit un mauvais dirigeant - Vous pensez à M. Chirac ? Aznar- Jacques Chirac est un chef d'État très sympathique... »

2- « Que la situation actuelle nous plaise ou non, ce qui a succédé à Franco était déjà prévu : la continuité post-franquiste par la restauration de la monarchie. Et ce projet, dans son essence, s'est développé conformément à la tactique et à la stratégie de ses concepteurs franquistes et de leurs artisans postfranquistes. Dans une adéquation absolue avec ce qu'ils avaient décidé », Pablo Castellano, *Por Dios, por la Patria y el Rey*, Ed. Ténias de hoy, Madrid, 2001.

3- Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du

président des USA de 1977 à 1981, *Le grand échiquier*, Hachette-Pluriel, Paris, 2000)

4- L'affaire des GAL, groupes de tueurs du milieu bordelais, payés par les polices française et espagnole pour assassiner les militants basques en France, se soldera par un scandale énorme. Il est à souligner qu'en Espagne, les responsables seront inculpés au plus haut niveau (Felipe Gonzalez, pourtant donneur d'ordres avéré, sera le seul à s'en sortir « miraculeusement ») Curieusement les autorités françaises échapperont à toute poursuite...

5- On ne sait si ces gens sont des imbéciles, des ignorants ou des crapules cyniques. Le cimetière de la Almudena fut le lieu d'exécution en masse des « rouges » après la victoire de Franco. Rappelons, parmi ces massacres monstrueux, celui des « 13 rosés », treize jeunes militantes des Jeunesse socialistes unifiées assassinées avec 43 autres jeunes militants le 5 août 1939.

Nous publions enfin la seconde partie de l'étude de Hal Draper (on trouvera la première dans le numéro 24 de *Carré rouge*, consultable et imprimable sur le site carre-rouge.org). L'actualité a depuis bousculé les sommaires de notre revue. Nous nous excusons de ce retard. Cette étude a d'abord été publiée par la revue *A l'Encontre* (www.alencontre.org), à qui l'on doit les textes de présentation et les notes et précisions (entre crochets). Nous remercions une fois encore nos camarades suisses de nous avoir permis de la reprendre. Le lecteur comprendra tout de suite l'intérêt et l'importance de ce texte.

« Qu'est-ce que le socialisme-à-partir-d'en-bas ? » (seconde partie)

LA SOCIAL-DÉMOCRATIE

À L'OMBRE DE L'ÉTAT

Dans cette partie de l'étude de Hal Draper – étude publiée en 1966 et également intitulée « Les deux âmes du socialisme » –, l'auteur met en lumière l'influence d'une conception étatiste du socialisme qui marquera la social-démocratie dès sa naissance. Les influences de Lassalle ou des fabiens sont souvent méconnues. Pourtant, on les retrouve dans la mise en œuvre des choix stratégiques de la social-démocratie. (Rédaction de *A l'Encontre*)

Le véritable modèle de la social-démocratie moderne, c'est-à-dire le Parti social-démocrate allemand [au cours de la période allant de la fin du XIX^e siècle aux années 50-60 du XX^e], est souvent présenté comme s'il s'était développé à partir d'un fondement marxiste. Cela constitue un mythe comme beaucoup d'autres qui

jalonnent l'histoire du socialisme. Certes, l'impact de Marx était fort, y compris sur un certain nombre de dirigeants, tout au long d'une période historique.

Néanmoins, la politique de la social-démocratie qui se développa et imprégna finalement le parti provient, avant tout, de deux autres sources. La première remonte à Ferdinand Lassalle [1] qui a créé le socialisme allemand en tant que mouvement organisé (en 1863, Lassalle fonde l'*Allgemeiner deutscher Arbeiterverein*, Association générale allemande des travailleurs). L'autre provient du mouvement fabien [2] anglais, qui a inspiré le « révisionnisme » d'Eduard Bernstein [3].

Ferdinand Lassalle est le prototype du socialiste d'État, c'est-à-dire de quelqu'un qui vise à atteindre le socialisme en quelque sorte par le biais d'un don qui serait effectué par l'État existant. Lassalle n'était pas le pre-

mier exemple de ce type ; il y eut auparavant Louis Blanc [1811-1882, connu entre autres pour son initiative d'ateliers nationaux]. Toutefois, pour ce qui a trait à Ferdinand Lassalle, il faut savoir que l'État existant était celui du Kaiser sous le règne de Bismarck.

L'État, disait Lassalle aux travailleurs, constitue un facteur qui « *pourra réaliser pour chacun d'entre nous ce qu'aucun d'entre nous ne peut réaliser pour lui-même* ». Marx proposait exactement le contraire : la classe ouvrière (les salariés) devait mener à bien, elle-même, sa propre émancipation et, dans le cours de cette conquête, abolir l'État existant. Eduard Bernstein avait raison en affirmant que Lassalle « *rendait un véritable culte* » à l'État. Devant un tribunal prussien, Lassalle déclara : « *Je défends avec vous, contre ces modernes barbares [la bourgeoisie libérale], l'État, cette vestale qui garde le feu immémorial de la civilisation*. » Cela faisait de Marx et de Lassalle des « *opposants fondamentaux* », comme le souligne le biographe de Lassalle, Footman [4], qui a mis en relief les positions pro-prussiennes, pro-nationalistes prussiennes, pro-impérialistes prussiennes de Lassalle.

Lassalle organisa le premier mouvement socialiste allemand comme devant obéir à sa dictature personnelle. De façon très consciente, il engagea sa construction comme un mouvement venant d'en bas pour construire un socialisme venant d'en haut. Son objectif était de convaincre Bismarck de faire quelques concessions, particulièrement sur le terrain du suffrage universel. Sur cette base, un mouvement parlementaire, sous la conduite de Lassalle, aurait pu devenir un allié de masse de l'État bismarckien contre la bourgeoisie libérale.

Dans ce but, Lassalle a effectivement

tenté de négocier avec le chancelier de fer. Lassalle envoya à Bismarck les statuts (de type dictatorial) de son organisation, les présentant comme « *la constitution de mon royaume que peut-être vous m'envierez* ». Lassalle continuait ainsi : « *Mais cet exemple miniature sera suffisant pour faire la démonstration de ce fait avéré : la classe ouvrière ressent une inclination instinctive en faveur de la dictature, si elle peut à juste titre se persuader que la dictature sera exercée dans son intérêt. Et, malgré les points de vue républicains (ou précisément à cause d'eux), cette classe ouvrière serait dès lors encline, comme je vous l'ai dit il y a peu, à voir dans la couronne, en opposition à l'égoïsme de la société bourgeoise, le représentant naturel de la dictature sociale, si la couronne, de son côté, pouvait se rendre à l'idée (ce qui est certainement très improbable) d'avancer une orientation réellement révolutionnaire et de se transformer elle-même de monarchie en faveur d'ordres privilégiés en une monarchie sociale et révolutionnaire du peuple.* »

Bien que cette lettre secrète n'ait pas été connue à l'époque, Marx avait parfaitement saisi la nature du lassalisme. Il lança à la face de Lassalle qu'il était un « *bonapartiste* ». Il écrivit de façon prémonitoire que « *son attitude est celle d'un futur dictateur ouvrier* ». Il caractérisa la tendance de Lassalle comme « *un socialisme royal prussien gouvernemental* » et dénonça son « *alliance avec les opposants absolutistes et féodaux contre la bourgeoisie libérale* ».

« *Au lieu d'envisager un processus révolutionnaire de transformation de la société* », écrivait Marx, Lassalle envisageait le socialisme comme issu « *de l'aide de l'État que ce dernier apporterait aux sociétés coopératives de production, socialisme que l'État et non pas les travailleurs engendrerait* ».

Marx ridiculisait cette perspective. Il écrivait : « *En ce qui concerne les sociétés coopératives actuelles, dans la mesure où elles sont concernées, elles possèdent une valeur seulement si elles sont des créations indépendantes des travailleurs et non des structures protégées du gouvernement ou de la bourgeoisie*. » On trouve ici une affirmation classique éclairant le sens du terme indépendant comme étant la pierre angulaire distinguant le socialisme à partir d'en bas par rapport au socialisme étatique. [...]

LE MODELE FABIEN

En Allemagne, derrière la figure de Lassalle, vont surgir une série de « *socialismes* » se développant dans une direction qui mérite notre intérêt.

Lesdits socialistes académiques (les socialistes des chaires universitaires : *Kathedersozialisten*, un courant de l'establishment académique) plaçaient leurs espérances en Bismarck encore plus ouvertement que Lassalle. Mais leur conception d'un socialisme d'État n'était pas, quant aux principes, éloignée de celle de Lassalle. Si ce n'est que ce dernier se risquait à promouvoir un mouvement de masse partant d'en bas pour mettre en œuvre sa perspective ; risqué donc, parce qu'une fois enclenché, ce mouvement pouvait lui échapper, comme cela s'est produit plusieurs fois dans l'histoire.

Bismarck lui-même n'hésita pas à présenter ses mesures paternalistes de politique économique comme une sorte de socialisme. Des livres ont été écrits sur le « *socialisme monarchique* » ou encore le « *socialisme d'État bismarckien* »

En se déplaçant encore plus à droite, on arrive au « *socialisme* » de Friedrich List [5], en quelque sorte un proto-nazi, pour atteindre finalement des

cercles où l'anticapitalisme est une forme de l'antisémitisme (E. Dühring [6], A. Wagner) qui forgeront des éléments du mouvement qui se qualifia de socialiste sous Adolf Hitler. L'élément qui réunit cet éventail, au-delà de toutes les différences, consiste dans la conception d'un socialisme qui équivaut, pour l'essentiel, à une intervention de l'État dans la vie économique et sociale. Comme le déclarait Lassalle : « *État, prends en charge les choses.* » C'est ce socialisme qui est le propre de tout ce courant.

C'est pour cette raison que Schumpeter [7] observe avec justesse que l'équivalent britannique du socialisme d'État germanique est le socialisme de Sidney Webb [8], le « fabianisme ».

Les *fabiens* (plus exactement les *webbiens*) sont, dans l'histoire des idées socialistes, le courant socialiste moderne qui a consommé de la façon la plus radicale son divorce avec le marxisme ; il est le plus éloigné du marxisme. C'était un réformisme social-démocrate presque chimiquement pur, sans aucun mélange, particulièrement avant la montée du mouvement de masse et socialiste en Grande-Bretagne, mouvement que les fabiens ne désiraient pas et qu'ils n'ont pas aidé à construire (malgré un mythe très répandu qui prétend le contraire). Les fabiens constituent dès lors une expérience très importante par rapport à d'autres courants réformistes qui payaient leur tribut au marxisme, adoptant une partie de son langage, mais le distordant dans sa substance.

Les fabiens, clairement issus des classes moyennes au plan de leur extraction sociale et de leur champ d'influence, ne voulaient en aucune mesure construire un mouvement de masse et encore moins un mouvement de masse fabien.

Ils se pensaient comme une petite élite de conseillers intellectuels qui pourraient imprégner les institutions sociales existantes, influençant ainsi les dirigeants réels aussi bien dans la sphère conservatrice que libérale [allusion aux deux partis bourgeois conservateur et libéral qui monopolisaient alors la sphère politique anglaise] en impulsant le développement social en direction de son objectif collectiviste avec la force d'un « *gradualisme imparable* ». Dans la mesure où leur conception du socialisme reposait dans la seule intervention de l'État (au niveau national et municipal) et que leur théorie indiquait que le capitalisme lui-même était en train de développer des tendances collectivistes, rapidement, jour après jour, et qu'il devait poursuivre dans cette direction, leur fonction consistait simplement à hâter ce processus [une idée analogue règne dans la social-démocratie lors de l'adoption du programme dit de *Bade Godesberg* en Allemagne ou de *Winterthur* en Suisse, 1958-1959]. La société fabienne fut conçue en 1884 comme devant être le poisson pilote d'un requin. Tout d'abord, le requin fut le Parti libéral ; mais lorsque l'influence sur le libéralisme échoua misérablement et que le Travail aboutit finalement à constituer son propre parti de classe [le Labour Party] malgré les fabiens, le poisson pilote rejoignit simplement ce dernier.

Il n'y a peut-être aucune autre tendance socialiste qui, aussi systématiquement et consciencieusement, a élaboré une théorie du socialisme à partir d'en haut. La nature de ce mouvement a été identifiée très vite, même si, par la suite, son caractère a été obscurci lorsque le fabianisme s'est intégré dans l'ensemble du réformisme travailliste.

Un dirigeant socialiste chrétien au

sein de la Fabian Society attaqua une fois Webb comme un « *collectivisme bureaucratique* » (c'est peut-être là la première utilisation de ce terme). Le livre, alors fameux, de Hilaire Belloc [9], *L'État servile*, publié en 1912, fut largement provoqué par le « *collectivisme idéal* » de Webb qui était pour l'essentiel bureaucratique. G.D.H. Cole [historien anglais du mouvement ouvrier de renom, membre de la société fabienne] rappelait que « *les Webb à cette époque aimaient à dire que toute personne active en politique était soit un "a", soit un "b" (soit un anarchiste, soit un bureaucrate) et que eux étaient des "b"* ». Ces caractérisations servent tout juste à transmettre le sens effectif du collectivisme des Webb qu'était le fabianisme. C'était une orientation complètement dirigiste (managériale), technocratique, élitiste, autoritaire, « planificatrice ». Webb aimait à utiliser le terme *d'influence* (de manœuvre) comme synonyme de politique.

Une publication du courant fabien écrivait qu'ils voulaient être « *les jésuites du socialisme* ». Leur évangile était l'Ordre et l'Efficacité. Le peuple, qui devait être traité avec indulgence, n'était apte qu'à être dirigé par des experts compétents. La lutte de classes, la révolution, les soulèvements populaires relevaient de la folie, de la démence. Dans l'ouvrage *Le fabianisme et l'empire*, l'impérialisme était loué et accepté. Si le mouvement socialiste a jamais développé son propre courant collectiviste bureaucratique, ce fut bien dans ce cas. On a pu penser que le socialisme était essentiellement un mouvement à partir d'en bas, un mouvement de classe, écrit un représentant du fabianisme, Sidney Ball, afin de détourner de cette idée le lecteur ; mais, continue Ball, les socialistes maintenant « *abordent la question sous un angle scientifique*

plutôt que populaire ; ce sont des théoriciens des classes moyennes », s'enorgueillissent-ils. Il en arrive à affirmer qu'il existe une claire rupture entre le socialisme de la rue et le socialisme de l'académie.

Les séquelles de cela sont bien connues, quoique le plus souvent camouflées. Alors que le courant fabien comme tendance spécifique a disparu en 1918 dans le mouvement beaucoup plus large du réformisme travailliste, les dirigeants fabiens ont adopté une autre direction.

Aussi bien Sidney et Beatrice Webb que Bernard Shaw [10] – le trio le plus connu de la Fabian Society – devinrent des supporters par principe du totalitarisme stalinien des années 30. Antérieurement, Bernard Shaw, qui pensait que le socialisme nécessitait un superman, en avait trouvé plus d'un. Il avait appuyé Mussolini et Hitler en tant que despotes bienveillants devant faire cadeau du « socialisme » aux rustres. Il fut déçu que ces despotes n'aient pas aboli effectivement le capitalisme. En 1931, Shaw déclara, après une visite en URSS, que le régime de Staline était le fabianisme mis en pratique. Les Webb de même se rendirent à Moscou et y trouvèrent Dieu. Dans leur ouvrage *Le communisme soviétique : une nouvelle civilisation ?*, ils prouvaient (à partir des documents fournis par Moscou et des déclarations mêmes de Staline, minutieusement analysées) que la Russie était la plus grande démocratie du monde. Staline n'était pas un dictateur. L'égalité totale régnait. La dictature du parti unique était nécessaire. Le Parti communiste était une élite complètement démocratique qui conduisait vers la civilisation les esclaves et les Mongols (mais pas les Anglais !). La démocratie politique avait échoué dans tous les pays d'Occident et il n'y avait aucune raison à

ce que les partis politiques doivent survivre dans notre époque. Ils appuyèrent fermement Staline et les procès de Moscou ainsi que le pacte Hitler-Staline, sans qu'aucune nausée puisse être observée.

Ils moururent en étant des pro-staliniens acritiques d'un type qu'aujourd'hui [Draper écrit en 1966] on ne pourrait même pas rencontrer au sein du bureau politique du Parti communiste de l'URSS.

Comme Bernard Shaw l'a expliqué, les Webb n'avaient que du mépris pour la Révolution russe en tant que telle : « *Les Webb ont attendu jusqu'à ce que le changement [révolution] se termine par la destruction et les ruines, jusqu'à ce que les erreurs soient corrigées et que l'État communiste soit vraiment lancé.* » C'est-à-dire qu'ils ont attendu jusqu'à ce que les masses révolutionnaires aient été enfermées dans une camisole de force, que les dirigeants de la révolution aient été destitués et que la tranquillité efficace de la dictature se soit imposée sur la scène, autrement dit que la contre-révolution soit fermement établie. C'est alors que les Webb arrivent pour déclarer l'idéal accompli.

Cela relève-t-il d'une incompréhension gigantesque, d'une erreur incompréhensible ? Ou bien les Webb n'avaient-ils pas raison de penser que cela [l'État stalinien] représentait ce « socialisme » qui entrait en correspondance avec leur idéologie, certes au prix d'un peu de sang. Le tournant du fabianisme (qui visait à influencer les classes moyennes) en direction du stalinisme représentait le pivotement d'une porte autour de la charnière du socialisme à partir d'en haut.

WILLIAM MORRIS

Lorsque l'on jette un regard quelques décennies avant le tournant du siècle

qui vit le courant fabien se développer à l'échelle internationale surgit une autre figure. C'est l'antithèse des Webb. Cette personnalité du socialisme révolutionnaire, William Morris [11], devint un socialiste et un marxiste au cours des années 1880. Les écrits de Morris expriment dans toutes ses dimensions l'esprit du socialisme à partir d'en bas, au même titre où chaque ligne des Webb traduit l'opposé. Cette orientation se fait peut-être la plus claire dans son attaque dévastatrice du courant fabien, ainsi que dans sa dénonciation du « marxisme » britannique à la Lassalle représenté par le dictatorial H.M. Hyndman [12.] Il en va de même dans sa dénonciation du socialisme d'État et son aversion pour l'utopie bureaucratique collectiviste de Bellamy [13], présenté dans l'ouvrage *Looking backward*.

Les écrits socialistes de Morris sont traversés d'une insistance sur tous les aspects de la lutte de classes. Et pour ce qui a trait au socialisme futur, son *News from nowhere* fut écrit comme une antithèse à l'ouvrage de Bellamy. Morris nous avertit que « *les individus ne peuvent pas se défaire des problèmes de la vie sur les épaules d'une abstraction nommée l'État, mais doivent faire face à ces questions au travers d'une association consciente des uns avec les autres... La diversité vivante est tout autant un but pour un vrai communisme que l'égalité en est une condition et... rien, si ce n'est l'unité de ces deux dimensions, ne pourra conduire à une véritable liberté.* »

« *Y compris certains socialistes* », note Morris, « *sont capables de confondre la machine coopérative vers laquelle tend la vie moderne avec l'essence du socialisme lui-même.* » Il en découle « *le danger que la communauté dégénère en bureaucratie* ». Ainsi, il exprimait sa crainte face à une bureaucratie col-

lectiviste se pointant dans le futur. Réagissant violemment contre le socialisme d'État et le réformisme, il retourne à une position antiparlementaire, mais il ne tombe pas dans le piège anarchiste : « *Les gens devront s'associer dans l'administration et, quelquefois, il y aura des différences d'opinion... Que faire ? Quel parti devra céder ? Nos amis anarchistes affirment que cela ne doit pas être décidé par une majorité. Dans ce cas, la décision relèvera d'une minorité. Et pourquoi ? Y a-t-il un droit divin en faveur des minorités ?* »

Ces remarques visent le cœur de l'anarchisme beaucoup plus profondément que l'opinion commune qui voudrait que l'inconvénient avec l'anarchisme réside dans son hyper-idéalisme.

William Morris contre Sidney Webb. Voilà une façon de résumer cette histoire [des deux branches du socialisme à partir d'en bas et du socialisme à partir d'en haut].

LA DEVANTURE

« RÉVISIONNISTE »

Ce chapitre est consacré, pour l'essentiel, au décryptage de l'œuvre de Eduard Bernstein (1850-1932) à partir de la ligne de partage introduite par Hal Draper entre les tenants d'un socialisme par en haut – qui se calent sur les institutions de l'État capitaliste et sur des structures organisationnelles des salariés en syntonie avec ce projet – et les partisans du socialisme à partir d'en bas qui misent sur « l'autoactivité des masses » et un processus de conscience et d'organisation qui rendent possible une rupture avec les diverses facettes de la domination bourgeoise.

Eduard Bernstein s'est approché du marxisme en 1878-1879, après avoir lu l'*Anti-Dühring* d'Engels. Il travaillait alors, à Lugano, comme secrétaire du

philanthrope social-démocrate allemand Karl Höchberg. En 1879, il participa à la rédaction d'un article dans la revue de ce dernier, l'alors célèbre *Jahrbuch für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik*. Cet article, *Rückblicke auf die sozialistische Bewegung in Deutschland* (Rétrospective sur le mouvement socialiste en Allemagne) laissait entrevoir une adhésion à une version libérale du socialisme. Ce qui lui valut une critique de Marx et Engels (Lettre adressée à Bebel, Liebknecht etc. de septembre 1879). Par la suite, durant quelque 15 ans, Eduard Bernstein fit montre « d'orthodoxie » ; celle-ci reposait toutefois sur l'idée d'un socialisme produit par les « lois de développement du capitalisme ».

En 1895-1896, il opère un tournant, clairement perceptible dans sa postface à l'ouvrage de Louis Héritier sur la Révolution de 1848 en France. L'approche de Bernstein se situe à l'opposé de l'ouvrage de Marx *Les luttes de classe en France*, 1848-1850. Sur le fond, Bernstein condamne tout mouvement revendicatif qui heurte la bourgeoisie libérale. On trouve là les éléments constitutifs de son ouvrage de référence, datant de 1899 : *Les présupposés du socialisme et les devoirs de la social-démocratie*. Des extraits des textes des auteurs qu'analyse Hal Draper dans son essai seront reproduits dans la brochure que nous publierons. (Rédaction de A l'Encontre)

Eduard Bernstein, le théoricien du « révisionnisme » social-démocrate, a puisé son inspiration dans le fabianisme dont il avait subi la forte influence au cours de son exil à Londres [14]. Il n'a pas inventé la politique réformiste en 1896. Il devint simplement son porte-parole théorique. La direction bureaucratique du Parti social-démocrate allemand n'avait pas de prédilection pour la théorie : « *On ne le dit pas, on le fait* », dit-elle à Bernstein, signifiant par là que les orientations

de la social-démocratie allemande avaient été dépouillées du marxisme bien avant que ses théoriciens traduisent ce changement. Bernstein n'a donc pas « révisé le marxisme ». Son rôle consista à l'extirper tout en prétendant en élaguer les grosses branches desséchées. Les fabiens ne ressentaient pas le besoin de s'embarasser de tels prétextes ; mais, en Allemagne, il était impossible de détruire le marxisme par un assaut frontal. Le retour au « socialisme à partir d'en haut » (*die alte Scheisse*, « la vieille gadoue » [15]) devait être exposé comme une « modernisation », une « révision ».

Avant tout, au même titre que les fabiens, le « révisionnisme » avait extrait son socialisme du processus inéluctable de collectivisation du capitalisme en tant que tel. Il envisageait le mouvement en direction du socialisme comme résultant de la somme des tendances collectivistes inhérentes au capitalisme. Il comptait sur « l'auto-socialisation » du capitalisme par en haut qui s'opérerait au travers des institutions de l'État existant. L'identité entre étatisation et socialisme n'est pas une invention du stalinisme ; elle a été systématisée par le courant fabien-révisionniste-socialiste-étatiste du réformisme social-démocrate.

La plupart des découvertes actuelles qui déclarent que le socialisme est obsolète, parce que le capitalisme n'existe plus vraiment [16], peuvent déjà être décelées chez Bernstein. Il était « absurde » de caractériser l'Allemagne de Weimar [17] comme capitaliste, disait-il, cela à cause des contrôles exercés sur les capitalistes. Il en découle, selon une approche à la Bernstein, que l'État nazi était encore plus anticapitaliste que les nazis ne cherchaient à le vendre...

La conversion du socialisme en un

collectivisme bureaucratique est déjà implicite dans les attaques portées par Bernstein contre la démocratie ouvrière. En dénigrant l'idée du contrôle ouvrier sur l'industrie, Bernstein prolonge sa redéfinition de la démocratie. Est-ce « le gouvernement par le peuple » ? Il récuse ce principe au profit d'une définition en négatif : « l'absence d'un gouvernement de classe ». Dès lors, la perspective même de démocratie ouvrière comme étant une condition *sine qua non* du socialisme est balayée avec autant d'efficacité que les rusées redéfinitions de la démocratie, usuelles dans les Académies communistes [staliniennes]. Ici, même la liberté politique et les institutions représentatives sont délaissées : un résultat théorique d'autant plus impressionnant que Bernstein lui-même n'était pas, au plan personnel, un adversaire de la démocratie comme l'étaient Lassalle ou Shaw [18] C'est la théorie du socialisme par en haut qui exige de telles formulations. Bernstein est le théoricien social-démocrate principal non seulement de l'identité étatisation-socialisme, mais aussi de la séparation entre le socialisme et la démocratie ouvrière.

Dès lors, il était logique que Bernstein doive en arriver à la conclusion selon laquelle l'hostilité de Marx vis-à-vis de l'État relevait d'un « anarchisme » et que Lassalle était dans le juste en comptant sur l'État afin de mettre en œuvre le socialisme. « *La différence entre l'État présent et l'ensemble des institutions administratives dans un avenir prévisible ne sera qu'une question de degré* », écrivait Bernstein ; le « dépérissement » de l'État n'est rien d'autre que de l'utopisme, même sous le socialisme. Par contre, Bernstein, lui, a beaucoup de sens pratique. Par exemple, lorsque l'État du Kaiser, loin de dépérir, se lance dans la ruée im-

périaliste vers les colonies, Bernstein se manifeste promptement en faveur du colonialisme et du « fardeau de l'homme blanc » [19] : « *Seul peut être reconnu un droit conditionnel des sauvages sur la terre qu'ils occupent ; en définitive, la civilisation supérieure peut revendiquer un droit prééminent.* »

Bernstein a opposé sa propre conception de la voie au socialisme à celle de Marx. Cette dernière « *donne l'image d'une armée. Elle s'élançait en serpentant entre les maquis et les éboulis... Finalement, elle arrive au bord d'un gouffre profond. De l'autre côté se dresse l'attrayant but désiré : l'État à venir, qui ne peut être rejoint que par la mer, une mer Rouge comme certains l'ont dit.* » Au contraire, la conception de Bernstein n'était pas rouge mais rose : la lutte des classes s'adoucit jusqu'à l'harmonie alors qu'un État bienfaiteur transforme gentiment la bourgeoisie en de bons bureaucrates. Cela ne s'est pas produit de cette façon. La social-démocratie bernsteinisée a d'abord fusillé la gauche révolutionnaire en 1919 [20] et, ensuite, en rétablissant la bourgeoisie (qui ne s'était pas encore reconstituée) et les militaires au pouvoir, elle a contribué à jeter l'Allemagne dans les mains des fascistes.

Si Bernstein fut le théoricien de l'identification du collectivisme bureaucratique avec le socialisme, ce fut alors son adversaire d'extrême gauche dans le mouvement ouvrier allemand qui devint le principal porte-parole au sein de la II^e Internationale d'un socialisme-à-partir-d'en-bas révolutionnaire-démocratique. C'était Rosa Luxemburg qui, avec tant d'énergie, a placé sa foi et son espérance dans le combat spontané d'une classe ouvrière libre, à tel point que les faiseurs de mythes ont fabriqué à son sujet une « théorie de la sponta-

néité » qu'elle n'a jamais défendue, une théorie dans laquelle est opposée « spontanéité » à « direction ».

Dans son propre mouvement, Rosa Luxemburg s'est battue fermement contre les élitistes « révolutionnaires » qui redécouvraient la théorie de la dictature pédagogique sur les ouvriers (qui est redécouverte par chaque génération comme la toute dernière nouveauté). Elle a dû écrire : « *Sans la volonté consciente et l'action consciente de la majorité du prolétariat, il ne peut y avoir aucun socialisme... [Nous] n'endosserons jamais un pouvoir gouvernemental hormis par la volonté claire et sans ambiguïté de la vaste majorité de la classe ouvrière allemande.* » Et son célèbre aphorisme : « *Les erreurs commises par un mouvement ouvrier authentiquement révolutionnaire sont beaucoup plus fructueuses et utiles historiquement que l'infaillibilité du meilleur des comités centraux.* »

Rosa Luxemburg contre Eduard Bernstein : voilà le chapitre allemand de cette histoire [des deux âmes du socialisme].

Notes

1. Ferdinand Lassalle (1825-1864) était en contact avec Marx. Des divergences éclatèrent, entre autres à propos de l'orientation de Lassalle en direction de l'État prussien.
2. En octobre 1883, Edith Nesbit et Hubert Bland décident de former un groupe de débat socialiste avec leur ami quaker (groupe religieux protestant) Edward Pease. En janvier 1884 se formera la Fabian Society (les fabiens). Le nom fait référence à l'histoire romaine : le général Quintus Fabius Maximus avait choisi contre le Carthaginois Hannibal la stratégie d'affaiblissement de l'opposition par des opérations de harcèlement, évitant des batailles frontales. Dès mars 1884, un nombre significatif d'intellec-

tuels rejoignent la Fabian Society. Parmi eux, il faut mentionner Sidney et Beatrice Webb, George Bernard Shaw, Ramsay MacDonald. En 1889 sont publiés les *Fabian Essays on Socialism* (« Essais fabiens sur le socialisme ») qui incluent des chapitres écrits par G. B. Shaw, S. Webb, Hubert Bland. Cet ouvrage deviendra une référence. En 1952, Clement Attlee affirmera qu'il s'agit du « premier exposé cohérent d'une philosophie gradualiste par opposition aux doctrines utopiques ou catastrophiques ». Eduard Bernstein subira la forte emprise de cette doctrine "fabienne".

3. Eduard Bernstein (1850-1932) développa sa vision « révisionniste » de la théorie marxiste dans une série d'articles de la revue du Parti social-démocrate *Die Neue Zeit* entre 1896 et 1898, articles regroupés sous le titre *Probleme des Sozialismus*.

4. David Footman, *The primrose path: a life of Ferdinand Lassalle*, London, The Cresset Press, 1946.

5. Friedrich List (1789-1846), économiste, homme politique, inspirateur du « nationalisme économique ». Pour List, le libre-échange servait à camoufler les intérêts de l'impérialisme britannique. List développa toute une théorie de la nation et de son évolution.

6. Eugen Dühring (1833-1921) écrivit deux ouvrages au début des années 1870 – *Kritische Geschichte der nationale Oekonomie und des Sozialismus* et *Cursus der Philosophie als streng wissenschaftlicher Weltanschauung und Lebensgestaltung* – qui eurent un impact auprès de dirigeants sociaux-démocrates allemands tels qu'Eduard Bernstein et même August Bebel. Karl Liebknecht demanda à Engels d'engager une critique de ses œuvres. Ce dernier le fit entre 1876 et 1878. Ses articles furent réunis et publiés en 1878 dans l'ouvrage actuellement connu sous le titre de *L'anti-Dühring*.

7. Joseph Aloys Schumpeter (1883-1950). Draper fait ici allusion à un des ouvrages les plus connus de cet économiste de renom, *Capitalisme, socialisme et démocratie*, pu-

blié en 1942.

8. Sidney Webb (1859-1947). Au sein de la Fabian Society il écrit divers ouvrages, argumentant en faveur d'une réforme : *Facts for Socialists*, 1887, *Facts for Londoners*, 1888, *The Eight Hour Day*, 1891. Webb considérait que l'inspirateur du socialisme anglais était Robert Owen et non pas Karl Marx. En 1891, Beatrice Potter prend contact avec Sidney Webb à propos des recherches qu'elle effectue sur le mouvement coopératif. Beatrice Potter épousera Sidney Webb. En 1932, les Webb visitent l'Union soviétique et publient en 1935 l'ouvrage *Soviet Communism: A New Civilization?* En 1942, ils publieront un nouvel ouvrage favorable à l'URSS stalinienne, intitulé *The truth about Soviet Russia*. Beatrice Webb meurt en 1943.

9. Hilaire Belloc (1870-1953) a été un auteur catholique très prolifique. Il dirigeait un hebdomadaire politique *The Eye-Witness*, auquel ont collaboré G. B. Shaw et H.G. Wells. En 1911, il publia un livre intitulé *The Party System*. Dans son ouvrage de 1912, *L'État servile*, il attaqua les réformes proposées par ses anciens amis de la société fabienne, d'un point de vue de droite.

10. George Bernard Shaw (1856-1950) est né à Dublin. Il se rendra à Londres en 1876 et adhéra aux idées socialistes au début des années 1880. Il aura des liens avec William Morris, Eleanor Marx dans la Fédération sociale démocratique. Puis dans le cadre de la Fabian Society, il collaborera étroitement avec Webb. Il rejoindra le Parti travailliste en 1906 et restera attaché aux idées socialistes jusqu'à sa mort. Conjointement à ses activités politiques, à son talent de vulgarisateur des idées socialistes, il a été un romancier, un critique littéraire et un auteur dramatique de premier plan.

11. William Morris (1834-1896) a eu une activité de poète, de romancier, de traducteur, de peintre, de rénovateur des arts décoratifs. Il a joué un rôle dans le mouvement socialiste anglais. Il s'engagea tout d'abord contre la guerre menée par le gouvernement conservateur d'Israéli contre la

Russie entre 1876 et 1878. En 1883, Morris rejoint la Fédération démocratique qui sera très vite renommée Fédération sociale démocratique. En décembre 1884, avec le soutien d'Engels, Morris sortira de cette organisation pour créer la Ligue socialiste. Cette organisation sera clairement anti-parlementariste.

12. Henry Mayers Hyndman (1842-1922). Jusqu'en 1880, Hyndman a une position de démocrate mais cultive des liens avec les conservateurs (Tories). Il adhéra à la Fédération sociale démocrate en 1881 après une lecture du *Capital*. En 1914, il sera un patriote ardent et sera favorable à l'intervention impérialiste contre la Révolution russe.

13. Edward Bellamy (1850-1898), auteur de *Looking backward 2000-1887*, publié en 1888. Ce livre dit utopique a eu un succès considérable. William Morris, dans une conférence à propos de cet ouvrage, souligne que ce dernier « ne devrait pas être pris comme la bible socialiste de la reconstruction, un danger auquel peut-être il n'échappera pas ».

14. Bernstein résida à Londres de 1888 à 1901. Antérieurement, il habitait à Zurich. Il s'était vu confier dès 1881 la direction du journal du parti, *Der Sozialdemokrat*. Dès le 21 octobre 1878 étaient entrées en vigueur, dans l'empire allemand, les « lois contre les visées périlleuses de la social-démocratie ». Ces lois seront prorogées jusqu'en janvier 1990.

15. Hal Draper utilise cette formule en faisant référence, avec ironie, aux polémiques que Bernstein avait fait paraître dans *Die Neue Zeit* en 1893 contre les « socialistes académiques et d'État » de l'école de Lujo (Ludwig Josef) Brentano. La formule « *alte Scheisse* » se retrouve à diverses reprises dans un écrit de jeunesse de Marx et d'Engels, *L'Idéologie allemande*. « *Ce développement des forces productives (qui implique déjà que l'existence empirique actuelle des hommes se déroule sur le plan de l'histoire mondiale au lieu de se dérouler sur celui de la vie locale) est une condition*

pratique préalable absolument indispensable, car, sans lui, c'est la pénurie qui deviendrait générale, et, avec le besoin, c'est aussi la lutte pour le nécessaire qui recommencerait et l'on retomberait fatalement dans la vieille même gadoue » (p. 64, Editions sociales, 1968). Marx utilise aussi cette formule par rapport à la nécessaire « transformation massive des hommes », à leur « conscience communiste » afin que la révolution permette « à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder une société sur des bases nouvelles » (p. 68).

16. Le texte de Hal Draper, dont la dernière version date de 1966, a été écrit dans une atmosphère où la social-démocratie, dans ses programmes de Bade Godesberg en Allemagne ou de Winterthour en Suisse, 1958-1959, annonçait que l'État social (aujourd'hui qualifié fallacieusement d'État providence) et l'élargissement du secteur public conduisaient, avec une quasi-automatisme, au socialisme.

17. République de Weimar (1919-1933). Après l'écrasement du mouvement révolutionnaire qui avait pris son essor de novembre 1918 au début de janvier 1919, les institutions de la République de Weimar (État capitaliste) assureront, sous direction social-démocrate, la permanence du pou-

voir bourgeois. Les institutions weimariennes seront de 1919 à juin-octobre 1923, à diverses occasions, proposées comme seule « alternative démocratique » aux structures conseillistes (conseils ouvriers et de soldats).

18. Voir à l'encontre n° 8, « La social-démocratie à l'ombre de l'État », disponible sur le site www.alencontre.org, rubrique Archives.

19. Le célèbre poème de l'écrivain Rudyard Kipling (1865-1936, prix Nobel en 1907) est paru en février 1899, dans *McLure's Magazine*, à un moment critique de l'expansion coloniale de l'Occident : « *Take up the White Man's burden/The savage wars of peace/Fill full the mouth of Famine/And bid the sickness cease.* » (« Assumez le fardeau de l'homme blanc/Les sauvages guerres de la paix/Nourrissez la bouche de la famine/Et faites que cesse la misère. ») Cette référence indirecte à Kipling renvoie, entre autres, aux multiples débats au sein de la social-démocratie portant sur l'émergence de l'impérialisme et la nouvelle « politique mondiale » qui en découlait. Les affrontements interimpérialistes (Grande-Bretagne, France et Allemagne) s'exacerbaient. Ainsi, Karl Kautsky, le pape du SPD, écrit à ce propos : « *En lieu et place d'une exaltation d'une période de paix commerciale s'affirme une expansion plus énergique ; à la pla-*

ce d'une cure doucereuse pour sauver les âmes des nègres de l'Afrique s'affirme la préoccupation d'obtenir le plus vite possible une répartition des sphères d'influence ; en lieu et place de la poésie lyrique d'un Tennyson [1809-1892] s'affirme la poésie de caserne de Rudyard Kipling. » Pour le mouvement ouvrier européen, il s'agissait de déterminer, en quelque sorte, sa « politique extérieure ».

20. En novembre 1918, Rosa Luxemburg est libérée de sa prison de Breslau. La social-démocratie au pouvoir et la contre-révolution réclament sa tête. Le 1^{er} janvier 1919, la gauche révolutionnaire se constitue en Parti communiste qui ne dispose pas des forces et de la qualité pour faire face à la situation. Il se lance dans l'aventure le 5 janvier. La répression tombera. Le gouvernement social-démocrate Ebert-Scheidemann placarde le 9 janvier une affiche : « *Sous peu, Berlin sera délivrée de cette canaille sanguinaire.* » Le 10-11 janvier, la bataille rangée se termine par un massacre. Le 15 janvier, Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg seront arrêtés, puis assassinés. A l'époque même, l'historien socialiste français Charles Andler écrivait : « *Ainsi triompha la République bourgeoise en Allemagne.* » (Charles Andler, *La décomposition politique du socialisme allemand 1914-1919*, Paris, 1919, p. 249-253). .

pour poursuivre la bataille contre Chirac-Raffarin nous inquiète. D'abord parce qu'elle constitue pour la LCR une sorte de « fuite en avant » dont les effets seront ravageurs à terme bref. Mais aussi parce que cette sorte de désinvolture embarrassée n'aide en rien les salariés dans leur combat. L'analyse sans concession des conditions et des caractéristiques de ce qu'il faut bien considérer comme une « victoire » des salariés de toute condition fait apparaître que celle-ci n'a pas été obtenue grâce à l'extrême gauche, qu'elle y a même été, par sa propre faute, inaudible. C'est un premier point. Mais il en est un autre que l'appel incantatoire à un « troisième tour social » aboutit à occulter : on ne peut contribuer à augmenter la confiance des travailleurs en leur propre force qu'à la condition d'établir clairement combien cette victoire proprement « politique » est considérable. L'exemple des ATOSS peut permettre de le comprendre.

La décision de les « décentraliser » dès l'an prochain avait fait de leur problème l'un des ferments et l'une des composantes de la grève de mai-juin 2003. Faute d'avoir pu imposer la grève générale, la rentrée 2003 s'est faite avec le sentiment que rien ne pouvait enrayer la volonté destructrice du gouvernement Raffarin. Il pouvait sembler que ses prochains objectifs seraient atteints sans coup férir, et en particulier ceux concernant la Sécurité sociale. Or, l'ampleur de sa défaite électorale est telle que la décentralisation des ATOSS pourrait bien ne tout simplement pas avoir lieu. On peut déplorer que ce résultat n'ait pas été obtenu par la lutte *directe* des salariés. C'est à la fois vrai... et parfaitement inutile. Ce qui compte, c'est la totale continuité entre mai 2003 et mars 2004 (comme l'établit très clairement l'article de Charles Jérémie).

Ce qui compte, c'est que la capacité de lutte future est directement nourrie, dans un cadre radicalement changé, par le résultat de mars. S'en remettre à l'espoir d'un « troisième tour social », c'est gommer cette continuité, et c'est se dispenser d'en éclairer l'activité des salariés. Paradoxalement, c'est raviver le sentiment qu'on n'y peut rien... Alors même que cette « grève générale sur le terrain électoral » comme le dit Mélenchon conclut en partie la grève générale que les salariés n'ont pas pu imposer aux appareils en mai 2003. Et marque de son sceau toutes les luttes à venir. Mais ce souci de précision, qui n'a rien d'une polémique « gratuite », nous nous l'appliquons à nous-mêmes.

C'est ainsi que nous avons conclu des élections présidentielles que toute « alternance » était désormais inenvisageable, et que le PS avait cessé d'être un instrument dont les masses pouvaient se saisir pour porter des coups à la bourgeoisie. Les résultats des 21 et 28 mars nous contraignent à ouvrir de nouveau ce chantier théorique. Nous nous y employons dès ce numéro (en particulier avec l'article d'Eustache Kouvélakis).

Et cette précision est plus que jamais nécessaire. Les élections européennes vont marquer une nouvelle étape dans la crise politique dans ce pays, laquelle nourrira à son tour l'activité directe des masses salariées. Comment faire pour que cela se réalise dans les meilleures conditions ? Contrairement aux élections régionales, celles-ci se dérouleront sur un seul tour. C'est l'occasion de donner aux analyses et aux propositions leur tranchant maximum. C'est l'occasion de mener, face aux salariés et aux jeunes, *et avec eux*, une discussion sur l'Europe sans faux-fuyants, sans formules vagues. Le travail très pédago-

gique de François Chesnais dans ce numéro de *Carré rouge* a cet objectif. Oui, il faut combattre contre la « Constitution » rédigée par Giscard avec l'aide de Moscovici et de Cohn-Bendit. Mais cela ne suffit pas. Pas plus que ne peuvent suffire des formules aussi vides que celles d'« autre Europe » ou d'« Europe sociale ». Cette discussion traverse le PS, mais aussi la LCR. Nous y prenons place. Nous la proposons, nous y sommes totalement disponibles.

Dans le cours de la campagne des régionales et immédiatement après, nous nous sommes interrogés sur ce que nous étions, nous, « petite » revue. La richesse de la discussion reflétée par le site et par ce numéro 29, les origines et les engagements très divers de ceux qui se sont servis de *Carré rouge* pour la mener sont un début de réponse. Charles Jérémie rapporte dans son article ce que l'un des participants à une réunion de *Carré rouge* à Blois disait attendre de notre revue : « rassembler les dissidents, qu'ils soient ou non membres d'un parti, d'un syndicat ». C'est une excellente définition. Je ne suis pour ma part pas convaincu qu'un agglomérat de petits regroupements, qu'un « cartel » de petites revues soient par eux-mêmes d'un quelconque intérêt. Je suis en revanche persuadé que le souci de pousser analyses et discussions donne à chacun, *où qu'il ait choisi de militer*, les moyens de faire avancer la recherche commune de l'efficacité dans le combat contre ce système désastreux et générateur de chaos.

C'est la raison pour laquelle chacun des articles qui suivent doivent être entendus comme des contributions aux innombrables débats qui se mènent un peu partout, à la LCR, au PS, dans les syndicats ou dans les regroupements nés de mai-juin 2004. □